

Université de Montréal

**La rhétorique présidentielle en temps de crise et l'essor de la nation :
la présidence de Nicolas Sarkozy à l'Union européenne**

Par
Ophélie Bonneau

Département de communication
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences
en sciences de la communication
option communication organisationnelle

Juillet 2010

© Ophélie Bonneau, 2010

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**La rhétorique présidentielle en temps de crise et l'essor de la nation :
la présidence de Nicolas Sarkozy à l'Union européenne**

Présenté par :
Ophélie Bonneau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

François Cooren
président-rapporteur

Chantal Benoit-Barné
directrice de recherche

André Lafrance
membre du jury

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose d'étudier la portée des discours présidentiels sur l'essor d'une nation. Plus précisément, cette recherche explore les pratiques rhétoriques par lesquelles Nicolas Sarkozy, à titre de Président de l'Union européenne du 1^{er} juillet 2008 au 31 décembre 2008, a tenté de raviver l'intérêt de la population française pour le développement de l'Europe. Nous considérons, dans un premier temps, le contexte politique particulier qui précède la nomination de Nicolas Sarkozy en juillet 2008 ainsi que les deux crises internationales majeures qui ont ponctué sa présidence. Nous explorons ensuite comment la littérature scientifique sur la rhétorique présidentielle en temps de crise peut nous permettre de comprendre la portée de ses discours sur un auditoire français quelque peu désabusé des questions de politique européenne. Après avoir sélectionné et justifié le choix des cinq discours présidentiels de notre corpus, nous introduisons notre méthode d'analyse basée sur l'approche rhétorique de la « Close textual analysis ». Nous présentons enfin nos analyses qui mettent en évidence les principaux procédés rhétoriques des cinq discours de notre corpus. En conclusion, nous considérons comment ces différents procédés rhétoriques peuvent contribuer à l'essor de la communauté européenne.

Mots clés : Union européenne, politique, communication, analyse rhétorique, discours présidentiels, essor de la nation, Nicolas Sarkozy.

ABSTRACT

This thesis studies the impact of presidential communication on the rapid development of a nation. More precisely, this study explores the rhetorical practices in which Nicolas Sarkozy, by being the President of European union from July 1st to December 31th, has attempted to revive the interest of the French population on European development. Firstly, we examine the particular politic context that precedes the nomination of Nicolas Sarkozy in July 2008 and the two main international crisis which has punctuated his presidency. Then, we explore how scientific literature on the presidential rhetoric in time of crisis can contribute to understand the impact of his speeches on the French audience who is disillusioned about the European politic questions. After selecting and justifying the choice of five presidential speeches of our corpus, we introduce our analysis method based on the rhetorical approach of the “Close textual analysis”. Following this, we present our analyses which highlight the main rhetorical process existing in the five speeches. To conclude, we examine how these different rhetorical processes contribute to establish the rapid development of a European community.

Keywords: European Union, politics, communication, rhetorical analysis, presidential speeches, nation building, Nicolas Sarkozy.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	i
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES FIGURES.....	vi
REMERCIEMENTS.....	vii
1 INTRODUCTION.....	1
2 PREMIER CHAPITRE : MISE EN CONTEXTE	3
2.1 Les premiers pas de l'Europe	3
2.2 Le projet de la Constitution européenne : élément perturbateur dans le développement européen	6
2.3 L'élargissement de la fracture entre les Français et l'Europe	7
2.4 Un nouveau défi pour Nicolas Sarkozy.....	9
3 DEUXIÈME CHAPITRE : UNE APPROCHE RHÉTORIQUE DES DISCOURS PRÉSIDENTIELS EN SITUATION DE CRISE.....	11
3.1 La conception du rôle présidentiel en situation de crise	13
3.1.1 Le politicien comme justificateur des décisions politiques.....	14
3.1.2 La valorisation de la nation par le président.....	16
3.2 Les stratégies rhétoriques des politiciens en temps de crise	18
3.2.1 Justifier en se basant sur les valeurs d'une nation.....	19
3.2.2 Justifier en stimulant le sentiment d'appartenance.....	21
3.2.3 Justifier en unifiant l'auditoire	24
4 TROISIÈME CHAPITRE : MÉTHODOLOGIE	27
4.1 « Close Textual Analysis » : une analyse inductive, personnelle et complète du discours public.....	27
4.2 Création du corpus.....	31
4.2.1 La recherche des données.....	31
4.2.2 Le choix de notre corpus de texte.....	32
4.3 Méthode d'analyse des discours.....	34
4.3.1 Première étape : une compréhension approfondie de chaque texte.....	35

4.3.2	Deuxième étape : une analyse complète et rigoureuse des textes	35
5	QUATRIÈME CHAPITRE : ANALYSE DU CORPUS	39
5.1	Premier discours : la mise en place du rôle de l'Europe dans le conflit russo-géorgien	40
5.1.1	L'Europe : une entité capable de réfléchir et d'agir	42
5.1.2	L'omniprésence du thème de l'unité	45
5.1.3	Établir la crédibilité de l'Europe	49
5.2	Deuxième et troisième discours : la concrétisation du rôle de médiateur de l'Europe	54
5.2.1	L'Europe comme « un acteur de paix »	57
5.2.2	Une Europe efficace	63
5.2.3	Une Europe réaliste et sage	68
5.3	Quatrième discours : l'émergence d'une nouvelle Europe	72
5.3.1	Une Europe puissante	74
5.3.2	Une Europe pleine de qualités	82
5.3.3	Une Europe qui s'affirme	86
5.4	Cinquième discours : une Europe qui s'impose face au monde	89
5.4.1	L'affirmation de la métamorphose européenne	90
5.4.2	Une Europe soutenue et encadrée	96
5.4.3	Une Europe qui sort grandie des crises	100
6	DISCUSSION ET CONCLUSION	105
6.1	Les étapes de la stratégie argumentative	105
6.2	La progression dans la définition de l'Europe : l'Europe devient un héros	109
6.3	Raviver l'intérêt des Français pour l'Europe en stimulant leur sentiment d'appartenance à la communauté européenne	112
6.4	Le « climat » européen propice à la stratégie argumentative de Nicolas Sarkozy	115
	BIBLIOGRAPHIE	117
	ANNEXES	viii
	Annexe 1 : transcription du premier discours	ix

Annexe 2 : transcription du second discours	xviii
Annexe 3 : transcription du troisième discours.....	xxvii
Annexe 4 : transcription du quatrième discours	xxxiv
Annexe 5 : transcription du cinquième discours	xlii

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Les étapes de l'argumentation de Nicolas Sarkozy identifiées dans notre corpus.	106
---	-----

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements sont tout naturellement adressés à ma directrice de recherche, Chantal Benoit-Barné, qui m'a apporté un grand soutien tout au long de notre collaboration. Chantal a su me conseiller, m'encourager et m'aider à tout moment. Je lui suis infiniment reconnaissante pour son appui et sa patience.

Je tiens à remercier l'ensemble du corps professoral du département de communication de l'Université de Montréal, pour la qualité de l'enseignement dispensé et pour leur disponibilité en tout temps envers chaque étudiant. Je remercie également François Cooren et André Lafrance d'avoir accepté d'être sur mon comité d'évaluation de mémoire.

Je remercie également mon proche entourage pour leur support et leurs encouragements.

Je tiens également à préciser que, même si ce mémoire est le fruit de ma propre réflexion, j'ai tenu à l'écrire à la première personne du pluriel. Par souci d'harmonie et de fluidité, il me semble que l'utilisation du « nous » est la plus appropriée dans le cadre de ce mémoire. De plus, je pense que l'usage du « nous » permet de mieux engager le lecteur dans le processus de raisonnement suivi tout au long de ce mémoire.

1 INTRODUCTION

Le développement de l'Europe, au cours des vingt dernières années, a suscité beaucoup de débats et d'animation sur la scène politique française. De nombreux dirigeants français se sont succédé pour œuvrer à construire une Europe de plus en plus forte économiquement, géographiquement et politiquement, afin qu'elle devienne l'une des principales puissances du monde. Cependant, la construction de l'Union européenne a rencontré de nombreux obstacles au cours de son histoire et son développement a plusieurs fois été sujet à controverse.

Dans ce mémoire, nous nous intéressons à la place essentielle des discours de présidents français dans le développement de l'Europe. En effet, au cours de son histoire, la vie politique européenne a été jalonnée d'importants discours de politiciens français qui ont contribué à son essor. C'est souvent par ces discours que les différents présidents français ont introduit les idées, les valeurs, les propositions et les décisions déterminantes ayant façonné l'Union européenne moderne.

Les caractéristiques et la portée des discours présidentiels ont été largement traitées dans la littérature en rhétorique. Comme nous le verrons, cette littérature s'intéresse particulièrement à la manière dont les politiciens gèrent les situations de crise par la rhétorique. Notre projet s'inscrit dans cette littérature qui traite des discours présidentiels en temps de crise, dans le but de mener une analyse rhétorique visant à décrire et à mieux comprendre les particularités ainsi que la portée des principaux discours énoncés en temps de crise par Nicolas Sarkozy lors des six mois de sa présidence de l'Union européenne en 2008.

Notre premier chapitre retrace brièvement le développement de l'Europe depuis 1950 par un survol des quelques discours de dirigeants français qui ont contribué à son essor. Cette mise en contexte aidera le lecteur à comprendre le problème particulier qui se pose aujourd'hui pour le président Sarkozy et les Français, en ce qui concerne la place de la France dans le développement de l'Europe. Ce premier chapitre est aussi l'occasion de formuler la question de recherche empirique qui guidera notre projet. Le second chapitre présente la littérature sur la rhétorique présidentielle en temps de crise qui est mobilisée dans ce travail pour circonscrire théoriquement notre étude et nous guider dans nos choix méthodologiques. Dans le troisième chapitre, nous décrivons et justifions notre démarche méthodologique ainsi que notre corpus. Nous expliquons pourquoi et comment nous avons adopté l'approche rhétorique de la « close textual analysis » pour analyser notre corpus constitué de cinq discours de Nicolas Sarkozy lors du conflit entre la Russie et la Géorgie en août 2008 et la crise financière à l'automne 2008. Le quatrième chapitre rend compte de l'analyse de notre corpus. Au cours de celui-ci, nous identifions et expliquons dans le détail les principaux procédés rhétoriques de Nicolas Sarkozy. Dans le cinquième et dernier chapitre, nous discutons les résultats de notre analyse et considérons les éléments de réponse à notre question de recherche. Nous en profitons aussi pour faire un bref retour sur la littérature en lien avec les résultats obtenus et proposer quelques futures pistes de réflexion.

2 PREMIER CHAPITRE : MISE EN CONTEXTE

Cette première section a pour objectif d'aider le lecteur à comprendre les problèmes qui se posent aujourd'hui pour Nicolas Sarkozy et les Français concernant la place de la France dans le développement de l'Europe. Pour ce faire, nous proposons de retracer quelques moments clés de l'histoire de l'Europe par un survol des principaux discours de dirigeants français ayant contribué à son essor. Ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, ce choix est en accord avec notre ancrage théorique en rhétorique qui confère au discours politique un rôle fondamental dans l'essor d'une nation.

2.1 Les premiers pas de l'Europe

Les premières étapes vers une Europe unifiée ont commencé peu après la Seconde Guerre mondiale lors d'un discours de Robert Schuman le 9 mai 1950¹, dans lequel il appelle les pays européens à avancer vers une nouvelle ère. À l'époque ministre des Affaires étrangères de la France, Robert Schuman centre son discours sur l'idée d'une unification de la France et de l'Allemagne pour une mise en commun de la production de charbon et d'acier, tout en offrant la possibilité aux autres pays connexes de se joindre à eux. À l'issue de cette déclaration, Robert Schuman souhaitait offrir aux pays européens la possibilité de s'associer pour éviter de nouveaux affrontements internes. Cette déclaration sera le point de départ de la création de l'Europe.

¹ Site de Robert Schuman, sa vision pour l'Europe (<http://www.robert-schuman.com/fr/pg-europe/9mai50.htm>).

C'est avec le traité de Maastricht signé en 1992 que la concrétisation de l'Union européenne moderne prend toute son envergure. En effet, c'est par ce traité qu'une citoyenneté européenne est instaurée et que les plus importantes institutions européennes sont créées. François Mitterrand, à l'époque président de la République française, s'adresse à la population dans un discours prononcé devant le Parlement européen pour exprimer son enthousiasme et celui des Français sur la question de la construction de l'Europe. Dès le début de son discours, il montre le chemin que la France a choisi de suivre dans le développement européen :

« Ce dont nous avons à parler, c'est bien d'assurer à l'Europe la place et le rôle qui lui reviennent dans un monde à construire, une Europe puissante économiquement et commercialement, unie monétairement, active sur le plan international, capable d'assurer sa propre défense, féconde et diverse dans sa culture »² (Mitterrand, 1995).

Son discours met alors l'accent sur les objectifs du développement de l'Europe : élargir les frontières, développer les institutions et unir les citoyens européens. C'est un discours marquant de la présidence de Mitterrand car il montre aux Français, mais également au reste du peuple européen, que la France est investie dans le développement de l'Europe et qu'elle mesure la portée et l'importance de son engagement.

Depuis la fin des années 1990, l'Europe a connu de grands bouleversements tels que l'instauration d'une monnaie unique pour plusieurs états membres - dont la France - et l'adhésion à l'Union européenne de plusieurs pays émergents. Ces changements se sont produits rapidement et ont conduit les Européens à vivre des adaptations permanentes pour une Europe en soif de développement. Les dirigeants politiques qui se sont succédé ont construit une Europe basée de plus en plus sur des

² Site de l'office universitaire de recherche socialiste (<http://www.lours.org/default.asp?pid=375>).

traités, des constitutions et des lois qui sont devenus le ciment de la vie politique européenne.

Dans un discours le 27 juin 2000, Jacques Chirac, alors président français, s'adresse aux parlementaires européens pour proposer une réorganisation du système institutionnel européen. Dans ce discours, il met l'accent sur la nécessité pour les pays membres de l'Europe de s'engager plus concrètement dans son développement en annonçant l'idée d'un « processus de refondation institutionnelle de l'Union » (Chirac, 2000). Son discours vise alors à mettre en évidence l'avenir de l'Europe et des Européens dans le but de construire une nation de plus en plus puissante et solide :

« Au-delà de ces échéances immédiates, la responsabilité qui nous incombe, à nous, membres fondateurs, est de poser sans cesse la question du sens et de l'avenir de l'Europe. De ne jamais laisser s'affaiblir notre volonté. Je salue l'esprit profondément européen qui a présidé ici, tout récemment, à la relance d'un débat dont les enjeux sont, au sens propre du mot, existentiels. Un débat qui engage nos nations et nos peuples, leur histoire et leur identité, et qui touche à l'organisation même de nos sociétés, à la volonté et à la capacité des Européens d'aller plus loin dans l'Union »³ (Chirac, 2000).

Chirac pose la question de l'avenir de l'Europe en évoquant la possibilité de franchir une nouvelle étape dans sa construction, qui se traduira par l'élaboration d'un nouveau traité européen, le traité de Rome. Ce discours sera le premier pas vers la naissance du projet de la Constitution européenne.

³ Site du Bundestag, Institution parlementaire allemande
(<http://www.bundestag.de/geschichte/gastredner/chirac/chirac2.html>)

2.2 Le projet de la Constitution européenne : élément perturbateur dans le développement européen

En 2004, le deuxième traité de Rome est signé par les vingt-cinq pays qui composent l'Union européenne. Ce traité a pour objectif de réorganiser le fonctionnement de l'Europe et de clarifier les politiques et les règles qui la composent. Il repose sur la création d'une Constitution visant à unifier les pays européens.

Pour entrer en vigueur, ce traité doit être ratifié par l'ensemble des vingt-cinq pays de l'Union européenne, soit par voie parlementaire, soit par référendum. Jacques Chirac, président français à cette époque, opte pour un référendum. La question posée aux Français lors du référendum du 29 mai 2005 est la suivante : « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? ». Lors d'un discours prononcé à l'occasion des « Rencontres pour l'Europe de la culture »⁴ quelques jours avant le référendum, Jacques Chirac vante les mérites de la Constitution européenne et tente de convaincre les Français qu'ils ont intérêt à accepter cette ratification, notamment sur le plan culturel et économique.

Nicolas Sarkozy, à l'époque président de son parti politique, l'UMP, et ministre d'État et de l'Intérieur du gouvernement français, ne cache pas son enthousiasme lors de la campagne du référendum pour promouvoir la ratification du traité. C'est un débat très polarisé qui anime la France pendant plusieurs semaines et qui « suscite une participation proche de 70% » (Cornudet, 2009).

⁴ Archives du site du Palais de l'Élysée (http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais_archives/interventions/discours_et_declarations/2005/mai/discours_du_president_de_la_republique_lors_des_rencontres_pour_l_europe_de_la_culture.29663.html).

Les résultats de ce référendum mèneront éventuellement à l'abandon du projet de la Constitution, le refus de ratification ayant obtenu 55% des votes français. Depuis ce référendum, il semblerait que les questions relatives à la vie politique européenne soient de moins en moins médiatisées en France et que le consentement des Français pour l'avenir de l'Europe soit mis entre parenthèses (Cassen, 2007).

2.3 L'élargissement de la fracture entre les Français et l'Europe

En mai 2007, Nicolas Sarkozy prend la présidence de la France et les projets de loi concernant l'Europe sont à nouveau à l'honneur sur la scène politique française. Dans un discours prononcé devant le Parlement européen quelques mois après son élection, il déclare qu'il a compris le sentiment européen, et plus particulièrement celui des Français, à l'égard de l'Europe.

« Dans ce "non" [résultat du référendum de 2005] il y avait une angoisse, des millions d'hommes et de femmes qui s'étaient mis à désespérer de l'Europe. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient le sentiment que l'Europe ne les protégeait plus assez, parce qu'ils avaient le sentiment que l'Europe était devenue indifférente aux difficultés de leur vie. Que ce sentiment soit injustifié est une autre question. Ce sentiment, je suis persuadé que des millions de femmes et d'hommes, quel que soit le pays, le partagent. Ce "non" fut désastreux. Il a plongé l'Europe dans la crise la plus grave de son histoire »⁵ (Sarkozy, 2007)

Cependant, dans ce même discours, il annonce que l'Europe a toujours besoin d'une réorganisation institutionnelle qui reste essentielle à l'affirmation de sa puissance politique et économique.

Le traité de Lisbonne, qui ressemble de très près au second traité de Rome, fait son apparition en décembre 2007 et est signé une fois de plus par les vingt-cinq

⁵ Site de la France diplomatie, le Traité de Lisbonne (http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/europe_828/avenir-europe_14204/traite-lisbonne_18255/discours-m.-nicolas-sarkozy-devant-parlement-europeen-strasbourg-13-novembre-2007_56337.html).

pays de l'Union. Il est basé sur les mêmes principes de ratification que le premier traité mais avec une grande différence pour la France puisque, cette fois-ci, le président français, Nicolas Sarkozy, décide de ratifier le traité par voie parlementaire. Peu avant son élection, Nicolas Sarkozy avait déjà expliqué sa position : « Pas question de prendre le risque d'un nouveau référendum qui pourrait confirmer le choix que firent les Français en 2005. 'Le premier référendum a immobilisé l'Europe. Le deuxième désagrègera l'Europe' ». (*L'Humanité*, 2007). C'est donc par la voie parlementaire que Nicolas Sarkozy fera ratifier ce traité en février 2008. Cette décision marque une nouvelle étape dans la relation entre les Français et la vie politique européenne : « En optant pour la ratification parlementaire d'un traité pratiquement identique à celui qui avait été rejeté par référendum en 2005, M. Nicolas Sarkozy élargit la fracture entre les citoyens et l'appareil institutionnel de l'Union européenne. » (Cassen, 2007).

Selon la presse française (le *Monde Diplomatique*, *Les Echos*), il semblerait que nous entrions dans une nouvelle ère où le peuple français est tenu à l'écart des grandes décisions européennes. En effet, le *Monde Diplomatique* publie : « Il [le traité] ne doit pas être soumis au jugement des peuples, auxquels on n'aura jamais aussi ouvertement signifié leur condition d'intrus et d'indésirables dans la construction européenne » (Cassen, 2007). Il s'ensuit alors une vague de désintérêt des Français concernant les questions de l'Europe. En effet, suite aux dernières élections parlementaires de juin 2009, le journal *Les Echos* publie « le taux record de l'abstention aux élections européennes (59,5%) confortera à n'en pas douter la thèse selon laquelle les Français se désintéressent de l'Europe » (Cornudet, 2009).

2.4 Un nouveau défi pour Nicolas Sarkozy

Le système politique européen prévoit que la présidence de l'Union européenne soit occupée à tour de rôle, pour une durée de six mois, par les différents présidents de chaque état membre. En juillet 2008, c'est au tour de la France de prendre la présidence et Nicolas Sarkozy occupe alors les doubles fonctions de président de la France et de l'Union européenne. Dans ce mémoire, nous allons particulièrement nous intéresser à cette période de la présidence de Nicolas Sarkozy. Un nouveau défi s'impose alors à lui en tant que représentant des deux communautés: comment raviver l'intérêt des Français pour le développement de l'Europe? En effet, en écartant ainsi le peuple de cette décision politique importante, Nicolas Sarkozy a vraisemblablement élargi la fracture qui existait entre les Français et l'Europe. Alors qu'il prend la présidence de l'Union européenne, il se trouve dans la délicate position de réduire ce fossé pour assurer le développement de l'Europe.

De plus, les six mois de sa présidence seront marqués par deux crises majeures dans l'histoire européenne et mondiale : le conflit militaire entre la Géorgie et la Russie en août 2008 et la crise économique mondiale à l'automne 2008. Cette situation particulière pose, selon nous, une question de recherche empirique intéressante : **Comment la rhétorique de Nicolas Sarkozy, lors des deux crises ayant ponctué sa présidence, peut-elle lui permettre de raviver l'intérêt des Français pour le développement de l'Europe ?**

Nous proposons d'adopter une approche rhétorique pour répondre à cette question. Selon Charland (2003), une approche rhétorique consiste à étudier les pratiques du discours par lesquelles les acteurs politiques peuvent obtenir l'accord de

l'auditoire ; un auditoire qui n'est ainsi jamais totalement passif. Nous verrons qu'une approche rhétorique permet de distinguer les traits argumentatifs d'un texte mais qu'elle permet également de comprendre comment chacune de ses caractéristiques, argumentatives ou non, forme un tout dont les effets se combinent pour agir sur une situation donnée. Dans le chapitre qui suit, nous mobilisons la littérature en rhétorique sur le discours présidentiel en temps de crise pour ancrer théoriquement notre réflexion.

3 DEUXIÈME CHAPITRE : UNE APPROCHE RHÉTORIQUE DES DISCOURS PRÉSIDENTIELS EN SITUATION DE CRISE

Tout au long de cette revue de la littérature, nous chercherons à comprendre comment des chercheurs conceptualisent la rhétorique en situation de crise et expliquent ses conséquences. Nous mettrons en évidence les différentes manières de comprendre les liens qui existent entre la prise de parole par le politicien en situation de crise, l'adhésion des citoyens à des décisions politiques particulières et l'essor de la nation. Nous insisterons aussi sur les divers procédés rhétoriques utilisés par les politiciens pendant des situations de crise afin de justifier leurs décisions politiques et assurer le futur de la nation. Ces décisions, ainsi que nous le verrons, ne sont pas forcément en lien direct avec la crise évoquée dans le discours. La justification peut se dérouler implicitement dans un discours qui traite d'un tout autre sujet.

Puisque la notion de rhétorique est au cœur de notre projet, nous allons dans un premier temps nous intéresser à la définition de la rhétorique proposée par Foss, Foss et Trapp (1991). Selon les auteurs, il existe deux sens communément attribués au terme « rhétorique ». « In one sense, rhetoric is an action human beings perform, and in a second sense, it is a perspective humans take » (Foss, Foss & Trapp, 1991, p. 14).

Les auteurs insistent sur quatre points essentiels qui permettent de définir la rhétorique comme une action. Le premier identifie la rhétorique comme une action de communication: « When we engage in rhetorical action, not only do we make a conscious decision to communicate, but we also make conscious choices about the

strategies we will employ » (Foss, Foss & Trapp, 1991, p. 14). Le second évoque l'intentionnalité de cette action. Nous pouvons parler d'action rhétorique à partir du moment où quelqu'un entreprend une action dans l'intention d'interagir avec autrui (Foss, Foss & Trapp, 1991). Le troisième élément concerne la création et l'utilisation de symboles dans le but de communiquer. En effet, pour les auteurs, la rhétorique implique des actions essentiellement symboliques (Foss, Foss & Trapp, 1991). Ainsi, et il s'agit enfin ici du quatrième point, la rhétorique est un produit de l'invention humaine car ce sont les humains qui sont capables de s'engager dans une action symbolique de cette nature.

L'autre point de vue exposé par les auteurs consiste à percevoir la rhétorique comme une tradition et une perspective analytique. En effet, selon eux, la rhétorique est un point de vue particulier que peut adopter un chercheur pour analyser un objet ou un concept (Foss, Foss & Trapp, 1991). La rhétorique, de ce point de vue, consiste à se concentrer sur le processus de création et d'utilisation des symboles afin de le décrire et de mieux le comprendre.

Dans notre étude, les deux sens attribués à la rhétorique nous sont utiles. En effet, nous adoptons une perspective rhétorique pour comprendre la rhétorique de Nicolas Sarkozy lors de son mandat de président de l'Union européenne ; c'est-à-dire que nous cherchons à décrire et à mieux comprendre les pratiques rhétoriques de Nicolas Sarkozy ainsi que leurs effets possibles. Pour réaliser notre étude, nous nous concentrerons plus précisément sur sa rhétorique en situation de crise. L'utilisation de la rhétorique en temps de guerre est un sujet largement étudié par les chercheurs en rhétorique. Dans ce qui suit, nous exposons les auteurs de cette littérature qui nous ont aidés à circonscrire davantage notre étude.

3.1 La conception du rôle présidentiel en situation de crise

Le président incarne le gouvernement et les décisions prises par ce gouvernement (Hariman, 1995). Le rôle du président en temps de crise est particulièrement primordial. Tout d'abord, dans un contexte de crise tel qu'une guerre, le président doit prendre la parole pour énoncer un discours traitant de la situation. Son intervention est donc inévitable et elle est généralement très attendue et écoutée attentivement. De plus, en contexte de guerre, le président peut incarner non seulement le pouvoir décisif mais également le héros ou le sauveur, capable de résoudre la situation de crise. Dans ce rôle, le président détient généralement l'attention de l'auditoire et peut exercer une force importante sur ce dernier (Hyde, 2005).

Nous avons constaté que le rôle présidentiel peut être défini de plusieurs manières. En effet, la littérature (Stuckey, 2006 ; Jamieson (2007) ; Bostdorff (2002) ; Murphy (2003) ; Hyde (2005)) présente au moins deux facettes du rôle d'un président en situation de crise. La première consiste à concevoir le président comme un acteur en position d'autorité qui doit toutefois obtenir et entretenir l'assentiment des citoyens. Ainsi, l'homme politique se trouve en situation de justification envers les citoyens. Dans ce cas, on considère que le discours du président permet de justifier ou de rendre des comptes à la population. La seconde, quant à elle, consiste à concevoir le politicien comme un bâtisseur de la nation. On lui attribue alors le rôle de valoriser et de glorifier la nation pour en assurer son essor. Voyons comment chacun des textes étudiés dans le cadre de cette revue de la littérature met l'emphase sur l'une ou l'autre de ces facettes.

3.1.1 Le politicien comme justificateur des décisions politiques

La première définition adoptée par les auteurs (Stuckey, 2006 ; Jamieson (2007) ; Bostdorff (2002)) consiste à voir le président comme une personne en situation d'autorité qui doit néanmoins justifier ses décisions politiques auprès de la population. Dans ces articles, les chercheurs visent à expliquer une prise de décision et en particulier les pratiques rhétoriques par lesquelles le politicien justifie une décision. Pour cela, plusieurs chercheurs mettent en évidence les traits argumentatifs des discours politiques en temps de crise. Pour illustrer et expliquer plus en détail cette première facette, nous allons présenter trois articles qui adoptent cette définition du rôle de l'homme politique.

Le premier est un article de Stuckey (2006) qui met en scène le président Roosevelt et l'histoire de Brownsville qui a fait scandale à l'époque de sa présidence. Cette histoire concerne la controverse qui est survenue après le licenciement de 167 soldats afro-américains basés dans une ville du Texas. Les soldats ont été accusés d'avoir agressé les habitants de la ville dont ils assuraient la protection militaire. Une enquête n'a pu révéler la vérité concernant l'histoire de Brownsville puisque les habitants déclaraient avoir vu les soldats tirer sur la population alors que ceux-ci niaient totalement cette accusation. Des partisans de la défense des droits civils des Afro-Américains ont dénoncé un « coup monté » par les habitants de la ville alors que la majorité du gouvernement américain réclamait des sanctions. Roosevelt, à l'époque président des « États-Unis, a rapidement pris la décision de licencier l'ensemble du bataillon sans aucune pension militaire de départ. Les défenseurs des droits civils ainsi que la population afro-américaine ont contesté cette décision et ont demandé une réparation de l'injustice dont les soldats ont été victimes. Pour calmer les tensions

régnant au sein de son pays, Roosevelt a donc dû légitimer sa décision et justifier les sanctions infligées aux soldats. L'objectif de cet article est d'expliquer comment Roosevelt a justifié sa décision et surtout quel argumentaire il a utilisé pour le faire. L'auteur présente dans le détail les trois lignes argumentatives explorées par Roosevelt pour légitimer ses propos et ses actions qui ont mené à la sanction finale. L'article de Stuckey nous aide à comprendre l'importance de la justification dans ce genre de situation car elle permet au président de renforcer sa légitimité et sa crédibilité auprès de sa population en lui prouvant que sa décision est prise dans l'intérêt de la nation. De plus, cet article nous montre que le processus de justification ne résulte pas forcément de la volonté du président mais peut lui être imposé, suite à une controverse par exemple.

Le second article concerne une situation plus récente, la justification de l'intervention des États-Unis en Irak. Il s'agit d'un article de Jamieson (2007) qui évoque les justifications données par le gouvernement Bush pour expliquer une intervention militaire en Irak. Dans ce texte, l'accent est mis sur la volonté du président Bush d'établir que cette intervention est la meilleure décision à prendre et qu'elle est inévitable pour le maintien de l'ordre mondial ainsi que pour la protection des États-Unis. L'argumentaire central du gouvernement renvoie à la détention d'armes nucléaires par l'Irak et à l'utilisation que le président irakien pourrait en faire. Cependant, l'article a une autre facette. Jamieson met en évidence les failles dans cette argumentation, insistant sur les faiblesses du discours présidentiel et sur son incapacité à justifier l'intervention américaine. Le discours étudié dans cet article, contrairement au premier, résulte de l'entière volonté du président Bush de justifier ses décisions militaires. Ainsi, cet article nous permet de voir que la justification peut

être un moyen stratégique de parvenir à un éventuel consensus qui légitimerait une action militaire et politique.

Dans le troisième article, Bostdorff (2002) s'intéresse au changement radical d'attitude du président Nixon envers la Chine communiste. L'auteur tente d'expliquer les grandes étapes qui ont conduit Nixon à passer d'un entier refus de la reconnaissance du peuple chinois en 1952, à son annonce d'une visite diplomatique en Chine en 1971. En se basant sur les discours de Nixon entre 1952 et 1971, l'article vise à expliquer comment Nixon arrive à justifier un tel changement de comportement. Cet article nous montre que la justification peut être totalement implicite dans les discours et qu'elle peut se dérouler dans un intervalle de temps très long. La justification ne se limiterait donc pas à un discours ponctuel dans le temps mais peut prendre la forme d'un long cheminement semé de retournements et de prises de positions nouvelles.

A travers ces trois articles, nous pouvons voir que le rôle du président, en tant que politicien devant justifier ses décisions, peut prendre plusieurs formes. Dans l'une, il subit ce rôle alors que dans l'autre, il le choisit. Le processus de justification peut également revêtir plusieurs facettes puisqu'il peut prendre plusieurs années, être ponctuel ou encore être direct ou implicite.

3.1.2 La valorisation de la nation par le président

La seconde conception du rôle du politicien en situation de crise renvoie à l'idée que l'homme politique doit valoriser et glorifier la nation. Selon cette conception, l'un des objectifs du président est de parvenir à créer un engouement

pour la nation auprès de la population. Nous allons présenter deux articles présentant les caractéristiques de cette deuxième conception.

L'article de Murphy (2003) est une analyse du discours du 20 septembre 2001 énoncé par le président Bush. Dans ce discours, rendu public quelques jours après les attentats, le président tente de mobiliser et de rassurer la population américaine. L'auteur présente les trois dimensions analytiques qui lui ont permis d'analyser la manière dont G. W. Bush parvient à mobiliser la population : 1) le genre du discours employé par G. W. Bush, 2) l'utilisation d'images visuelles et 3) l'intention de créer un nouveau « caractère national ». Murphy réussit ainsi à établir que c'est par un discours épideictique basé sur la parole et les images que le président Bush a réussi à forger une nouvelle identité américaine, valorisant leurs valeurs et leur croyance dans la défense de la liberté. A travers son discours, il a su amener la population à croire en lui et en la nation et à montrer qu'il était prêt à en défendre les intérêts.

Le second article traite de la relation entre l'orateur et la création de la figure du héros en situation de crise. Hyde (2005) explore le lien qui existe entre l'héroïsme, l'orateur et la recherche de la vérité dans l'analyse du cas des attentats du 11 septembre. Il montre le pouvoir qu'un président peut avoir sur la population lorsque son rôle est d'expliquer et de rassurer. Cette position de héros qu'un président acquiert presque inévitablement au cours d'un épisode dramatique, est l'occasion de faire naître une nouvelle perception de la situation et de pousser les personnes à agir face à la menace. L'article retrace donc les phases du discours du gouvernement Bush qui ont permis, d'une part, de donner un sens à une situation qui paraissait hors de la réalité, et d'autre part, de créer une nouvelle réalité aux yeux de la population.

L'auteur montre ainsi l'importance du rôle de ce président comme héros dans le maintien de la sérénité au sein de la nation ainsi que dans la résolution de la crise.

Nous venons de présenter les deux principales facettes de l'homme politique en situation de crise identifiées dans la littérature. Cependant, il nous faut insister sur le fait que ces deux facettes, bien que différentes, ne sont pas totalement dissociables. En effet, selon le cas étudié et le problème à traiter, certains insistent sur l'une de ces définitions mais n'en oublient pas pour autant la seconde. En effet, dans la pratique, l'homme politique est à la fois un acteur en position d'autorité qui se doit d'obtenir et d'entretenir l'assentiment des citoyens, et un bâtisseur de la nation qui assure son essor par sa rhétorique. Ces deux facettes sont donc complémentaires. En ce qui concerne notre projet, nous proposons précisément de voir comment ces deux facettes cohabitent dans les discours de Sarkozy. C'est-à-dire la manière dont Nicolas Sarkozy justifie ses décisions politiques à travers ses discours en situation de crise, mais aussi comment il valorise l'Europe et assure son essor. Ainsi, nous verrons au cours de notre analyse que Nicolas Sarkozy occupe non seulement le rôle de justificateur, mais également celui de bâtisseur de l'Europe.

Dans ce qui suit, nous discutons les différentes stratégies rhétoriques qui permettent aux politiciens de concilier ces deux facettes : justifier leurs décisions politiques tout en valorisant et glorifiant la nation.

3.2 Les stratégies rhétoriques des politiciens en temps de crise

A travers les différents articles étudiés pour cette revue de la littérature, nous pouvons identifier trois stratégies récurrentes dans les discours présidentiels qui

permettent aux politiciens de justifier leurs décisions politiques tout en assurant l'avenir de leur nation. La première concerne la défense des valeurs de la nation comme manière de justifier une action politique ; la seconde se rapporte à la création ou la réaffirmation du sentiment d'appartenance à la nation afin de légitimer des décisions prises pour l'intérêt de la nation et des citoyens ; et la troisième stratégie vise à parvenir à une unification de la nation en situation de crise dans le but de faire adhérer la population à des actions et à des décisions communes. Nous allons donc développer ces trois stratégies abordées dans la littérature afin qu'elles nous servent d'appui pour notre analyse.

3.2.1 Justifier en se basant sur les valeurs d'une nation

Un président peut fonder une partie de son discours sur le respect et la défense des valeurs et des principes de sa nation. Cette stratégie est présente dans plusieurs des articles de notre revue de la littérature. Nous pouvons notamment discerner cette utilisation des valeurs comme justification de certaines décisions en prenant pour exemple le cas de Nixon ou encore celui de Bush.

Par exemple, dans l'article de Bostdorff (2002), l'auteur nous explique les raisons invoquées par Nixon pour justifier son comportement à l'égard de la Chine. Nixon, réputé pour être un passionné des relations internationales, a longtemps entretenu des relations tendues avec la Chine. En effet, il refusait de reconnaître la République populaire de Chine et s'opposait à tout agissement militaire du pays. L'argument principal de Nixon pour justifier sa décision de s'opposer au gouvernement chinois était fondé sur la défense des valeurs fondamentales de l'Amérique. En effet, il se positionnait en fervent défenseur de la liberté des peuples

et accusait la Chine d'aller à l'encontre de ces valeurs (Bostdorff, 2002). En 1960, la Chine tente d'envahir deux îles asiatiques, Quemoy et Matsu. Nixon s'oppose alors fermement à cette action de la Chine en proclamant que ces îles sont des états libres et qu'elles ne doivent pas être mises entre les mains d'un pays communiste qui interdit toute liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Selon Bostdorff, en se positionnant contre la Chine communiste au nom de la liberté et du respect d'indépendance de certaines nations en Asie, Nixon justifie ses actions militaires et politiques, notamment celle de l'invasion du Vietnam, par l'invocation de la défense des valeurs.

Les discours du gouvernement Bush concernant les attaques du 11 septembre, et les conséquences qui ont suivi, sont également largement basés sur la défense des valeurs américaines. Ces invocations de la défense des valeurs ont été la ligne directrice dans plusieurs discours du président Bush, notamment dans celui traité par Murphy (2003). Cet article présente les principales caractéristiques du discours de Bush et met en évidence la volonté de la part du gouvernement de mobiliser les Américains sur l'enjeu de la situation. Pour cela, différents procédés sont utilisés dont celui de la défense des valeurs américaines. L'auteur met en évidence l'utilisation du genre épideictique dans le discours de Bush, à travers lequel l'utilisation de références aux valeurs est particulièrement présente et valorisée (Murphy, 2003). Le genre épideictique permet à l'orateur d'utiliser l'amplification comme outil discursif (Murphy, 2003). L'amplification utilisée dans le discours de Bush lui a permis d'intégrer les valeurs américaines dans des propos souvent exagérés et ainsi donner une nouvelle dimension à ces valeurs, allant même jusqu'à renforcer leur pouvoir persuasif.

Pour sa part, Stuckey (2006) explique aussi comment Roosevelt mobilise les valeurs de la nation américaine pour justifier sa décision de licencier les soldats afro-américains. En effet, après la controverse, Roosevelt a été accusé de racisme envers les soldats. Pour réfuter cette accusation, il a explicitement invoqué la défense des valeurs américaines, et plus précisément celle de la justice et du respect de la loi. Il se positionne alors comme un arbitre juste et compatissant envers les soldats, qui a fait son devoir, c'est-à-dire faire respecter la justice et les lois américaines (Stuckey, 2006). Il insiste dans ses discours sur le fait que cette situation relève du respect des valeurs fondamentales de l'Amérique et non pas d'un conflit entre races.

Ainsi, nous pouvons voir que ces valeurs sur lesquelles la nation repose sont un puissant outil de justification car elles permettent un consensus auprès de l'auditoire (Murphy, 2003 et Stuckey, 2006). Appartenir à une nation c'est généralement croire en ses valeurs et œuvrer pour la défense de ces dernières. Justifier une action politique à travers la défense des valeurs apparaît donc être un argument irréfutable et même honorable pour un président qui se trouve être amené à faire des choix difficiles.

3.2.2 Justifier en stimulant le sentiment d'appartenance

La création ou la réaffirmation de l'attachement de la population à la nation peut également être une stratégie visant à justifier des décisions politiques ou encore à contribuer à renforcer le développement d'une communauté. En effet, la naissance d'un sentiment d'appartenance à la nation au sein d'un peuple est généralement une source de motivation dans la protection des intérêts et de la sécurité du pays. Cet attachement à la nation permet de créer plus facilement un consensus dans les

décisions prises par le gouvernement. C'est dans cette perspective que les politiciens utilisent le sentiment de patriotisme comme un procédé de justification, visant à créer l'adhésion de la population à des décisions politiques.

Murphy (2003) souligne que l'identification de la population à sa nation est une stratégie souvent présente dans la justification d'actions politiques. L'objectif du président dans cette stratégie est avant tout de créer un sentiment d'appartenance à la nation. Pour cela, Murphy (2003) expose par exemple la stratégie d'opposer les valeurs de deux nations dans le but de faire naître un sentiment d'identification envers l'auditoire. Dans le cas de la guerre en Afghanistan par exemple, le président Bush oppose les valeurs de l'Amérique à celles du Moyen Orient en définissant le conflit comme une guerre qui oppose des personnes civilisées à des barbares (Murphy, 2003). Le président Bush insiste alors sur les valeurs américaines telles que la liberté, le respect et le patriotisme tout en dévalorisant ce que représentent les ennemis qui, selon lui, symbolisent le terrorisme, la terreur et la barbarie. Selon l'auteur, il y a clairement une volonté d'identification de la part du président Bush en voulant mettre au point un caractère national intériorisé par chaque Américain (Murphy, 2003). Pour Murphy (2003), G. W. Bush tente de faire comprendre aux Américains les différences essentielles entre les deux peuples et l'importance de se battre pour la protection de sa nation. La création de ce caractère national permet ensuite au président d'obtenir plus facilement le consentement de la population dans ses choix politiques pris au nom de l'intérêt de sa nation et de son peuple.

Afin de mieux comprendre l'importance du sentiment d'appartenance comme stratégie de justification, nous pouvons également nous intéresser à l'article de Stuckey (2005) concernant la campagne présidentielle américaine de 2004. Cette

situation ne relève pas d'une crise mais elle est un très bon terrain d'étude pour comprendre l'importance du sentiment d'appartenance lorsqu'un politicien tente de faire adhérer la population à ses décisions politiques. Selon Stuckey, l'objectif des deux candidats dans cette campagne présidentielle a été de créer une identité à laquelle les Américains pouvaient s'identifier. Pour cela, ils ont chacun fait référence à des événements historiques marquants dans la vie des Américains pour tenter de faire naître un nouveau sentiment d'appartenance à leur parti (Stuckey, 2005). En effet, l'appel à l'histoire et à des faits passés est une stratégie très persuasive lorsqu'un politicien a la volonté de faire adhérer la population à sa politique. Pour ce faire, le politicien doit se définir comme leader et être capable de devenir un référent pour la population qui voit en lui l'identité collective à laquelle elle souhaite appartenir (Stuckey, 2005). Par exemple, il doit incarner les valeurs américaines qu'il défend telles que la loyauté, le patriotisme ou le courage et montrer sa volonté de créer une nation basée sur ces valeurs (Stuckey, 2005).

Le sentiment d'appartenance à la nation jouera donc un rôle essentiel dans l'implication de la population à la vie politique et surtout dans le processus d'adhésion aux décisions politiques. En effet, le discours présidentiel est l'un des moyens par lequel la population peut se sentir appartenir à une nation et vouloir défendre les intérêts de cette dernière. Nous avons vu, avec l'exemple des deux articles précédents, que le développement d'un sentiment d'appartenance se construit essentiellement sur des bases communes telles que les valeurs ou le passé historique d'une nation. Ce sentiment d'appartenance est une étape indispensable lorsqu'un président a l'objectif d'unifier des citoyens dans des prises de décisions communes.

3.2.3 *Justifier en unifiant l'auditoire*

L'unification de l'audience est une stratégie souvent présente dans la rhétorique de guerre, en particulier lorsqu'il s'agit de montrer que les décisions prises sont issues d'une volonté commune. En effet, parvenir à créer l'unité nationale représente un défi majeur aux yeux de certains présidents dont l'objectif est de protéger les intérêts et la force de la nation. En temps de guerre, il est particulièrement indispensable que le président parvienne à unir les citoyens et à créer un consensus auprès de son auditoire concernant les décisions politiques qu'il prend (Campbell & Jamieson, 1990). En effet, une déclaration de guerre, par exemple, doit avoir l'effet d'une action unifiée pour laquelle le président a l'entier soutien de ses citoyens.

Les articles traitant de ce thème concernent principalement la guerre en Irak. En effet, la décision du gouvernement Bush d'intervenir en Irak a suscité beaucoup de controverses. L'un des objectifs de Bush était de réunir les Américains autour de cette décision et de parvenir à créer l'unification de la population envers cette décision (Murphy, 2003 & Jamieson, 2007). Dans ces articles, les auteurs nous présentent d'abord les argumentaires du gouvernement qui expliquent la situation dans laquelle l'Amérique se trouve. En effet, le gouvernement Bush montre sa volonté de rendre des comptes à la population et de prouver que cette décision est la meilleure à prendre pour la sécurité de l'État et la protection des Américains. Les lignes argumentatives évoquées mettent généralement en scène la menace nucléaire, terroriste ou de guerre (Murphy, 2003, Jamieson, 2007 & Zarefski, 2007). L'objectif de cette première argumentation est d'amener les citoyens américains à se sentir unis dans la menace et à réagir de façon unifiée (Murphy, 2003). Dans des crises comme

celle-ci, l'unification de l'auditoire est un élément essentiel dans l'affirmation de la force d'une nation et dans la légitimité du pouvoir présidentiel.

En somme, l'unification est une phase qui semble essentielle dans la réalisation d'un projet politique et sans laquelle une prise de décision risque de perdre toute forme de légitimité.

À travers ces trois stratégies rhétoriques identifiées dans la littérature, nous pouvons voir que les procédés visant à légitimer des décisions politiques sont multiples et qu'ils sont intimement liés à l'essor de la nation, soit parce qu'ils mobilisent les valeurs sur lesquelles une nation repose, soit par ce qu'ils stimulent le sentiment d'appartenance à la nation, soit parce qu'ils unifient la population. En somme, justifier des choix politiques permet aussi souvent aux politiciens de bâtir la nation, c'est-à-dire de renforcer les piliers qui la soutiennent, tels que les valeurs et le patriotisme. Bien qu'elles soient importantes et qu'elles puissent informer notre analyse, les trois principales stratégies rhétoriques discutées ici ne forment pas une liste exhaustive et nous nous attendons à en découvrir d'autres lors de l'analyse de notre corpus. Comme nous l'expliquons dans le chapitre suivant, il ne s'agit pas ici de constituer une grille d'analyse composée de quelques procédés qui serait par la suite strictement appliquée aux textes de notre corpus. Notre démarche méthodologique suppose plutôt une connaissance approfondie des textes à l'étude afin de comprendre comment un procédé se combine toujours à un autre pour agir sur une situation donnée. Intéressons-nous maintenant à nos questions de méthodologie soulevées par notre étude.

4 TROISIÈME CHAPITRE : MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, nous présentons la méthodologie de recherche, ou plus précisément, nous expliquons l'approche rhétorique adoptée pour l'analyse de notre corpus de texte. Considérant notre objectif de recherche qui est de comprendre comment Nicolas Sarkozy peut, par sa rhétorique en temps de crise, raviver l'intérêt des Français pour le développement de l'Europe, nous choisissons une approche qui nous permet de considérer un discours dans sa totalité et ses effets possibles sur une situation, soit la « *close textual analysis* » (CTA). Dans la section suivante, nous nous basons sur Browne (2009) pour résumer cette approche.

4.1 « Close Textual Analysis » : une analyse inductive, personnelle et complète du discours public

S. Howard Browne (2009) décrit la CTA comme une pratique interprétative dont l'objectif est « to explain how texts operate to produce meaning, effect persuasion, and activate convictions in public contexts » (Browne, 2009). Cependant, il précise que le CTA n'est pas une méthode d'analyse à proprement parler, mais plutôt une façon de percevoir et d'aborder l'analyse rhétorique d'un texte. La CTA est une approche qui privilégie l'analyse de l'interaction entre les idées, les images et les arguments d'un texte. La principale prémisse de la CTA est qu'un texte comporte des éléments qui sont actifs, dynamiques et complexes. L'auteur précise d'ailleurs que la force rhétorique d'un texte « is the result of a complex set of symbolic forces set into play at the moment of utterance » (Browne, 2009). Pour expliquer davantage

cette approche, nous allons présenter les quatre principes qui guident la pratique de la CTA.

Le premier principe consiste à percevoir les textes rhétoriques comme des sites d'action symbolique (« Rhetorical texts are Sites of Symbolic Action ») (Browne, 2009). Selon cette perspective, le chercheur se concentre davantage sur le fonctionnement du texte rhétorique en lui-même. En effet, Browne explique que bien souvent, nous sommes portés à réfléchir sur la signification d'un texte en cherchant à identifier le sujet principal abordé dans celui-ci (« what is this text about ? »). En abordant un texte rhétorique de cette façon, le chercheur n'offre pas un regard précis sur le fonctionnement du texte analysé. En effet, cette approche « fails to take into account the symbolic action, or the language-in-motion that defines the dynamics of the rhetorical performance » (Browne, 2009). Le but de la CAT n'est donc pas de chercher à comprendre ce qu'un texte signifie mais davantage à se concentrer sur son fonctionnement. La principale question que le chercheur en rhétorique doit alors se poser lorsqu'il aborde un texte est : « What does this text do ? » (Browne, 2009).

Le second principe, présenté par Browne (2009), présente la forme et le contenu du texte comme deux éléments qui ne peuvent pas être séparés. Il convient, dans un premier temps, de préciser les termes « forme » et « contenu » selon l'auteur. La forme « refers to those linguistic resources that give conspicuous structure to otherwise abstract formulations » (Browne, 2009). Nous utiliserons le terme contenu « to refer to that dimension of a message reducible to the level of a proposition » (Browne, 2009). Selon Browne, depuis l'Antiquité, la forme d'un texte (les images, les tropes, le style) a trop souvent été associée à un simple effet de style dépourvu de tout contenu. Or, depuis le début du XX^{ème} siècle, les chercheurs en rhétorique

s'aperçoivent que cette division entre la forme et le contenu est illusoire et que, pour rendre plausible l'analyse rhétorique d'un texte, la forme et le contenu de celui-ci doivent être réunis et non pas séparés. C'est donc l'un des principes de la CTA: « Form and content belong together ». Pour l'auteur, les effets de style façonnent la signification du message et une analyse rhétorique complète d'un texte doit considérer cette relation. L'auteur nous rappelle d'ailleurs que le chercheur doit se poser la question : « How do they collaborate to create meaning and effect persuasion ? » (Browne, 2009).

Le troisième principe de la CTA consiste à percevoir le texte et le contexte comme deux éléments qui s'informent mutuellement. Plus précisément, nous nous demandons : « How do texts recreate or restructure context ? » (Browne, 2009). Selon l'auteur, il n'est pas concevable de faire une bonne interprétation rhétorique d'un texte sans prendre en considération les caractéristiques de son contexte. Browne explique cependant que le texte peut lui aussi informer le contexte. Autrement dit, les textes eux-mêmes peuvent servir de contexte aux orateurs. En effet, « another way of thinking about this phenomenon is to view contexts as themselves texts of a kind, from which a speaker or a writer borrows on an as-needed basis » (Browne, 2009). Selon cette perspective, le discours qui émerge d'un contexte peut lui-même informer ce contexte, en servant, par exemple, de référence dans un autre texte.

Le dernier principe énoncé par l'auteur insiste sur la dimension artistique de la rhétorique. Selon Browne, « rhetoric is, after all, an art, and such an art may be glimpsed by attending to techniques of production » (Browne, 2009). Ainsi, une analyse rhétorique peut être enrichie par une bonne compréhension du processus et des techniques de production d'un discours.

Selon Browne, la mise en pratique de ces quatre principes permet au chercheur d'effectuer une analyse complète et approfondie des textes. En effet, en soumettant les textes à une inspection minutieuse, « we are able to see better the ways in which rhetoric works at its most fundamental levels of operation » (Browne, 2009). Ainsi, ces quatre principes participent à la mise en relief de la cohérence et de la force de conviction d'un texte rhétorique. Browne précise que le chercheur en rhétorique doit posséder une certaine finesse et une sensibilité avec la langue afin de pouvoir déceler les éléments rhétoriques pertinents d'un texte. Le chercheur doit littéralement s'imprégner du texte qu'il analyse et opérer de façon inductive en cherchant à savoir comment ce dernier fonctionne. Il doit non seulement comprendre le texte dans sa globalité en prenant en considération le contexte et la structure, mais il doit également déceler les mécanismes les plus subtils du texte. Browne affirme à ce sujet que « students and scholars working in this vein are thus particularly attuned to the nuances, echoes, and subtle gestures that exist in the object of their study » (Browne, 2009).

Cette vision de l'analyse rhétorique présentée par Browne correspond à l'approche que nous souhaitons adopter dans ce travail de mémoire. En effet, nous voulons comprendre de manière intime le fonctionnement et les particularités de notre corpus de texte. Avant d'expliquer dans le détail les étapes de notre analyse, nous présentons et nous expliquons le choix de notre corpus de texte.

4.2 Création du corpus

Afin de répondre à notre question de recherche, nous avons dû constituer un corpus pour servir de base à notre analyse. Nous désirons apporter ici quelques précisions concernant le choix des discours sélectionnés.

4.2.1 *La recherche des données*

Les discours présidentiels sont parfois assez compliqués à obtenir lorsqu'il s'agit de discours qui ne font plus l'actualité. Cependant, certaines institutions conservent les archives des discours présidentiels, et ce, pendant de nombreuses années. Nous avons d'abord commencé par rechercher ces discours sur les différents sites Internet que regroupe l'Union européenne. Malheureusement, ces sites n'offraient que des discours récents sans rapport direct avec les deux crises énoncées précédemment. Après avoir discuté de notre sujet de recherche avec une conseillère en communication spécialisée en politique, celle-ci nous a conseillé de centrer les recherches sur le site internet de la gouvernance française. Nous sommes donc allés sur le site de l'Élysée et nous avons découvert que celui-ci offrait des archives de tous les discours de Nicolas Sarkozy depuis le début de sa présidence française. Cependant, la quantité de discours présents dans cette base de données était impressionnante et nous devions circonscrire notre recherche à des critères bien précis. Pour nous aider dans notre recherche, et surtout pour être en parfaite concordance avec notre sujet et notre ancrage théorique, nous avons établi quatre critères précis pour sélectionner les discours de notre corpus: (1) le discours devait prendre la forme d'une prise de parole officielle par le président tel qu'un discours public ou une conférence de presse ; (2) le discours devait avoir été énoncé durant la

période de présidence de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Union européenne, c'est-à-dire du 1^{er} juillet au 31 décembre 2008 ; (3) le discours devait traiter de l'une ou l'autre des deux situations de crise énoncées précédemment dans ce travail (la crise économique mondiale et la guerre entre la Géorgie et la Russie) ; (4) le discours devait être disponible dans sa version intégrale et originale, c'est-à-dire qu'il ne pouvait s'agir d'un extrait ou d'un résumé rapportés par un tiers ou par les médias.

Grâce à ces critères, notre recherche devenait beaucoup plus précise. En effet, dans un premier temps, nous avons pu délimiter une période temporelle précise dans laquelle les discours devaient avoir été énoncés (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2008). Nous avons ensuite sélectionné les discours en fonction du sujet qu'ils traitaient et gardé ceux qui avaient un rapport plus ou moins direct avec l'une des deux crises précitées. La liste des discours pertinents fut ainsi considérablement réduite.

4.2.2 Le choix de notre corpus de texte

Après lecture de la dizaine de discours sélectionnés sur la base de ces critères, nous avons choisi les discours qui correspondaient le mieux à notre sujet et qui nous permettraient d'apporter une réponse pertinente à notre question de recherche. C'est-à-dire que nous cherchions des discours qui traitaient en profondeur des deux crises énoncées précédemment et qui constituaient des moments clés dans la présidence de Nicolas Sarkozy, tel que le discours du compte rendu de la mi-présidence à la tête de l'Union européenne. Nous avons donc pris en considération ces éléments et sur cette base, nous avons sélectionné les cinq discours suivants:

- (1) La conférence de presse conjointe avec José-Manuel Barroso (président de la Commission européenne) à l'issue du Conseil européen extraordinaire de

Bruxelles, le 1^{er} septembre 2008. Dans cette conférence, Nicolas Sarkozy insiste sur la gravité de la situation en Géorgie et souligne le rôle essentiel que doit jouer l'Europe dans la résolution du conflit. Le discours est énoncé devant le Conseil européen et s'adresse en premier lieu aux différents dirigeants européens.

- (2) et (3) Les deux conférences de presse du 8 septembre 2008 traitant de la guerre entre la Russie et la Géorgie lors desquelles Nicolas Sarkozy, en tant que médiateur, s'est entretenu avec les deux présidents respectifs de chaque pays. À l'issue des négociations, ils ont donné une conférence de presse relatant les décisions prises concernant le conflit. Nicolas Sarkozy en a profité pour afficher ouvertement la position et l'implication de l'Europe concernant cette guerre. Ces deux conférences de presse sont tenues devant les médias internationaux et sont relatées dans les divers supports médiatiques.
- (4) L'allocution de Nicolas Sarkozy devant le Parlement européen à Strasbourg, le 21 octobre 2008. Tout au long de ce discours, le président évoque le rôle de l'Europe dans les deux crises. Il insiste d'une part sur son implication dans la résolution du conflit entre la Russie et la Géorgie et d'autre part, sur le rôle qui lui incombe dans la crise économique mondiale. Ce discours est une étape obligatoire de la présidence de l'Union européenne et intervient à mi-chemin de la présidence de Nicolas Sarkozy. Il est énoncé devant les parlementaires européens et s'adresse essentiellement à la communauté européenne.
- (5) Le discours de Nicolas Sarkozy du 23 octobre 2008 à Argonay dans lequel il fait un état des lieux de la crise économique et dans lequel il appelle les

Français à croire aux pouvoirs de l'Europe dans la résolution de celle-ci. Ce discours traite, dans un premier temps, de la situation européenne et, dans un second temps, des mesures concrètes adoptées en France pour répondre à la crise financière et économique. Il est énoncé en France et s'adresse directement aux Français.

Ces cinq discours semblaient en parfait accord avec notre sujet de recherche et nous offraient la possibilité d'effectuer une analyse minutieuse des pratiques rhétoriques concrètes par lesquelles Nicolas Sarkozy, en temps de crise, avait pu tenter de raviver l'intérêt des Français pour l'Europe. Chacun des discours compte entre 300 et 550 lignes, pour un total de 1995 lignes, et est téléchargeable sur la base de données de l'Elysée (nous n'avons donc pas eu à retranscrire les discours de notre corpus). Une fois notre corpus de texte établi, nous avons commencé à travailler sur l'analyse rhétorique en nous basant sur l'approche de la CTA. Cette étape a demandé de l'organisation et de la rigueur dans la façon de procéder.

4.3 Méthode d'analyse des discours

Comme nous l'avons vu précédemment, la CTA n'est pas une méthode stricte qui impose une grille d'analyse, mais une approche globale qui repose sur certains principes fondamentaux. Afin de respecter ces principes, nous avons élaboré nos propres procédures d'analyse. Notre analyse s'est ainsi déroulée en plusieurs étapes.

4.3.1 Première étape : une compréhension approfondie de chaque texte

Dans un premier temps, il était primordial de faire plusieurs lectures approfondies des discours de notre corpus, afin d'en être totalement imprégnés et de les connaître dans les moindres détails. En effet, nous nous sommes aperçus que, souvent, certains éléments nous échappaient aux deux ou trois premières lectures, alors que nous étions capables de les détecter dans des lectures ultérieures. Plusieurs lectures ont été nécessaires jusqu'à ce que nous jugions les connaître suffisamment pour commencer à les étudier individuellement en profondeur.

Nous avons ensuite mené une analyse générale de chacun des textes dans laquelle nous nous concentrons davantage sur la structure et l'organisation du discours. En effet, nous cherchions à déceler les différences ou les similitudes sur la façon d'organiser et de présenter les idées du discours. Durant cette première analyse, nous avons également cherché à comprendre le fonctionnement général de l'argumentation utilisée par Nicolas Sarkozy. Cette première approche nous a permis de comprendre plus en profondeur le sens de chaque discours mais surtout de décider de la façon dont nous allions organiser notre analyse par la suite. C'était également l'occasion de faire un résumé des textes et de voir les principaux sujets abordés dans chacun d'eux.

4.3.2 Deuxième étape : une analyse complète et rigoureuse des textes

La suite de notre analyse fut beaucoup plus détaillée et approfondie. Nous avons choisi de procéder de façon minutieuse et rigoureuse afin de maximiser la pertinence de notre analyse. Pour cela, nous avons élaboré un tableau à entrées multiples qui présentait les différents thèmes abordés dans chacun des discours. Plus

précisément, les colonnes du tableau étaient réservées à chaque discours (donc cinq colonnes en tout) et les lignes représentaient les différents thèmes et procédés rhétoriques présents dans les discours. De cette façon, nous étions capables de distinguer clairement la présence ou l'absence de certains thèmes dans un discours précis. Ce tableau nous permettait également d'avoir un regard transversal sur les textes et donc de voir quels thèmes ou quels procédés se retrouvaient dans plusieurs discours.

Après avoir mis en place ce tableau d'analyse, il nous a fallu le nourrir. Nous avons choisi de procéder à l'analyse des discours un à un, dans un ordre chronologique. Nous nous sommes donc concentrés sur le premier discours. Nous avons d'abord tenté de repérer les différents thèmes présents dans le discours ainsi que les procédés rhétoriques les plus marquants. Pour cela, nous avons utilisé un code couleur, identique pour l'ensemble du corpus, qui nous permettait d'avoir un regard plus précis et plus rapide sur les textes. Chaque thème avait son propre code couleur.

Une fois les thèmes identifiés dans le premier discours, nous avons rempli la première colonne du tableau avec les données du texte. Nous avons alors retranscrit les énoncés du texte se référant à chacun des thèmes, en indiquant le numéro de ligne. Nous avons fait ce travail pour l'ensemble des thèmes et, pour chacun d'eux, nous avons fait une brève analyse expliquant notre perception du thème dans le texte. Nous avons ensuite réalisé ce même travail pour l'ensemble du corpus. Cependant, nous avons dû revenir sur l'analyse de chaque discours à deux reprises car les thèmes identifiés dans le cinquième discours étaient parfois différents du premier ou du second. Nous avons donc retravaillé les discours pour chercher la présence de thèmes encore non identifiés.

Au final, nous avons identifié dix-huit thèmes ou procédés rhétoriques présents dans l'ensemble du discours qui nous semblaient importants à relever pour la suite de notre analyse : (1) l'utilisation des pronoms sujets (je/nous/il/l'Europe) ; (2) la nature des questions présentes dans les discours ; (3) le thème du changement ; (4) l'invocation des principes et des valeurs ; (5) la fausse modestie ; (6) le rapport entre l'Europe et les États-Unis ; (7) les argumentations ; (8) la caractérisation de l'action ; (9) l'unité européenne ; (10) les références élogieuses à l'Europe ; (11) le protectionnisme de l'Europe ; (12) les rôles de l'Europe ; (13) les définitions de situations ; (14) les comparaisons historiques ; (15) le « positivisme » de la crise ; (16) le ton moralisateur ; (17) les figures de style ; (18) la création de la crédibilité.

Une fois l'ensemble des cases du tableau remplies, nous avons procédé à une relecture complète de chacune des analyses des différents thèmes. Nous avons ainsi pu constater les similitudes ou les différences entre les cinq discours. Puis, nous avons discuté et testé les résultats de ce tableau avec notre directrice. Cette étape nous a permis d'établir l'importance relative de chacun des thèmes et des procédés relevés et de planifier la rédaction de notre analyse. En effet, nous savions que l'ensemble des thèmes et des procédés identifiés allaient certainement nous aider à construire notre analyse mais n'allaient pas forcément se retrouver dans notre chapitre d'analyse. Il fallait donc que nous organisions ce chapitre de façon pertinente et claire. Nous avons choisi de présenter notre analyse texte par texte. Ce choix est expliqué plus en détail dans la prochaine section de ce travail.

Nous avons enfin procédé à l'écriture de l'analyse rhétorique en nous appuyant sur les données de notre tableau d'analyse. Chaque section de notre chapitre d'analyse fut travaillée plusieurs fois sur la base des commentaires de notre directrice.

La suite de ce travail présente l'analyse rhétorique complète et détaillée de notre corpus.

5 QUATRIÈME CHAPITRE : ANALYSE DU CORPUS

Nous allons présenter notre analyse des cinq discours sur une base chronologique. En effet, ceux-ci ont été énoncés sur une période inférieure à deux mois, entre le 1^{er} septembre et le 23 octobre 2008. Cette période, aussi courte soit-elle, nous permet de distinguer nettement plusieurs phases dans le processus rhétorique de développement de l'Europe adopté par Nicolas Sarkozy. Chaque discours a son propre objectif permettant de renforcer le discours suivant. Ainsi, l'ensemble du corpus semble suivre une ligne directrice formée autour du thème de l'essor de l'Europe.

Plus précisément, le premier discours est une conférence de presse lors de laquelle le président Nicolas Sarkozy énonce la mission de l'Europe dans le conflit qui oppose la Géorgie à la Russie. Ce discours vise en premier lieu à mettre en place et à faire accepter le rôle de l'Europe en tant que médiateur. Les deuxième et troisième discours sont également organisés sous forme de conférence de presse permettant à Nicolas Sarkozy de concrétiser et de mettre en action ce rôle de médiateur adopté par l'Europe. Lors de ces discours, il commence à souligner l'émergence de l'Europe en tant que nouvel acteur de poids dans le monde. Le quatrième discours est alors l'occasion pour lui de faire le compte rendu des succès de l'Europe dans ce rôle de médiateur. Il en profite également pour mettre l'accent sur le rôle fondamental joué par l'Europe dans la gestion de la crise économique qui frappe le monde. Le dernier discours semble marquer la naissance de la nouvelle Europe qui a émergé de ces crises. L'Europe a grandi, elle est devenue une communauté capable de s'imposer en tant que l'une des principales forces du monde.

Nous allons présenter notre analyse de manière à mettre en évidence cette progression présente au sein de notre corpus. Pour cela, nous déterminerons le thème central de chaque discours et nous ferons ressortir les procédés rhétoriques propres à chacun d'eux. Plus précisément, nous mettrons en évidence les procédés rhétoriques qui participent à l'accomplissement des différentes phases énoncées précédemment.

Notre travail sera organisé en quatre parties qui traiteront chacune d'un discours, sauf la deuxième qui portera sur deux discours de notre corpus (nous expliquerons plus loin dans l'analyse pourquoi nous avons choisi de regrouper les deuxième et troisième discours dans une même section). Pour chaque section, nous présenterons le thème central abordé, pour ensuite expliquer et discuter l'impact des différents procédés rhétoriques présents dans le texte. Enfin, il est à noter que nous avons pu constater une certaine transversalité de ces procédés tout au long de notre corpus. En effet, certains d'entre eux peuvent être utilisés à plusieurs reprises et dans plusieurs discours. Cela dit, si les procédés sont les mêmes, leur finalité est, quant à elle, souvent différente.

5.1 Premier discours : la mise en place du rôle de l'Europe dans le conflit russo-géorgien

Ce premier discours est énoncé le 1^{er} septembre 2008 dans le cadre d'une convocation extraordinaire du Conseil européen, suite au conflit qui s'est déclaré le 7 août 2008 entre la Russie et la Géorgie. Nicolas Sarkozy occupe alors la fonction de président de l'Union européenne depuis le 1^{er} juillet 2008. Pour comprendre la convocation d'un tel conseil, nous devons revenir sur quelques points clés du conflit.

En effet, au début du mois d'août 2008, le président géorgien « cherche à reprendre le contrôle de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie au nom de l'intégrité de la Géorgie » (*l'Express*, 22 août 2008). Ces deux régions sont situées sur le territoire géorgien et ont « octroyé à leur région le statut de république autonome de Géorgie avant de proclamer son indépendance face au refus de Tbilissi » (Mardirossian, 15 août 2008). À ce moment, seul Moscou reconnaît l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et leur assure un soutien politique et militaire (*l'Express*, le 13 août 2008). Voulant reprendre le contrôle de ces deux régions, le président géorgien envoie ses troupes militaires en Ossétie et en Abkhazie.

L'Union européenne est alors témoin d'un conflit sanglant et cherche à apaiser les tensions en évitant toute forme d'affrontement militaire. Le 12 août, Nicolas Sarkozy propose un plan en six points, accepté par les deux parties en guerre, visant à faire cesser le conflit. Ce plan prévoit notamment que les deux parties s'engagent à « ne pas recourir à la force, à cesser les hostilités de façon définitive et à donner libre accès à l'aide humanitaire » (Chaillan, 12 août 2008). Quelques jours après cet accord le président Sarkozy déclare :

« Ce retrait doit être effectué sans délai. Ce point n'est pas négociable à mes yeux. Il doit concerner toutes les forces russes qui sont entrées en Géorgie depuis le 7 août. Si cette clause de l'accord de cessez-le-feu n'était pas appliquée rapidement et totalement, je serais amené à convoquer un Conseil européen extraordinaire pour décider des conséquences à en tirer.» (Le Figaro, 17 août 2008).

Malgré cette mise en garde, la Russie ne respecte pas les accords du plan en six points et attaque à plusieurs reprises le territoire géorgien, faisant de nombreux blessés. Nicolas Sarkozy se voit alors dans l'obligation de réunir le Conseil européen extraordinaire et de décider des nouvelles mesures à adopter.

Au cours de ce discours, il décide d'impliquer officiellement l'Europe en tant que médiateur dans le conflit russo-géorgien. Dès le début de sa prise de parole, Nicolas Sarkozy rappelle que la décision de réunir un tel Conseil européen est une mesure très inhabituelle et n'intervient que dans le cadre de situations extrêmes, telles que la convocation du dernier Conseil en 2003 concernant la guerre en Irak. Ce rappel marque clairement la gravité de la situation ainsi que la volonté de Nicolas Sarkozy de montrer au monde que l'Europe est consciente de l'ampleur de la crise et de la nécessité d'agir.

Tout au long de sa conférence de presse, Nicolas Sarkozy présente les décisions prises par le Conseil visant à gérer et à maîtriser le conflit qui sévit dans la région de l'Abkhazie et de l'Ossétie. C'est également l'occasion pour lui de montrer l'importance de l'implication de l'Europe dans ce conflit et de construire petit à petit son nouveau rôle en tant que médiateur. Nous considérons que ce discours constitue la première étape dans le processus de développement de l'Europe qui nous intéresse.

Le discours est construit autour de trois procédés rhétoriques distincts qui contribuent tous à présenter et à légitimer le nouveau rôle de médiateur de l'Europe.

5.1.1 L'Europe : une entité capable de réfléchir et d'agir

Le premier procédé rhétorique employé par Nicolas Sarkozy concerne la constitution du sujet « Europe » comme une entité quasi humaine et capable d'agir. En effet, à de nombreuses reprises dans son discours, Nicolas Sarkozy emploie l'« Europe » comme pronom sujet à la place du « je » ou du « nous ». Il affirme par exemple « l'Europe considère que la crise en Géorgie est d'une extrême gravité » (l. 10). Ainsi, l'un des procédés rhétoriques les plus importants de ce discours consiste à

personnifier l'Europe de manière à la doter d'un pouvoir d'action et de réflexion. Dans ce qui suit, nous nous intéresserons à la façon dont cette personnification est mise en œuvre dans son discours et à son influence sur le thème principal du discours.

Ainsi que nous l'avons expliqué, Nicolas Sarkozy tente, dans ce discours, de bâtir le rôle de médiateur de l'Europe. Ce discours est donc principalement centré sur l'Europe et sur la volonté du gouvernement européen de mettre cette entité politique au service de la résolution du conflit. Nicolas Sarkozy procède étape par étape dans la mise en place de ce nouveau rôle, et cela se traduit dans un premier temps par différentes manières d'utiliser le sujet « Europe ».

Dès le début de son discours, il déclare : « l'Europe considère que la crise en Géorgie est d'une extrême gravité » (l. 10). Ce faisant, il positionne l'Europe comme une entité capable de penser et de poser un jugement sur la situation. Ainsi, il ne parle plus en son nom ou en celui du gouvernement européen comme il l'a fait dans la première phrase de son discours (« si j'en ai pris l'initiative avec le soutien de tous les pays de l'Union », l. 9) mais se place plutôt en porte-parole d'une autre entité, l'Europe, qui possède sa propre capacité de jugement.

Avant même de définir le rôle de l'Europe dans la résolution du conflit, Nicolas Sarkozy insiste sur la volonté de l'Europe de s'impliquer dans la gestion de la crise. En effet, il poursuit son discours en déclarant que « l'Europe veut assumer ses responsabilités » (l. 11). L'Europe possède donc aussi une volonté et celle-ci se sent responsable face à la crise. Le verbe « assumer » montre ici toute l'importance que représente cette implication aux yeux de l'Europe. « Assumer », c'est « prendre volontairement sur soi » ; c'est « accepter les conséquences de sa position particulière » (Larousse, 2010). Ainsi, le verbe assumer présume déjà le rôle

particulier que Nicolas Sarkozy cherche à constituer. Par ses propos, il place l'Europe comme un agent ayant des responsabilités propres et une volonté de les respecter. Notons que ce genre d'attributs est généralement associé à un être humain mature, responsable et volontaire.

Nicolas Sarkozy présente ensuite l'Europe comme arbitre du conflit en déclarant : « L'Europe considère que toute solution pacifique et durable au conflit géorgien doit être fondée sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie » (l. 25-27). Dans cette déclaration, c'est donc l'Europe qui impose les critères à respecter dans la résolution du conflit. En agissant ainsi, Nicolas Sarkozy confère un certain pouvoir accru à l'Europe puisque c'est elle qui décide des critères, mais aussi ultimement du respect de ceux-ci. Il n'évoque toujours pas précisément un rôle mais il donne à l'Europe le pouvoir de juger et de définir les bases de la résolution du conflit. Nous pouvons également comprendre par cette déclaration que l'Europe a la volonté de résoudre la situation de façon pacifique (donc sans l'intervention d'une force militaire), ce qui contribue aussi à définir son futur rôle.

Le président Sarkozy énonce ensuite plus clairement le rôle de l'Europe. En effet, il utilise pour la première fois le terme « médiation » en déclarant : « Nous allons donc nous impliquer dans le domaine politique en poursuivant la médiation entre les parties » (l. 31-32). Dans cette phrase, nous pensons qu'il est important de souligner l'utilisation du pronom sujet « nous ». Jusqu'ici Nicolas Sarkozy avait utilisé « l'Europe » comme pronom sujet dans toutes ses déclarations. Ce changement est significatif car il marque une volonté d'inclure l'ensemble de son auditoire dans ce nouveau rôle qu'il vient d'énoncer. En effet, il ne s'agit plus ici d'une entité

abstraite mais de tous ceux et celles qui la composent. En utilisant le « nous », Nicolas Sarkozy implique donc l'ensemble des Européens tout en suggérant que ceux-ci sont unis dans ce choix de devenir le médiateur de la crise.

L'utilisation de « l'Europe » comme pronom sujet est principalement concentrée dans la première partie de son discours. En effet, nous venons de voir que Nicolas Sarkozy utilise ensuite le pronom sujet « nous » dès la ligne 30 et il privilégiera ensuite le « nous » jusqu'à la fin de son discours. Cependant, le fait d'avoir personnifié ainsi l'Europe dès le début de son discours lui a permis de créer l'image d'une Europe active et dynamique qui prend des décisions et surtout, qui agit. Le fait de personnifier l'Europe contribue donc à lui donner un certain pouvoir et à légitimer le rôle qu'elle s'est elle-même attribuée. Par ce biais, il tente également de réunir les Européens autour de cette Europe capable de les représenter et de prendre des décisions. C'est la raison pour laquelle Nicolas Sarkozy emploie également très souvent le thème de l'unité dans son discours visant à rapprocher la population européenne et à la faire adhérer aux décisions politiques « prises par l'Europe ».

Nous allons à présent identifier les références au thème de l'unité et voir comment elles permettent de renforcer la mise en place du rôle de l'Europe.

5.1.2 L'omniprésence du thème de l'unité

Le thème de l'unité constitue le deuxième principal procédé rhétorique employé par Nicolas Sarkozy dans son discours. En effet, comme nous venons de le voir dans la première partie de ce chapitre, la création d'un sentiment d'unité au sein de la population est l'un des composants essentiels dans le ralliement de l'auditoire à la cause défendue. De plus, nous avons vu lors de notre revue de la littérature que

l'unification de la nation en temps de crise est un procédé rhétorique essentiel. En effet, il permet de montrer que le président agit en ayant le soutien de sa population et que les décisions émanent d'une volonté commune. Ce faisant, c'est-à-dire en déclarant cette unité, le rhéteur participe littéralement à la créer. Dans la plupart des discours en temps de crise, l'un des objectifs de l'orateur est de créer ce sentiment d'unité auprès de la population concernant les décisions prises ou à prendre (Murphy, 2003 & Jamieson, 2007). Dans le cadre de notre analyse, nous allons plus particulièrement nous intéresser à la façon dont l'utilisation du thème de l'unité participe à mettre en place le rôle de médiateur de l'Europe, et de ce fait, à légitimer ce rôle. Dans le cas de ce premier discours, Nicolas Sarkozy utilise régulièrement des références à l'unité. Dès le début de sa prise de parole, nous pouvons comprendre que ce thème occupera une place essentielle tout au long de son discours.

« C'est un message d'unité très fort que l'Europe envoie au-delà des sensibilités diverses qui naturellement s'expriment entre ses membres. Vous vous souvenez certainement que le dernier conseil extraordinaire était en 2003, à propos de l'Irak, que l'Europe en était sortie désunie donc impuissante et inaudible. L'Europe est aujourd'hui unie autour de propositions que la Présidence a présentées au conseil » (l. 13 à 18)

Dans cette déclaration, nous pouvons souligner deux éléments importants. Le premier concerne la dichotomie qui est présente dans la première phrase. En effet, il exprime d'une part « un message d'unité très fort que l'Europe envoie » pour ensuite dire qu'il existe des divergences au sein même de cette Europe (« que l'Europe envoie au-delà des sensibilités diverses qui naturellement s'expriment entre ses membres »). Dans cette deuxième partie de la phrase, nous pouvons constater qu'il n'emploie aucun qualificatif se référant à ces divergences d'opinion. En effet, il parle de « sensibilités diverses » et utilise le mot « naturellement » qui est susceptible de

créer un sentiment de normalité et d'apaisement au sein de son auditoire. Il construit cette déclaration de façon à dire la vérité mais sans qu'elle ne porte un sens négatif. Ce faisant, Nicolas Sarkozy paraît honnête et objectif au vu de la situation tout en mettant l'emphase sur son principal message, l'unité de l'Europe. Le second élément concerne l'association que Nicolas Sarkozy fait entre la désunion et l'échec. En effet, il se réfère au comportement des dirigeants européens lors de la guerre en Irak (« l'Europe en était sortie désunie ») pour expliquer l'échec de leurs actions (« donc impuissante et inaudible »). Selon lui, en 2003, les dirigeants européens ont commis l'erreur de ne pas avoir su être unis face à la crise. Aujourd'hui l'Europe doit donc tirer des leçons du passé et montrer qu'elle a trouvé la voix du consensus. C'est d'ailleurs de cette façon qu'il poursuit sa déclaration en insistant sur le fait que « l'Europe est aujourd'hui unie ».

Nous constatons que Nicolas Sarkozy insiste sur le thème de l'unité au début de son discours mais que par la suite, ces références y sont de moins en moins fréquentes. Dès le début de son discours, Nicolas Sarkozy insiste sur l'union des pays européens en déclarant : « J'en ai pris l'initiative avec le soutien de tous les pays de l'Union » (l. 9). Quelques lignes plus loin nous lisons également : « C'est un message d'unité très fort que l'Europe envoie » (l. 13). De plus, il ajoute peu après : « l'Europe est aujourd'hui unie » (l. 17).

Les références à l'unité sont ensuite de plus en plus parsemées ou alors énoncées de façon plus discrète. Cela dit, le thème de l'unité reste omniprésent tout au long du discours. En effet, nous pouvons relever une utilisation permanente du champ lexical de l'unité (tous les pays de l'Union (l. 9) ; message d'unité (l. 13) ; désunie/unie (l. 16-17) ; chacun (l. 20 et 22) ; en accord (l. 32) ; l'unité (l. 50 et 66) ;

consensus (l. 71) ; une seule voix (l. 181)). Ainsi, sans être le sujet principal du propos, la question de l'unité est omniprésente ; c'est-à-dire que Nicolas Sarkozy suggère l'unité de l'Europe à des moments précis, sous forme de références rapides mais sans y consacrer des paragraphes entiers.

De plus, nous pouvons aussi remarquer une évolution dans les sujets associés au thème de l'unité. Au commencement, il déclare : « C'est un message d'unité très fort que l'Europe envoie au-delà des sensibilités diverses qui naturellement s'expriment entre ses membres » (l. 13-14). Un peu plus loin dans son discours, nous lisons également : « En accord avec tous les membres de l'Union » (l. 32). L'utilisation du terme « membres » montre que ces premières références à l'unité concernent avant tout les gouvernements des pays européens. Puis, au cours de son discours, il développe petit à petit son propos pour inclure la population européenne en déclarant : « Je retiens de notre réunion l'unité de tous les Européens » (l. 50). Nous voyons également cet élément lorsqu'il dit que « l'unité des Européens mérite d'être soulignée » (l. 66).

Cette évolution semble marquer une volonté de la part du président d'inclure officiellement et inéluctablement la population européenne dans ses choix politiques. Cette stratégie lui permet de présenter l'Europe comme un État parfaitement uni devant la crise et ainsi renforcer considérablement son pouvoir aux yeux du monde.

Ces éléments présents tout au long de son discours nous laissent penser que la création d'un sentiment d'unité est un objectif central de ce dernier. Nous l'avons vu précédemment, Nicolas Sarkozy doit faire face à des Européens en perte de confiance

et qui se dissocient petit à petit de l'Europe. Cette insistance sur le thème de l'unité est donc primordiale pour l'essor de l'Europe.

Nous allons voir dans la prochaine section que le sentiment d'unité n'est pas suffisant pour légitimer le nouveau rôle de l'Europe. En effet, établir la crédibilité de l'Europe semble également être un élément majeur dans la mise en place de son nouveau rôle de médiateur.

5.1.3 Établir la crédibilité de l'Europe

Comme nous l'avons vu, Nicolas Sarkozy présente petit à petit l'Europe comme une entité capable d'agir et de représenter la population. Cependant, pour parvenir à faire adhérer la population au nouveau rôle de l'Europe, il est important de montrer qu'elle est crédible et qu'elle prend sa mission au sérieux. La crédibilité représente « le caractère de quelque chose qui peut être cru » (Larousse, 2010). Nous nous intéressons donc à la façon dont Nicolas Sarkozy met en place cette crédibilité dans son discours pour amener la population à croire en la capacité et en la légitimité de l'Europe à occuper ce nouveau rôle.

Nous observons un premier procédé dès la première phrase du discours :

« La convocation d'un Conseil européen extraordinaire n'est pas une mesure habituelle. Si j'en ai pris l'initiative avec le soutien de tous les pays de l'Union, c'est que l'Europe considère que la crise en Géorgie est d'une extrême gravité et que l'Europe veut assumer ses responsabilités ».
(l. 8 à 11)

Cette première déclaration du président affirme la position de l'Europe dans le conflit : elle a pris la décision de s'impliquer pleinement dans la résolution de ce conflit et de prendre en charge la situation. Ces propos montrent que le président prend la crise très au sérieux et qu'il est conscient de la nécessité d'agir au plus vite.

Par la suite, Nicolas Sarkozy affirme que « l'Europe va continuer à s'impliquer pleinement pour la résolution de cette crise » (l.28-29). Cette déclaration est un engagement clair et une prise en charge officielle de la situation par le gouvernement européen. L'auditoire comprend alors qu'il peut compter sur le soutien de l'Europe pour parvenir à résoudre la crise. Ce début de prise de parole marque donc le premier engagement de l'Europe face à son auditoire. En effet, à travers cet engagement, l'auditoire prend conscience que l'Europe est prête à se consacrer entièrement à son rôle, lui conférant ainsi le début d'une certaine crédibilité.

S'en suit directement la question : « D'ailleurs, si l'Europe ne le faisait pas, qui le ferait à sa place ? » (l. 29-30). Cette déclaration implique que seule l'Europe est capable de gérer cette situation mais surtout qu'elle est la seule à accepter de prendre en charge la responsabilité de résoudre un tel conflit. Nicolas Sarkozy rappelle ensuite l'engagement de l'Europe dans la conclusion de sa première prise de parole en disant : « Nous sommes conscients, nous l'Europe, de notre responsabilité dans le maintien du dialogue » (l. 73-74). Il remet de l'avant cette idée de responsabilité et il rappelle la mission de l'Europe : maintenir et organiser le dialogue dans ce conflit. Il confirme la position de médiateur de l'Europe tout en restant prudent pour ne pas sauter d'étape dans le processus qui mène à comprendre et à faire accepter ce rôle.

Comme nous venons de le voir, les thèmes de la responsabilité et de l'engagement sont présents plusieurs fois dans ce discours. En effet, nous pouvons noter une nouvelle référence à l'idée de responsabilité lorsqu'il déclare : « Le moment venu, chacun prendra ses responsabilités et je les prendrais moi-même » (l. 340-341). Par ces nombreuses références, Nicolas Sarkozy établit que l'Europe prend son rôle au sérieux et qu'elle s'engage à respecter sa mission. Ainsi, en évoquant

souvent les idées d'engagement et de responsabilité, Nicolas Sarkozy instaure petit à petit une crédibilité dont l'Europe a besoin pour mettre en place son nouveau rôle.

De plus, nous constatons que Nicolas Sarkozy tente d'établir la crédibilité de l'Europe à travers l'adhésion de la population au rôle de médiateur. Plus précisément, il met l'accent sur les mérites du rôle de médiateur de l'Europe à travers divers procédés. Cet aspect de son discours a pour effet de conférer un certain mérite à l'Europe et surtout de montrer à l'auditoire qu'il doit croire en l'Europe. Nous pouvons relever plusieurs de ces références tout au long de son discours. Dans un premier temps, il déclare :

« Cette crise doit être une occasion d'aller en avant pour l'Europe et je crois que tous, on est quand même assez heureux que l'Europe affiche une volonté politique et que se soit l'Europe qui soit en première ligne pour éviter la guerre » (l. 177 à 180).

Dans cette déclaration, l'accent est mis sur la volonté de l'Europe et sur sa capacité à endosser son rôle de médiateur. Nous pouvons constater qu'il utilise un vocabulaire positif (« aller en avant », « heureux », « volonté politique », « éviter la guerre »). L'utilisation de ce lexique permet d'associer deux éléments qui sont généralement en contradiction ; c'est-à-dire une situation dramatique (la guerre) et une émotion positive. Nous notons également que Nicolas Sarkozy exprime l'amorce d'un changement dans la politique européenne en utilisant le terme « occasion ». De cette façon, il « positivise » la crise. Il montre que l'Europe a compris qu'elle se devait d'amorcer un changement dans sa politique pour parvenir à endosser pleinement son nouveau rôle. L'Europe devient une entité capable de donner un sens positif à une situation tragique. Ceci a pour effet probable d'accroître les appréciations positives de l'auditoire et de faire en sorte qu'il adhère de plus en plus à l'idée d'une Europe

qui serait le médiateur du conflit. En affichant une Europe volontaire et capable de s'investir dans la résolution d'un tel conflit, Nicolas Sarkozy établit la crédibilité de l'Europe aux yeux de la population.

Il fait ensuite une comparaison entre le passé de l'Europe et sa position actuelle en déclarant : « On n'a jamais vu l'Europe en position si volontaire et si réactive pour mettre un terme à une crise très grave » (l. 213-214). C'est donc la première fois que les Européens sont face à une Europe qui prend les devants et qui se montre courageuse et active dans la résolution d'un conflit d'une telle envergure. Pour insister sur cette nouvelle facette de l'Europe, il utilise le terme « si » comme un adverbe pour marquer l'intensité des deux adjectifs qui qualifient directement l'Europe.

Il utilise également deux énoncés interrogatifs pour mettre en évidence la fonction indispensable de l'Europe dans la résolution du conflit ainsi que la nécessité de croire en cette dernière. En effet, il demande : « Qui est aujourd'hui - je parle de l'Union européenne - la seule entité capable de discuter pour résoudre le problème de la Géorgie ? » (l. 303-305). Un peu plus loin dans son discours, nous lisons également « qui aujourd'hui est le plus efficace pour aider la Géorgie ? » (l. 315-316). Nous pouvons relever plusieurs éléments importants. Le premier concerne la forme même des énoncés. En effet, il utilise des questions courtes et simples dont le sujet est un enjeu capital. En construisant ses questions de la sorte, il attire l'attention de l'auditoire et il le contraint à être attentif à la réponse donnée. De plus, nous comprenons dans le corps de ses questions que la réponse est déjà préétablie. Il la nomme lui-même (« je parle de l'union européenne ») et ne laisse pas le temps à son auditoire d'avoir une pensée différente. Enfin, nous pouvons souligner qu'il nomme

l'Europe comme une entité capable d'actions concrètes pour la première fois dans son discours (« la seule entité capable de discuter ») et qu'il contribue ainsi à la personnifier davantage. Il dote l'Europe d'un pouvoir de négociation et de discussion auprès des parties en conflit. Par ces énoncés, il place l'Europe comme l'unique espoir de ramener la paix entre les deux pays en guerre. C'est comme si l'auditoire était contraint d'adhérer à ses propos dans le but de parvenir à la résolution du conflit.

Ce premier discours montre que l'Europe est devenue une force incontournable dans la politique internationale et qu'elle est la mieux placée pour répondre aux attentes diplomatiques qui entourent le conflit entre la Géorgie et la Russie. Nous pouvons relever une dernière section du discours qui résume cette idée:

« Il y a un rendez-vous le 8 septembre, il y a un plan, que le dialogue et la diplomatie fassent leur œuvre. Si cela marche, l'Union aura prouvé son efficacité, si cela ne marche pas, on est parfaitement tous d'accord les 27 et toutes les institutions, on se réunira alors et on prendra d'autres décisions ». (l. 344 à 347)

Cette déclaration appuie plusieurs des éléments que nous avons relevés précédemment. Survenant à la fin de la conférence de presse, nous pouvons noter qu'il réitère ici l'idée de médiation en parlant de « dialogue » et de « diplomatie ». Il pose donc une dernière fois les termes de ce qui a été entendu : l'Europe se chargera d'organiser le dialogue entre les différentes parties du conflit. Il identifie l'Europe comme la communauté qui aura été capable de gérer une crise d'une envergure sans pareille. Cependant, il n'oublie pas de protéger ses arrières en évoquant la possibilité d'un échec qui ne mettrait pas en péril l'unité des membres de l'union (« on est

parfaitement tous d'accord », « on se réunira »). Cette dernière phrase montre toute l'importance qu'accorde Nicolas Sarkozy à l'unité au sein de l'Europe.

Nous venons de mettre en évidence les trois principaux procédés utilisés par Nicolas Sarkozy pour renforcer l'objectif de son premier discours : faire accepter et mettre en place le rôle de l'Europe dans cette crise. La personnification, l'unification de l'auditoire et la création de la crédibilité de l'Europe constituent les éléments essentiels de ce premier discours. Nous avons tenté de montrer leur impact plus ou moins direct sur la perception de la situation par la population et de ce fait, sur la légitimité de l'implication de l'Europe. Nous avons également vu qu'ils ne sont pas totalement dissociables les uns des autres et qu'ils se complètent tout au long du discours. Nous allons maintenant présenter les deuxième et troisième discours qui nous permettent de comprendre comment Nicolas Sarkozy concrétise le rôle de médiateur.

5.2 Deuxième et troisième discours : la concrétisation du rôle de médiateur de l'Europe

Cette deuxième section concentre l'étude des deuxième et troisième discours. Nous avons choisi de faire une analyse commune à ces deux textes car ils présentent de fortes similitudes. En effet, ils interviennent au cours de la journée du 8 septembre 2008 et traitent chacun des suites des négociations menées entre Nicolas Sarkozy et les présidents des parties en conflit dans la guerre russo-géorgienne. Afin de comprendre cette association des deux discours, il convient d'expliquer plus clairement la situation en date du 8 septembre.

Ainsi que nous l'avons vu dans l'analyse qui précède, le 1^{er} septembre 2008, Nicolas Sarkozy avait convoqué un Conseil européen extraordinaire dans lequel il tirait les conséquences de l'échec du plan en six points proposé à la Russie et à la Géorgie le 12 août 2008. En effet, malgré que le plan ait été accepté par les deux parties en guerre, les tensions continuaient de persister dans les régions de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Pierre Chaillan explique dans le journal français *l'Humanité* que « le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré que Moscou ne retirerait ses troupes de Géorgie que lorsque les soldats géorgiens auraient regagné leurs casernes, se donnant implicitement un droit de regard sur le comportement des troupes de Tbilissi. Les forces géorgiennes "ont commencé à se retirer" d'Ossétie du Sud, mais pas de façon massive, a affirmé mercredi l'état-major de l'armée russe. D'un autre côté, la Géorgie souligne la présence des troupes russes à Gori et même à Poti en Géorgie » (Chaillan, le 12 août 2008). Ces faits marquent alors l'échec du premier plan visant un cessez-le-feu.

Cependant, après les décisions prises devant le Conseil européen le 1^{er} septembre 2008, Nicolas Sarkozy réitère une proposition de plan en six points visant à ramener la paix au sein des deux pays. Ce plan, basé sur le premier, a été modifié et proposé une nouvelle fois aux présidents russe et géorgien. Après discussions et négociations sur certains points, un nouvel accord a été conclu entre les deux parties en conflit.

Les deux conférences de presse du 8 septembre 2008 marquent la fin des négociations et l'annonce des décisions qui ont été conclu par les deux parties en guerre. Les engagements des deux pays concernent notamment le retrait des forces russes et géorgiennes dans les territoires d'occupation qui ne sont pas les leurs, et ce

en fonction de dates bien précises ; des mécanismes internationaux d'observateurs dans les régions fragiles de la Géorgie ; et l'engagement de discussions internationales sur le devenir de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie (*France Diplomatie*, 9 septembre 2008).

Nous avons donc choisi d'analyser ces deux textes dans une même section car ils traitent chacun des mêmes accords et des mêmes engagements qui ont été conclu par la Russie et la Géorgie. Chacun d'eux y explique le plan en six points et les décisions communes. De plus, l'objectif de Nicolas Sarkozy est le même dans les deux conférences : il organise le dialogue entre les parties dans le but de parvenir à l'acceptation du plan en six points.

Le 8 septembre 2008, les présidents donnent donc tour à tour une conférence de presse très attendue par le monde diplomatique. La première est donnée à Moscou entre Nicolas Sarkozy et Dimitri Medvedev. Le président russe présente dans un premier temps les accords et les engagements qui ont été conclus. Puis, Nicolas Sarkozy prend la parole à son tour afin d'exposer sa propre vision de la situation mais également afin d'expliquer le rôle primordial joué par l'Europe dans cette négociation. A la fin de cette conférence, Nicolas Sarkozy annonce qu'il part rejoindre le président géorgien à Tbilissi. Quelques heures plus tard, le président Sarkozy et Mikheil Saakachvili se réunissent dans la capitale géorgienne afin de donner la seconde conférence de presse. Les deux hommes y annoncent également des décisions et des engagements qui ont été conclu et Nicolas Sarkozy explique l'implication majeure de l'Europe qui a permis l'apaisement du conflit.

Lors du discours du 1^{er} septembre, Nicolas Sarkozy avait annoncé que l'Europe jouerait un rôle de médiateur dans le conflit russo-géorgien (premier

discours). Il avait alors introduit ce rôle sans pour autant l'avoir mis en action. Lors de ces deux conférences de presse, nous allons voir que ce nouveau rôle de médiateur devient de plus en plus concret. Dans ce qui suit, nous allons nous intéresser aux pratiques rhétoriques par lesquelles Nicolas Sarkozy concrétise le rôle de médiateur de l'Europe. Pour faciliter les références aux deux discours, nous appellerons le deuxième discours, « discours de Moscou », et le troisième discours, « discours de Tbilissi ».

5.2.1 L'Europe comme « un acteur de paix »

Nous avons vu dans la section précédente que Nicolas Sarkozy a su mettre en place le rôle de l'Europe comme médiateur du conflit russo-géorgien. Remplir le rôle de médiateur dans un conflit d'une telle envergure peut se manifester de plusieurs façons et signifier plusieurs choses. En effet, être le médiateur d'un conflit signifie, dans sa forme la plus courante, être « un intermédiaire, un arbitre, un conciliateur » (Larousse, 2010) lors d'une situation conflictuelle. Dans ce cas-ci, le médiateur détient un rôle majeur dans le conflit mais sans pour autant être mis au devant de la scène. Son rôle consiste alors à s'impliquer impartialement et à organiser le dialogue et la réconciliation entre les parties, sans en tirer un profit personnel. Le médiateur reste extérieur à la situation dans la mesure où l'occupation de son rôle ne doit pas servir son propre intérêt. Cependant, le rôle de médiateur peut également être joué de façon beaucoup plus engagée et active. En effet, la médiation peut être vécue comme un moment déterminant tant pour les parties en conflit que pour le médiateur lui-même. Son action vise à faciliter la réconciliation des parties en conflit mais elle peut également servir ses propres intérêts, notamment par la reconnaissance de sa

contribution au processus de réconciliation. Dans le cadre de notre analyse, nous allons voir que c'est cette seconde conception du rôle de médiateur qui semble être privilégiée, alors que l'Europe s'engage comme acteur de paix dans le conflit en cours.

Notre analyse des deux discours indique clairement que Nicolas Sarkozy présente l'Europe comme un acteur de paix. En effet, tout au long des deux conférences de presse, nous trouvons plusieurs références explicites à ce sujet. En particulier, le terme « paix » est utilisé plus de dix fois dans les discours.

Ainsi, dès le commencement de la prise de parole de Nicolas Sarkozy lors de la première conférence de presse à Moscou, le président affirme :

« Mais la volonté de l'Union européenne est de servir les intérêts de la paix. Depuis le 12 août, nous œuvrons, Monsieur Barroso, moi-même et la diplomatie française, Bernard Kouchner, au service de la paix. » (l. 109 à 112, discours de Moscou)

Dans cette première déclaration, nous constatons le rapport étroit entre le rôle joué par l'Europe et la volonté de servir les intérêts de la paix. Nicolas Sarkozy précise d'ailleurs que les actions de l'Europe sont motivées par la volonté d'être au service de la paix. De plus, il évoque la volonté de « l'Union européenne » de « servir les intérêts de la paix » pour ensuite préciser que cette même volonté concerne également les grands dirigeants européens. En cela, ce n'est pas seulement l'Europe, mais tous ceux qui la composent qui s'accordent sur la volonté d'agir au service de la paix.

Il réitère cette position dans le discours de Tbilissi en déclarant :

« Nous avons montré la volonté politique de l'Union européenne au service de la paix et je maintiens cette idée que, pour résoudre les problèmes que nous connaissons aujourd'hui ici en Géorgie, on peut les

résoudre par la diplomatie et par l'engagement politique » (l. 114 à 117, discours de Tbilissi)

Le président de l'Union européenne répète une nouvelle fois l'idée que la résolution pacifique est le moyen le plus approprié pour venir à bout du conflit en Géorgie. Il affirme à nouveau que la volonté de l'Europe a été d'agir « au service de la paix ». Cette double présence du thème de la paix a pour effet d'asseoir l'image de l'Europe dans le conflit : une Europe dont le but principal est de rétablir la paix au sein des deux pays en guerre.

Nous pouvons également relever dans le discours de Tbilissi que l'Europe est guidée par certains principes. En effet, Nicolas Sarkozy déclare :

« C'est important ce qui se passe ici parce que cela met en cause les principes qui ont présidé à la naissance de l'Union européenne. Ces principes, les droits de l'homme, l'intégrité de la Géorgie, la résolution des conflits par le dialogue, nous les faisons nôtres » (l. 83 à 86, discours de Tbilissi)

Dans cette déclaration, Nicolas Sarkozy évoque les principes propres à l'Union européenne : « les droits de l'homme », « l'intégrité » et « la résolution des conflits par le dialogue ». La résolution des conflits par le dialogue fait de nouveau référence à une manière pacifique de régler un conflit. Ainsi, il déclare agir au nom des principes démocratiques les plus fondamentaux.

Dans le discours de Moscou, nous constatons que Nicolas Sarkozy définit de façon plus précise le rôle de l'Europe. En effet, nous pouvons lire :

« Cela montre bien que quand l'Europe veut [...] elle peut être un facteur de paix. Elle peut jouer un rôle y compris dans des régions qu'on n'imaginait pas qu'elle puisse jouer ce rôle. » (l. 327 à 332, discours de Moscou)

Dans cette déclaration il présente l'Europe comme « un facteur de paix ». Le mot « facteur » désigne « un agent ou un élément qui concourt à un résultat » (Larousse,

2010). Être un facteur de paix signifie donc que l'Europe est un agent qui contribue à ramener la paix. Il utilise également le terme « rôle » pour rappeler que l'Europe a agi concrètement et que ce statut de « facteur de paix » se concrétise par un rôle et des actions particulières. Cependant, dans cette première déclaration, nous constatons que Nicolas Sarkozy n'accorde à l'Europe qu'une place parmi d'autres dans la résolution du conflit. Ce n'est que plus loin dans son discours que nous pouvons relever une déclaration qui précise l'importance du rôle de l'Europe en tant qu'acteur de paix :

« Je dis aussi à ceux qui nous poussaient à prendre des positions extrêmes que, quand on prend des positions extrêmes, on ne discute plus qu'avec une seule partie. Et, à ce moment-là, on n'est plus un acteur de paix. » (l. 333 à 336, discours de Moscou)

Il définit alors les bases du rôle d'un acteur de paix : ne pas adopter de positions extrêmes et être à l'écoute de chaque partie en conflit. Le rôle de l'Europe est de discuter tant avec la partie russe qu'avec la partie géorgienne dans le but de trouver une solution satisfaisante, sans recourir à la force militaire. Pour la première fois dans ce discours, nous sommes en présence du terme « acteur de paix » qui intervient seulement quelques lignes après la déclaration à propos du « facteur de paix ». Ce glissement du terme « facteur » au terme « acteur » est significatif. Le terme acteur signifie « personne qui participe activement à une entreprise, qui joue un rôle effectif dans une affaire, dans un événement ; protagoniste » (Larousse, 2010). Dans ce cas-ci, être acteur dans le conflit signifie occuper une position centrale et engagée dans le conflit.

Intéressons-nous maintenant à la description des actions menées par l'Europe qui contribuent à définir ce rôle de médiateur comme acteur de paix. Pour commencer, nous constatons que Nicolas Sarkozy insiste sur le fait que c'est le

dialogue qui a primé sur tout autre moyen de résolution du conflit : « Nous avons privilégié le dialogue et la fermeté. Ce n'est pas parce qu'on dialogue qu'on n'est pas fermes » (l. 99-100, discours de Tbilissi). Le fait de privilégier le dialogue dénote une manière pacifique de gérer la situation. Cependant, nous notons qu'il enrichit son propos en associant le dialogue à la fermeté. Ainsi, il équilibre parfaitement le rôle de l'Europe : elle dialogue tout en restant ferme.

De plus, nous lisons également :

« Je crois pouvoir dire que la négociation qui nous a occupés ces dernières heures a été fructueuse. Nous allons nous envoler maintenant pour la Géorgie, pour expliquer ce que nous avons signé et pour faire en sorte que chacune des parties s'engage au service de la paix » (l. 140 à 143, discours de Moscou)

Dans ce passage, nous relevons deux actions liées au rôle de médiateur. Dans un premier temps, il parle de « négociation » (« la négociation qui nous a occupés ces dernières heures »). La négociation constitue inévitablement l'une des bases du rôle de médiateur. Puis, il explique qu'il part rejoindre le président géorgien pour lui faire part des résultats de ces négociations afin qu'il les accepte et que chacune des parties « s'engage au service de la paix ». En cela, il occupe clairement le rôle d'intermédiaire dans le conflit dont le but est de parvenir à concilier les deux parties et à les mettre sur la voie d'un retour vers la paix. Ce rôle d'intermédiaire est également mis de l'avant un peu plus loin dans le discours lorsqu'il déclare : « Je crois qu'il a fallu garder à chaque moment le contact au plus haut niveau avec les autorités russes. Ne pas perdre à chaque moment le contact avec les autorités géorgiennes pour essayer d'apporter cet apaisement » (l. 336 à 338, discours de Moscou). Dans cette déclaration, il montre non seulement qu'il a joué le rôle

d'intermédiaire mais également qu'il a su gérer le temps de discussion tant avec la partie russe qu'avec la partie géorgienne.

De plus, il précise : « Je veux d'ailleurs dire, de ce point de vue, que la discussion que nous avons eue avec le Président Medvedev, comme il l'a très bien dit, ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout » (l. 146 à 148, discours de Moscou) et il déclare plus loin : « Il y a des règles internationales, celles-ci doivent être respectées » (l. 234-235, discours de Moscou). Par ces propos, nous comprenons que des points de désaccord existent entre le président Sarkozy et le président Medvedev. Nicolas Sarkozy montre ainsi une certaine fermeté et sa volonté de respecter les règles qui régissent le monde politique. En cela, il occupe son rôle en étant ferme et en agissant dans le respect de la loi.

L'ensemble de ces déclarations nous montre les différentes actions menées par Nicolas Sarkozy qui correspondent parfaitement à son rôle de médiateur comme acteur de paix : négocier pour servir les intérêts de la paix, être un intermédiaire juste et objectif, préférer le dialogue et agir dans le respect des lois. Tout au long des deux discours, Nicolas Sarkozy expose donc les actions de l'Europe et prouve qu'elle a accompli sa mission en remplissant les conditions indispensables à un médiateur œuvrant pour rétablir la paix. L'Europe prouve, à travers ses actions, qu'elle mérite son statut d'acteur de paix. Toutes ces déclarations montrent que le thème de la paix et plus précisément celui de l'Europe en tant qu'acteur de paix est particulièrement présent au sein des deux discours. Elles permettent à l'Europe d'affirmer son potentiel en tant qu'acteur de paix et de montrer au reste du monde sa capacité à remplir efficacement son rôle de médiateur. Nous allons maintenant voir comment Nicolas Sarkozy établit cette efficacité.

5.2.2 *Une Europe efficace*

Cette seconde section consiste à comprendre les procédés rhétoriques utilisés par Nicolas Sarkozy pour concrétiser le rôle de médiateur joué par l'Europe. Dans un contexte comme celui-ci, le rôle de médiateur se matérialise lors de rencontres privées entre les différentes parties en conflit. Ces rencontres ne sont pas dévoilées au grand jour et restent du domaine du huis clos. Être le médiateur d'un conflit signifie donc avoir un rôle majeur mais sans pour autant prendre les devants dans les médias. Un des objectifs de Nicolas Sarkozy consiste donc à montrer de façon concrète le rôle joué par l'Europe dans ces négociations, et plus particulièrement son efficacité lors de ce conflit. Nous allons voir que ces discours remplissent cette mission à travers plusieurs procédés rhétoriques.

Le premier procédé concerne l'utilisation omniprésente d'un lexique se rapportant à l'action et au concret. Dans chacun des discours nous pouvons relever des passages clés qui nous montrent l'importance de ce lexique. Dans la conférence de presse de Tbilissi, nous pouvons notamment lire :

« Dans le texte, il y a un engagement, il y a une date, il y a des rendez-vous. En tant que l'un des négociateurs de ce texte, je ne peux vous dire qu'une seule chose, c'est qu'il est d'une précision toute scientifique. Le 15 octobre, il ne doit plus y avoir un seul soldat russe qui soit sur des positions qui n'étaient pas celles où il se trouvait avant le 7 août. C'est clair et c'est simple. » (209 à 213, discours de Tbilissi)

Plusieurs éléments de ce passage méritent d'être notés. Dans un premier temps, nous remarquons que le lexique du temps (date, rendez-vous, 15 octobre, 7 août) est très présent dans cette déclaration. Il l'est également dans l'ensemble des deux discours. Par exemple, nous pouvons relever un autre passage dans le discours de Moscou dans lequel Nicolas Sarkozy déclare : « Dans une semaine les check-points

démantelés, dans un mois les forces militaires russes en dehors du territoire géorgien » (l.143-144, discours de Moscou). Nous lisons également dans le discours de Moscou :

« Ce que nous avons décidé avec le Président Medvedev signifie concrètement dans une semaine maximum la levée des check-points entre Poti et Senaki. Je remercie la partie russe d'avoir accepté de mettre des délais précis. Dans une semaine, dans un mois, le retrait complet des forces militaires russes du territoire géorgien hors Ossétie et Abkhazie, un mois. » (l. 112 à 117, discours de Moscou)

Plusieurs fois dans les deux discours, Nicolas Sarkozy fait référence à des échéances précises. Dès qu'il annonce la mise en place d'une action, il fait directement référence à une date. Cette association lui permet non seulement de concrétiser les décisions prises, mais également de démontrer que ces décisions seront mises en action. De plus, en utilisant les termes « une semaine » ou « un mois », l'orateur suggère une certaine rapidité dans les actions. En effet, parler de délais si courts en temps de guerre permet non seulement de montrer le succès mais aussi la rapidité des actions menées par l'Europe.

Cette utilisation omniprésente du champ lexical du temps est également accompagnée d'un sens approfondi du détail. Nicolas Sarkozy nomme lui-même ce souci du détail en parlant d'une « précision toute scientifique » et de « délais précis ». Cette précision a pour effet de donner de la rigueur et de la clarté aux actions menées par l'Europe. En effet, l'auditoire a une vision nette et précise de la situation. L'orateur termine d'ailleurs sa première déclaration par : « C'est clair et c'est simple ». Dans l'ensemble, ces propos lui permettent d'établir l'efficacité des actions de l'Europe.

Nicolas Sarkozy renforce le caractère efficace du rôle de l'Europe en mettant en évidence le thème de l'engagement dans son discours. En effet, en évoquant l'engagement, Nicolas Sarkozy assure la mise en action des décisions et démontre donc une certaine efficacité dans le processus de résolution du conflit. Nous avons d'ailleurs souligné le terme « engagement » dès la première citation de Nicolas Sarkozy. Nous remarquons qu'il est souvent présent dans les discours :

« Le Président Medvedev l'a indiqué je le confirme, le Président Barroso et le Haut Représentant Solana ont signé une lettre garantissant le soutien de l'Union européenne au principe de non recours à la force. J'ai moi-même remis au Président Medvedev une lettre du Président Saakashvilli s'engageant à ne pas recourir à la force en Abkhazie ; le même engagement pour l'Ossétie étant recouvert par l'accord du 12 août. Enfin, l'engagement de discussions internationales à Genève à compter du 15 octobre » (l. 125 à 133, discours de Moscou)

Nous notons trois utilisations du terme « engagement » ainsi que l'emploi du verbe garantir. Le verbe engager signifie être « lié moralement par une promesse » (Larousse, 2010). Par ces propos, l'orateur crée donc une relation de confiance avec son auditoire en lui assurant « l'engagement » des parties en conflit. Par l'utilisation répétitive de ce terme, Nicolas Sarkozy semble accorder une importance particulière à l'engagement et à ses effets sur son rôle de médiateur. En effet, en mettant l'accent sur cette facette de la médiation, Nicolas Sarkozy prouve que son rôle a été efficace et utile puisque les parties en conflit sont prêtes à s'engager pour une résolution pacifique.

De plus, nous constatons que la mise en évidence de l'efficacité de l'Europe passe également par la démonstration du succès de ses actions : « Nous avons quatre objectifs : le retrait des forces militaires russes et un calendrier précis. C'est fait. Le déploiement d'observateurs internationaux. C'est accepté. » (l. 281-283, discours de

Moscou). Il est important de noter la structure de ce passage. Il entame son propos par : « Nous avons quatre objectifs ». Autrement dit, il fait référence aux missions de l'Europe qui ont été réalisées. En parlant « d'objectifs », il montre à l'auditoire que l'Europe avait un but à atteindre. En ce sens, elle a efficacement rempli sa mission puisqu'elle a répondu aux quatre objectifs fixés. Ensuite, il nomme ces derniers et les fait suivre d'un propos court, simple et non équivoque (« C'est fait », « C'est accepté »). Ces deux déclarations marquent clairement le succès des missions de l'Europe. Cependant, en déclarant seulement : « C'est fait » ou : « C'est accepté », nous pourrions croire que le résultat a été facile à obtenir, ce qui contribue aussi à établir l'efficacité de l'Europe. Nous sommes donc en présence d'une certaine sous-estimation de la situation mais sans pour autant oublier l'importance que représente la réussite d'une telle mission. Ce faisant, il prouve donc que si les actions ont été accomplies avec succès, c'est bien que l'Europe a été efficace dans la mise en place des mesures pour les réaliser. Une fois de plus, nous retrouvons l'idée de la concrétisation du rôle de l'Europe à travers le succès de ses missions.

Nous pouvons également noter une référence dans laquelle nous remarquons la mise en évidence des succès des actions de l'Europe dans son rôle de médiateur :

« Le résultat, c'est l'Union européenne qui a obtenu le cessez-le-feu, c'est l'Union européenne qui discute avec le Président MEDVEDEV les conditions du retrait des militaires russes et c'est l'Union européenne qui va engager les discussions internationales à Genève » (344 à 348, discours de Moscou)

Plusieurs éléments sont à relever dans ce passage. Le premier concerne le terme *résultat*, utilisé dès le début de la prise de parole. Dans les situations de médiation c'est généralement le résultat qui est l'élément déterminant. En effet, le résultat représente l'aboutissement des discussions et plus encore, l'aboutissement du conflit

en lui-même. La résolution du conflit est conditionnée par le résultat obtenu lors des négociations. En utilisant ce terme dès le commencement de sa déclaration, il s'assure alors l'attention de l'auditoire, ce dernier se trouvant dans l'attente de l'annonce des résultats. Nous constatons également la répétition de la phrase « c'est l'Union européenne qui », associée directement à un verbe d'action (discuter, engager). Nous pouvons noter que ces deux verbes d'action se rapportent directement au lexique du médiateur. Cette structure de phrase montre le rôle essentiel joué par l'Union européenne : c'est elle qui est à l'origine des actions. De plus, les deux actions énoncées par Nicolas Sarkozy représentent les éléments les plus importants du conflit (à court terme, le retrait des forces militaires russes et à long terme, l'engagement de discussions internationales). L'Europe est donc présente sur les fronts les plus importants et s'implique du début à la fin du conflit. En somme, elle gère les éléments les plus délicats et les plus fondamentaux dans la résolution du conflit à court et long terme. En cela, elle s'implique concrètement dans la résolution du conflit et elle accomplit son rôle de façon efficace.

En résumé, nous venons de voir que les deux discours présentent de nombreux éléments participant à montrer l'efficacité des actions de l'Europe. L'utilisation intensive des thèmes de l'action et du concret dans les discours a pour effet de consolider le rôle de l'Europe et de lui donner davantage d'importance. A travers ce premier rôle de médiateur, l'Europe montre qu'elle est capable d'occuper une position déterminante dans le monde diplomatique international. La façon dont elle gère son rôle et sa mission constitue un élément déterminant pour son image et pour sa crédibilité.

5.2.3 *Une Europe réaliste et sage*

Nous allons maintenant voir que Nicolas Sarkozy adopte souvent un ton modéré marquant un sens des responsabilités et une vision réaliste de la situation. Nous remarquons cette facette du discours dès les premières lignes de sa prise de parole lors de la conférence de presse de Moscou :

« Je pourrais résumer [la situation] de la façon suivante : nous ne pensons pas résoudre en 4 heures de discussions la totalité des questions qui préoccupent le Caucase depuis des années » (l. 107 à 109, discours de Moscou)

Comme Nicolas Sarkozy l'indique, cette première déclaration est un résumé de la situation aux yeux du président. Il est intéressant de noter qu'il déclare alors son incapacité à résoudre entièrement le conflit. Cette limite est le premier élément déclaré par le président avant même de montrer les solutions qui ont été trouvées à court terme pour mettre fin à la guerre. Par ce propos, Nicolas Sarkozy semble prendre les devants : il explique que les décisions prises apaiseront les tensions à court et moyen terme mais qu'elles ne permettent pas une résolution durable du conflit latent qui existe entre les deux pays depuis plusieurs années. Il gère ainsi les attentes de l'auditoire en adoptant une vision modérée et raisonnable face à la situation. Au cours de ces deux discours nous retrouvons plusieurs procédés de ce genre.

Le premier consiste à minimiser les actions de l'Europe tout en montrant le caractère incroyable de ces dernières. Plus concrètement, cela consiste à former une déclaration en deux parties bien distinctes : la première sert à modérer voire à minimiser les actions de l'Europe et la seconde consiste à vanter les mérites de ces

mêmes actions. Ces deux parties de phrase sont toujours associées par la conjonction « mais ». Cette conjonction de coordination a pour effet d'unir deux éléments tout en marquant leur opposition. Dans le discours de Moscou, nous lisons par exemple : « J'admets bien volontiers que tout n'est pas résolu, mais ce qui a été résolu aujourd'hui est assez considérable » (l. 184 – 185, discours de Moscou). La conférence de presse de Tbilissi présente également ce type de formulation :

« Loin de moi l'idée de dire que le travail que nous avons fait avec M. Barosso, M. Kouchner et M. Solana est parfait mais ce travail-là qui a permis d'arrêter une guerre en moins de 10 jours » (l. 77 à 79, discours de Tbilissi)

Nous lisons également plus loin dans ce discours :

« Nous n'avons pas tout résolu. Qui peut prétendre résoudre les problèmes en un mois ? Mais nous aurons montré la volonté politique de l'Union européenne au service de la paix » (l. 113 à 115, discours de Tbilissi)

Dans chacun de ces exemples, la déclaration commence tout d'abord par minimiser les résultats obtenus (« j'admets bien volontiers que tout n'est pas résolu », « loin de moi l'idée de dire que le travail que nous avons fait [...] est parfait » et « nous n'avons pas tout résolu ») pour ensuite amplifier ces mêmes actions. En atténuant le succès des actions de l'Europe, Nicolas Sarkozy montre que cette dernière agit en étant totalement consciente de la complexité de la situation. Ces phrases produisent deux effets distincts. Le premier consiste à penser que l'Europe n'a pas entièrement accompli la mission qu'elle s'était fixée et montre qu'elle est consciente de ses limites. Le second rend les paroles de Nicolas Sarkozy beaucoup plus raisonnables et objectives face à la situation. En effet, il admet être conscient de la gravité de la situation et de l'incapacité de l'Europe à résoudre l'intégralité des problèmes. Il gère donc les attentes de l'auditoire et adopte un ton mesuré et précautionneux. En cela, il

montre que le rôle de médiateur de l'Europe n'est pas pris à la légère et que l'Europe agit de façon sensée et objective. Elle est consciente de ses limites et des difficultés qui se posent à elle. Puis, dans chacun des exemples, nous remarquons une gradation (« ce qui a été résolu aujourd'hui est assez considérable », « ce travail-là qui a permis d'arrêter une guerre en moins de 10 jours » et « nous aurons montré la volonté politique de l'Union européenne au service de la paix »). C'est-à-dire que nous notons une nette progression des conséquences positives des actions et du rôle de l'Europe.

En somme, par ce premier procédé, Nicolas Sarkozy présente le portrait exemplaire du médiateur : avoir un comportement raisonnable et responsable tout en parvenant à accomplir le maximum considérant la situation. En cela, l'Europe occupe parfaitement sa position de médiateur de la crise et montre qu'elle gère son rôle de façon exemplaire.

Nicolas Sarkozy semble également vouloir montrer le caractère « sage » de l'Europe. En effet, dans le discours de Moscou nous lisons par exemple :

« Monsieur le Président Medvedev, que le monde ne retrouve pas une guerre froide dont nous n'avons pas besoin. Il y a suffisamment de foyers de guerre, d'incompréhension et d'opposition pour que l'on ne se lance pas dans des aventures de cette nature sans réfléchir et sans tout faire pour essayer de faire prévaloir la paix » (l. 179 à 183, discours de Moscou)

Nous remarquons en premier lieu que Nicolas Sarkozy s'adresse directement au président russe. Il emploie une formulation de phrase qui laisse sous-entendre qu'il donne une leçon de sagesse à son homologue russe. En effet, en déclarant « que le monde ne retrouve pas une guerre froide dont nous n'avons pas besoin » ou encore : « Il y a suffisamment de foyers de guerre, d'incompréhension et d'opposition », il ne laisse pas d'autre choix à son auditoire que d'adhérer à ses propos. Ces derniers

correspondent à des idéologies acceptées par la plupart des pays occidentalisés et donc difficilement réfutables par l'auditoire. Il nomme ensuite les comportements les plus sages à adopter : « réfléchir » et « faire prévaloir la paix ». L'association des différents éléments de cette déclaration montre le caractère particulièrement sage et empathique de Nicolas Sarkozy.

Nous retrouvons également la présence de cette sagesse un peu plus loin dans son discours lorsqu'il déclare :

« Nous voulons un partenariat et nous voulons la paix mais qui peut imaginer que cela arrangerait les affaires du monde qu'il y ait une opposition entre l'Union européenne et la Russie ? Vraiment, a-t-on besoin de cela ? » (l. 241 à 244, discours de Moscou).

Encore une fois, nous remarquons le comportement sage et réfléchi de Nicolas Sarkozy. Pour ce faire, il utilise d'une part un lexique qui montre son idéologie exemplaire : vouloir le partenariat et la paix. D'autre part, il emploie la forme interrogative : « Vraiment, a-t-on besoin de cela ? » après avoir parlé d'opposition entre l'Union européenne et la Russie. L'éloquence de cette déclaration se trouve dans le terme « vraiment ». En effet, ce mot est employé de façon à accentuer la force de sa déclaration. L'utilisation du terme « vraiment », associé au reste de la déclaration, renvoie à l'idée qu'il souhaite faire prendre conscience à l'auditoire des conséquences néfastes de certains actes. Il se conduit comme la personne incarnant la sagesse et souhaitant la faire naître chez les autres.

En somme, Nicolas Sarkozy présente une Europe qui a le contrôle de la situation et qui la gère de façon réfléchie, modérée et sage. L'Europe incarne donc le candidat exemplaire pour remplir cette mission de médiateur.

Dans l'analyse de ces deuxième et troisième discours, nous avons vu trois procédés majeurs: l'identification de l'Europe comme un acteur de paix ; une Europe qui semble être particulièrement efficace dans son rôle, mais qui n'en n'oublie pas pour autant de garder un certain sens du réalisme et de la sagesse.

La prochaine section est consacrée à l'émergence de l'Europe comme acteur clé de la scène politique mondiale. Cette vision apparaît déjà discrètement dans la dernière partie du discours de Moscou, dans laquelle nous lisons : « Dans cette crise, on a vu l'émergence d'un acteur de poids, l'Union européenne pour essayer de trouver les voies de l'apaisement dans une guerre au Caucase » (l. 322 à 324, discours de Moscou)

Nous allons donc maintenant nous intéresser aux procédés rhétoriques, présents dans le quatrième discours, qui participent à mettre en évidence l'émergence de ce nouvel acteur de poids qu'est devenue l'Union européenne.

5.3 Quatrième discours : l'émergence d'une nouvelle Europe

Ce quatrième discours marque un tournant déterminant dans notre corpus et pour le processus rhétorique de développement de l'essor de l'Europe qui nous intéresse. En effet, jusqu'ici, les deux premières parties du chapitre nous ont montré comment Nicolas Sarkozy est parvenu à conférer un rôle majeur à l'Europe dans le conflit russo-géorgien, et surtout à mettre ce rôle en action de manière à le faire accepter par l'auditoire. Cette troisième partie souligne une étape de plus dans le processus rhétorique du développement de l'Europe : elle est l'occasion de montrer l'émergence d'une nouvelle Europe.

Le quatrième discours est une allocution de Nicolas Sarkozy devant le Parlement européen qui se tient à Strasbourg. Ce discours, énoncé le 21 octobre 2008, intervient à mi-chemin de la présidence de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Union européenne. C'est un discours officiel et planifié qui a pour objectif de rendre compte des actions et des décisions de l'Europe au cours de la présidence de Nicolas Sarkozy. Au moment de l'énonciation de ce discours, deux événements majeurs ont déjà marqué cette présidence : la guerre russo-géorgienne et la crise économique. Ce sont deux crises dans lesquelles l'Union européenne s'est fortement impliquée et qui seront les sujets principaux de ce discours. Tout au long de ce quatrième discours, Nicolas Sarkozy rend compte des actions de l'Europe sur ces deux crises majeures. Il y explique l'étendue de l'implication de l'Europe, les décisions et les actions qu'elle a entreprises ainsi que les conséquences de ces dernières. Il évoque également trois sujets sans rapport direct avec ces crises : le « paquet énergie-climat », visant à trouver des solutions communes pour lutter contre le réchauffement climatique ; le pacte d'immigration, consistant à élaborer une politique d'immigration commune au sein de l'Europe ; et la réforme des institutions européennes. Ces sujets représentent également des faits majeurs survenus pendant la présidence de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Union européenne.

La trame de son discours consiste alors à montrer ce qu'a accompli le gouvernement européen au cours des différentes crises et faire comprendre en quoi l'implication de l'Europe est (ou a été) fondamentale pour la résolution de celles-ci. Cependant, nous allons voir que la principale ligne directrice du discours consiste aussi à prouver au reste du monde que l'Europe devient une communauté de plus en plus capable de s'imposer comme l'une des grandes puissances mondiales. En ce

sens, Nicolas Sarkozy commence à instaurer une nouvelle image de l'Europe, qui découle de l'ensemble des actions prises durant la gestion des deux crises.

5.3.1 Une Europe puissante

L'un des premiers procédés utilisés par Nicolas Sarkozy dans ce quatrième discours consiste à mettre en évidence la puissance de l'Europe. En effet, après s'être fortement impliqué dans la résolution du conflit russo-géorgien ainsi que dans la gestion de la crise financière, Nicolas Sarkozy semble vouloir démontrer la nouvelle puissance que représente l'Europe.

Cette démonstration passe dans un premier temps par le compte rendu des actions de l'Europe durant ces deux crises. Nous le comprenons d'ailleurs dès le commencement de son discours lorsqu'il déclare : « C'est un honneur pour moi de venir une nouvelle fois devant le Parlement européen rendre compte de l'action de la présidence du Conseil à un moment tellement important pour l'Europe » (l. 9 à 11). Ce discours, tel que nous l'avons vu précédemment, se tient dans le cadre d'un compte rendu officiel des actions de l'Europe lors de la présidence de Nicolas Sarkozy. Cependant, il est intéressant de noter qu'il se déroule, selon Nicolas Sarkozy, « à un moment tellement important pour l'Europe ». En effet, au moment de ce discours, l'Europe est encore fortement impliquée dans le conflit russo-géorgien et la crise financière et économique. Par cette déclaration, Nicolas Sarkozy présente donc le contexte de son discours : l'Europe est impliquée dans deux situations d'envergure mondiale pour lesquelles il est primordial de trouver des solutions.

Par la suite, en évoquant dans le détail les différentes situations auxquelles l'Europe a eu à faire face, Nicolas Sarkozy montre à son auditoire les capacités de sa

communauté ainsi que ses facultés à résoudre des crises d'envergure. Nous remarquons que cette démonstration se fait généralement sous forme de récit. Nous lisons par exemple :

« Le 8 août, la crise s'est déclenchée. Le 12 août, avec Bernard Kouchner, nous étions à Moscou pour obtenir le cessez-le-feu. Je ne dis pas que ce fut parfait, je dis simplement qu'en quatre jours, l'Europe a obtenu un cessez-le-feu. Et début septembre, l'Europe a obtenu l'engagement d'un retrait sur les lignes d'avant le début de la crise du 8 août. En deux mois, l'Europe a obtenu la fin d'une guerre et le retrait de troupes d'occupation » (l. 41 à 46)

Dans cet extrait, l'orateur évoque des dates précises, en ordre chronologique, associées à des événements marquants. Il est intéressant de noter que le récit n'évoque pas les actes d'agression commis par les acteurs de la guerre mais plutôt les actions de l'Europe qui ont permis l'apaisement des tensions. Ainsi, l'accent est mis sur la participation de l'Europe dans le conflit et sur les exploits qu'elle a accomplis.

La dernière phrase de cette déclaration résume bien ces exploits : « En deux mois, l'Europe a obtenu la fin d'une guerre et le retrait de troupes d'occupation ». Par ces propos, Nicolas Sarkozy insiste sur l'importance de ce qui a été réalisé. En effet, l'orateur cadre dans un premier temps la situation en fonction d'une période courte et précise (« en deux mois »), pour ensuite énumérer des accomplissements majeurs et quasi extraordinaires dans un laps de temps si court. Ainsi que nous l'avons vu dans les sections précédentes, les tensions entre la Russie et la Géorgie perdurent depuis plusieurs années. Le déclenchement des hostilités, survenu le 7 août 2008, a marqué le début d'une situation très tendue, aux allures de guerre. Dans ce contexte, les résultats obtenus relèvent presque de l'exploit et de l'inespéré. C'est d'ailleurs sur cet aspect que Nicolas Sarkozy se base pour établir la puissance de l'Europe, alors qu'il insiste sur les dates précises et la rapidité d'action de l'Europe. En cela, il présente

une Europe capable de résoudre un conflit compliqué et latent en l'espace de seulement quelques semaines.

Il déclare ensuite, un peu plus loin dans son discours, que « L'Europe a fait la paix » (l. 69). Il appuie ses propos quelques lignes plus loin en déclarant : « On est passé à deux doigts de la catastrophe ; mais grâce à l'Europe, une Europe déterminée, cette catastrophe n'a pas eu lieu » (l. 79 à 81). Une fois de plus, c'est l'Europe qui est à l'origine de l'apaisement des tensions. Il définit d'ailleurs la situation comme une catastrophe qui a pu être évitée « grâce » à la prise en charge de la gestion du conflit par l'Europe. En cela, l'Europe est présentée comme un sauveur. Elle représente la communauté qui a permis d'éviter de nombreux désastres humains et économiques.

Nous remarquons également des procédés rhétoriques permettant d'établir la puissance de l'Europe lorsque Nicolas Sarkozy évoque la crise financière. Il insiste alors sur les actions de l'Europe qui ont permis de mettre au point un plan de relance économique. Il résume ces actions de la ligne 84 à la ligne 132. Il déclare notamment : « Obtenir une position commune n'était pas simple. Nous [les dirigeants en charge de l'Union européenne] avons d'abord proposé la réunion des quatre pays européens membres du G8 » (l. 103-104) ; puis « nous avons réussi, dans l'Eurogroupe, à nous mettre d'accord sur un plan gigantesque, 1 800 milliards d'euros » (l. 122 -123). Ensuite, « nous sommes partis au Conseil européen qui a adopté la même stratégie et à partir de ce moment-là, on a pu calmer les marchés en Europe » (l. 126-127). Il explique également que le plan de relance américain « s'inspire très largement du plan européen » (l. 129). Encore une fois, l'Europe est ici un acteur de poids. Elle est à l'origine des solutions trouvées face à la crise.

Par l'ensemble de ces énoncés, l'Europe commence à s'imposer comme une puissance mondiale et cela s'intensifie lorsque Nicolas Sarkozy fait intervenir les États-Unis. En effet, nous allons voir que Nicolas Sarkozy fait plusieurs références aux États-Unis dans le but de positionner l'Europe sur le même pied d'égalité que la première puissance mondiale.

Lorsqu'il évoque la gestion du conflit russo-géorgien, nous lisons :

« Certains disaient - et ils avaient des raisons pour le dire - que le dialogue était inutile et que la réponse à l'action militaire devait être militaire : folie ! L'Europe a vu la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre froide. L'Europe ne doit pas être complice d'une nouvelle guerre froide, subie par le seul fait d'un manque de sang-froid. Ce fut un problème que nous avons surmonté avec nos alliés américains, qui pensaient que le déplacement à Moscou n'était pas opportun. Malgré tout, nous avons joué main dans la main avec nos alliés américains. Ils avaient une position qui n'était pas la même que la nôtre. Nous avons essayé de construire une collaboration plutôt qu'une opposition. Et franchement, vu l'état du monde aujourd'hui, je ne pense pas qu'il ait besoin d'une crise entre l'Europe et la Russie. Ce serait irresponsable » (l. 47 à 58)

Cette déclaration met en évidence les relations entre les États-Unis et l'Union européenne concernant la gestion du conflit. Nous comprenons dans un premier temps que Nicolas Sarkozy est en désaccord avec certaines positions adoptées dans la gestion du conflit (« Certains disaient [...] que le dialogue était inutile et que la réponse à l'action militaire devait être militaire »). Il ne nomme alors personne en particulier puisqu'il parle de « certains ». Cependant, le désaccord est profond puisque Nicolas Sarkozy emploie le terme « folie », s'opposant littéralement à la raison qui est pourtant un point déterminant dans ce genre de situation. Puis, l'orateur évoque la Guerre froide sans pour autant nommer une nation en particulier. Cependant, la Guerre froide fait directement référence à deux puissances mondiales : La Russie et les États-Unis, deux acteurs qui sont une nouvelle fois présents dans ce

conflit. Nous comprenons alors que Nicolas Sarkozy est en désaccord avec certaines positions adoptées mais qu'il ne désire cibler ni blâmer aucune nation en particulier.

Nicolas Sarkozy précise ensuite clairement qu'il existe des tensions entre l'Union européenne et les États-Unis sur la façon de gérer le conflit « Ils [les Américains] avaient une position qui n'était pas la même que la nôtre ». Cependant, même en évoquant ces tensions, il montre à son auditoire que les deux puissances ne sont pas concurrentes puisqu'elles sont « alliées » (terme qu'il répète à deux reprises). Il explique alors que malgré les divergences de points de vue (auxquelles il fait référence à trois reprises au cours de cette déclaration), les deux gouvernements ont travaillé ensemble afin de trouver la meilleure solution pour régler le conflit. En effet, il déclare : « Nous avons joué main dans la main avec nos alliés américains » et il parle de « collaboration » entre les deux puissances. Nous comprenons alors que les deux gouvernements étaient en désaccord concernant la manière d'agir au Caucase mais qu'ils sont parvenus à s'accorder sur ce sujet. L'association des termes « alliés », « joué main dans la main » et « collaboration » montre que Nicolas Sarkozy place l'Europe au même niveau que les États-Unis puisqu'ils ont besoin l'un de l'autre pour gérer le conflit. Selon lui, leur puissance est donc égale.

Cette déclaration prend tout son sens lorsqu'il annonce : « Et franchement, vu l'état du monde aujourd'hui, je ne pense pas qu'il ait besoin d'une crise entre l'Europe et la Russie. Ce serait irresponsable ». Les termes « et franchement » créent la liaison entre les propos précédents et cette nouvelle déclaration. Nous comprenons que Nicolas Sarkozy fait de nouveau référence aux divergences entre les deux pays. La liaison « et franchement » marque la volonté de montrer les conséquences de la prise de position américaine. D'ailleurs, il poursuit cette déclaration, de façon

ironique, en montrant ce qui se produirait si les positions du gouvernement américain étaient mises en action. Il évoque alors une possible crise entre l'Europe et la Russie. Enfin, il conclut l'ensemble de son propos en définissant la situation comme « irresponsable ». Il qualifie alors les prises de position américaines comme déraisonnables, en opposition avec la voix de l'Europe qui est raisonnable. En effet, tout au long de cette déclaration, nous comprenons que les deux puissances ont une vision différente concernant la façon d'agir dans le conflit. Cependant, Nicolas Sarkozy place l'Union européenne sur un pied d'égalité avec les États-Unis pour gérer ce conflit. Il montre les faiblesses du gouvernement américain afin de mettre l'accent sur la nouvelle puissance que représente l'Europe.

Par l'analyse de cette première référence au gouvernement américain, nous comprenons que Nicolas Sarkozy ne s'oppose pas à la première puissance mondiale, mais tente plutôt d'établir une relation d'égalité entre les deux nations. Nous allons voir que ce procédé se poursuit alors que Nicolas Sarkozy parle de la gestion de la crise financière. Il déclare : « Qu'est-ce que l'on a essayé de faire ? Il y a eu le plan Paulson I, qui n'a pas fonctionné. Ce n'est pas critiquer que de le dire, c'est décrire une réalité » (l. 96-97). Nous lisons également :

« Puis, nous sommes partis au Conseil européen qui a adopté la même stratégie et à partir de ce moment-là, on a pu réussir à calmer les marchés en Europe. Bonne surprise : le plan Paulson II est arrivé, et chacun a pu observer que ce plan Paulson II s'inspire très largement du plan européen. Il n'y a aucune gloriole à en tirer. Il y a seulement à réfléchir » (l. 126 à 130)

Par ces propos, nous comprenons que Nicolas Sarkozy cherche à montrer la place centrale de l'Europe dans la gestion de la crise financière. En effet, nous lisons dans un premier temps que le plan proposé par le gouvernement américain pour faire face

à la crise économique est un échec (« il y a eu le plan Paulson I, qui n'a pas fonctionné »). En déclarant ceci, il explique que ce n'est pas pour pointer du doigt l'échec des propositions américaines mais simplement pour faire un constat de la situation (« ce n'est pas critiquer que de le dire, c'est décrire une situation »). Par cette déclaration, il semble vouloir minimiser le constat d'échec.

Puis, Nicolas Sarkozy explique que l'Europe a proposé de nouvelles idées pour un plan de relance économique, qui a fonctionné en Europe. S'ensuivent alors les propos « bonne surprise » qui marquent un tournant dans la situation. En effet, en déclarant ceci, l'auditoire s'attend à l'annonce d'un changement positif. Cependant, l'annonce de cette « bonne surprise » se déroule en deux étapes. En effet, dans un premier temps, Nicolas Sarkozy annonce la mise en place du plan Paulson II, qui constitue une étape clé dans l'apaisement de la crise financière ; puis, dans un deuxième temps, il explique que ce plan « s'inspire très largement du plan européen ». Autrement dit, Nicolas Sarkozy affirme que les États-Unis ont mis au point un plan de relance qui ressemble de très près à celui proposé par le gouvernement européen. En cela, ce ne sont pas les États-Unis qui sont à l'origine des solutions trouvées pour résoudre la crise mais l'Union européenne. Nicolas Sarkozy montre d'ailleurs à l'auditoire qu'il est conscient de l'apport majeur de l'Europe puisqu'il déclare : « Il n'y a aucune gloriole à en tirer ». En disant cela, il apparaît modeste tout en montrant à l'auditoire l'importance de l'implication de l'Union européenne dans la résolution de la crise.

Cette présentation de la gestion de la crise financière permet au président de l'Union européenne de montrer que c'est l'Europe qui a été capable de trouver les solutions plausibles et durables face à la crise qui ébranle le monde entier tout en

restand prudent concernant les relations avec les États-Unis. Ce procédé est également présent plus loin dans le discours lorsque Nicolas Sarkozy déclare :

« Est-ce que le reste du monde peut continuer à porter les déficits de la première puissance mondiale sans avoir un mot à dire ? La réponse est clairement non. Il ne sert à rien, d'ailleurs, de désigner un coupable. Il sert simplement de trouver les voix et les moyens pour que cela ne se reproduise plus » (l. 158 à 162)

Cette déclaration et l'ensemble des références aux États-Unis que nous avons citées, renvoient à l'idée que Nicolas Sarkozy souhaite montrer que l'Europe mérite tout autant le titre de puissance mondiale que les États-Unis. En effet, il explique que les États-Unis rencontrent certaines difficultés dans la gestion des crises. Parallèlement à cela, il montre que l'Europe quant à elle, parvient à trouver des solutions pour chacune d'elles. De plus, les États-Unis doivent même s'appuyer sur les idées et sur les propositions de l'Europe afin d'apaiser les tensions qui émanent des deux crises. Nous notons une sorte de rapport de force qui s'installe entre les États-Unis et l'Europe visant à montrer que, concernant ces deux crises, c'est l'Europe qui a le contrôle de la situation. En effet, Nicolas Sarkozy prouve que, même en étant la première puissance mondiale, les États-Unis font de graves erreurs et n'ont pas les bonnes réponses à donner face aux crises. Le président de l'Union européenne montre que c'est sa communauté qui est la plus apte à gérer et à maîtriser les crises. L'Europe s'impose alors sur le même pied d'égalité que les États-Unis en montrant qu'elle est capable d'intervenir pour la résolution de crises au même titre que ces derniers.

La démonstration d'une Europe puissante constitue donc une nouvelle stratégie dans les discours de Nicolas Sarkozy. Ainsi que nous venons de le voir, cette démonstration se trouve présente d'une part dans le compte rendu des exploits de

l'Europe mais également dans le rapport d'égalité qui s'installe entre les États-Unis et l'Europe. Nous allons maintenant voir que Nicolas Sarkozy dresse aussi le portrait d'une Europe pleine de qualités.

5.3.2 Une Europe pleine de qualités

Tout au long de ce quatrième discours, nous retrouvons des références à l'Europe qui participent à la définir comme une communauté pleine de qualités.

Dans un premier temps, nous pouvons lire :

« Cette Europe, nous avons voulu d'abord qu'elle soit unie- ce qui n'a pas été simple -, qu'elle ait une pensée indépendante - parce que le monde a besoin de la pensée de l'Europe -, et qu'elle soit volontariste » (l. 29 à 31)

Nous remarquons ici que l'Europe est clairement définie comme étant unie, indépendante d'esprit et volontariste.

L'unité européenne, énoncée dans cette première déclaration, est d'ailleurs une qualité omniprésente dans ce discours. En effet, tout au long de celui-ci, Nicolas Sarkozy cherche à mettre en évidence une Europe identifiée comme étant unie. Le thème de l'unité revient vingt-six fois dans ce discours. Nous relevons la présence du champ lexical de l'unité tout au long du discours : « unité » (l. 20, l. 102, l. 330) ; « consensus » (l. 27) ; « main dans la main » (l. 22, l. 25-26, l. 54) ; « unie » (l. 16, l. 29, l. 272) ; « associé » (l. 17) ; « commun » (l. 99, l. 103) ; « ensemble » (l. 115, l. 283) ; « mettre d'accord » (l. 107, l. 122, l. 227) ; « marquer la même heure » (l. 132) ; « solidarité » (l. 327). De façon très générale, nous remarquons que Nicolas Sarkozy fait appel au thème de l'unité lorsqu'il évoque les actions déterminantes de l'Europe (l. 97 à 132). Cependant, dans les premières lignes de son discours (l. 15 à

32), il existe aussi une forte présence de ce thème sans rapport direct avec une action précise. Ce début du discours vise à montrer à l'auditoire l'unité des dirigeants européens dans une situation de crise grave. C'est une façon pour Nicolas Sarkozy de prouver que l'Europe est capable de faire preuve d'unité mais également de montrer que l'unité est l'un des traits dominants de l'Europe. À travers l'ensemble de son discours, Nicolas Sarkozy montre donc à son auditoire que la volonté des dirigeants européens de créer une Europe unie est réellement mise en action.

Un peu plus loin dans le discours, Nicolas Sarkozy déclare :

« On peut donc défendre nos idées sur le respect de la souveraineté, sur le respect de l'intégrité de la Géorgie, sur les droits de l'Homme, sur les différences que nous avons avec ceux qui dirigent la Russie. Mais il eût été irresponsable de créer les conditions d'un affrontement dont nous n'avons nul besoin » (l. 58 à 62)

À travers cette déclaration, nous comprenons que l'Europe défend des principes qui lui sont chers tels que le respect de la souveraineté, de l'intégrité de la Géorgie et des droits de l'Homme. Nous comprenons également que les « idées » défendues par l'Union européenne sont en contradiction avec les agissements du gouvernement russe (« les différences que nous avons avec ceux qui dirigent la Russie »). Autrement dit, l'implication de l'Union européenne dans le conflit russo-géorgien s'explique par la volonté de l'Europe de défendre certains principes propres aux démocraties. En cela, elle est donc prête à prendre le risque de s'ingérer dans un conflit qui n'est pas le sien au nom des principes démocratiques. De plus, la dernière phrase de cette déclaration suggère la sagesse et la maturité dont fait preuve l'Europe (« il eût été irresponsable de créer les conditions d'un affrontement dont nous n'avons nul besoin »). En effet, par l'emploi du terme « irresponsable » Nicolas Sarkozy

montre que l'Europe est totalement « consciente » des conséquences néfastes qu'engendreraient certaines décisions. Par cette déclaration, l'orateur explique que les principes européens doivent être défendus mais de façon intelligente. C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'est également déroulé son rôle de médiateur.

Nicolas Sarkozy déclare également plus loin dans son discours :

« Je vois naturellement toutes les ambiguïtés, toutes les insuffisances, tous les compromis qu'il a fallu faire. Mais en conscience j'estime que nous avons obtenu le maximum de ce qui était possible et surtout, Monsieur le Président du Parlement européen, que si l'Europe n'avait pas fait entendre la voix du dialogue et la voix de la raison, qui l'aurait fait ? » (l. 72 à 76)

L'orateur explique qu'il reconnaît les difficultés survenues pendant la médiation du conflit. Cependant, il déclare que l'Europe a joué son rôle et a effectué sa mission du mieux qu'elle a pu. Par ces propos, nous comprenons que Nicolas Sarkozy montre que l'Europe s'est investie au maximum et qu'elle a pris son rôle très au sérieux même si elle est consciente des insuffisances de la médiation. De plus, la forme interrogative : « Si l'Europe n'avait pas fait entendre la voix du dialogue et la voix de la raison, qui l'aurait fait ? » suggère le dévouement dont a fait preuve l'Europe au cours de cette mission. En effet, c'est non seulement elle qui a permis d'instaurer de nouveau le dialogue et de faire entendre raison aux différentes parties, mais elle a également été la seule à bien vouloir remplir ce rôle. En cela, nous pouvons penser que l'Europe a fait preuve de bienveillance envers le reste du monde afin d'éviter une nouvelle guerre. Cette déclaration a alors pour effet de donner l'image d'une Europe impliquée, réaliste face à la situation et faisant preuve de dévouement.

Nicolas Sarkozy déclare également : « L'Europe doit être juste et ne pas hésiter à sortir de schémas idéologiques pour porter un message de paix » (l. 39-40).

En ce sens, l'Europe doit agir en veillant à toujours rester juste dans ses décisions mais elle doit également incarner un message de paix aux yeux du monde. Nous pouvons également noter que Nicolas Sarkozy met en évidence la modestie de l'Europe en déclarant : « Ce plan Paulson II s'inspire très largement du plan européen. Il n'y a aucune gloriole à en tirer » (l. 128-130) et également : « Mais tout ceci, c'est de la gestion de crise, Monsieur le Président. Ce n'est rien d'autre que de la gestion de crise. Ce n'est pas plus. Si on ne l'avait pas fait, qu'est-ce qui se serait passé ? » (l. 134 -136). A travers ces deux énoncés, Nicolas Sarkozy fait preuve de modestie et montre que l'intérêt premier de l'Europe est d'abord de résoudre les crises, sans nécessairement en tirer un bénéfice. Ainsi, la modestie est une autre qualité définissant l'Europe.

A travers ces différentes déclarations, nous remarquons que Nicolas Sarkozy insiste sur les qualités de l'Europe. Voici en résumé l'ensemble des qualités mises en évidence plus ou moins directement par Nicolas Sarkozy dans ce discours : unie, bienveillante, impliquée, mature, sage, dévouée, volontariste, modeste, juste, ayant une pensée indépendante, incarnant un message de paix et œuvrant pour le respect et la défense des principes démocratiques. En somme, l'Europe détient toutes les qualités d'une nation prête à devenir une puissance mondiale.

Après avoir mis en évidence la puissance et les qualités de l'Europe, nous pouvons maintenant expliquer un troisième procédé visant à montrer une Europe qui prend une plus grande place au sein de la politique internationale.

5.3.3 *Une Europe qui s'affirme*

Cette partie vise à mettre en évidence les procédés rhétoriques par lesquels Nicolas Sarkozy cherche à créer l'image d'une Europe qui est de plus en plus présente et active au sein de la politique internationale. Cet aspect est d'ailleurs manifeste dans le discours lorsque Nicolas Sarkozy déclare que « cela faisait longtemps, me semble-t-il, que l'Europe n'avait pas joué un tel rôle dans un conflit de cette nature » (l. 70-72). Nous comprenons alors que l'implication de l'Europe dans le conflit marque un renouveau.

Dès les premières lignes du discours, Nicolas Sarkozy met de l'avant l'importance d'imposer la « voix » et les propositions de l'Europe. En effet, il déclare : « On fera avancer l'Europe si le Parlement européen, si la Commission et si le Conseil trouvent sur les grands sujets la voie du consensus pour faire entendre la parole de l'Europe » (l. 26 à 28). Par cette déclaration, nous comprenons que l'Europe a besoin d'imposer ses idées et ses propositions pour lui permettre d'avoir un poids plus important dans les débats internationaux. Nous retrouvons d'ailleurs plusieurs déclarations de Nicolas Sarkozy dans le discours participant à renforcer l'idée d'une Europe qui impose ses idées et ses propositions : « Si l'Europe a des choses à dire, qu'elle ne se contente pas de les dire, qu'elle les fasse » (l. 31-32) ou encore « L'Europe doit proposer ses idées et elle les proposera » (l. 149). Par ces déclarations, nous remarquons un certain changement dans la façon d'agir de l'Europe. Nous comprenons que Nicolas Sarkozy tente de montrer que l'Europe ne fera pas que suggérer des idées mais qu'elle sera prête à les mettre en action et à aller jusqu'au bout des idées qu'elle défend. L'Europe doit dorénavant s'imposer face au monde et montrer qu'elle est active dans la vie diplomatique internationale. A la fin

de son discours, Nicolas Sarkozy réitère cette nouvelle facette de l'Europe en déclarant : « Je voudrais simplement, en terminant, dire que pour le monde, il faut une Europe qui parle d'une voix forte » (l. 321-323). En terminant son discours par ce propos, il montre toute l'importance que représente l'idée d'une Europe qui s'affirme.

Nicolas Sarkozy présente également l'Europe comme une communauté qui doit défendre ses idées et ne pas hésiter à les faire entendre. Dans un premier temps, il annonce cette prise de position de l'Europe de façon plutôt passive et discrète en déclarant : « Je voudrais surtout que l'Europe porte un regard sur la gouvernance mondiale du XXIème siècle » (l. 164-165). Son propos prend davantage d'ampleur lorsqu'il déclare : « Quel doit être l'objectif de l'Europe dans le cadre de ce sommet ? L'Europe doit porter l'idée d'une refondation du capitalisme mondial » (l. 143-145). Il parle alors « d'objectif » que l'Europe doit atteindre mais également de l'Europe comme une communauté porteuse d'idées politiques. En utilisant ce propos (« l'Europe doit porter l'idée »), il confère une certaine ambition à l'Europe et la rend beaucoup plus active dans le monde politique. L'Union européenne est alors perçue comme la nouvelle nation qui prend de plus en plus part à la gouvernance de la politique mondiale.

Il prend également à partie les dirigeants européens dans cette nouvelle forme d'affirmation de l'Europe. Il fait comprendre à l'ensemble de l'auditoire que l'image d'une Europe qui s'affirme pourra être réellement mise en action avec le soutien de ses dirigeants :

« Cette question de la refondation de notre capitalisme et de notre système international est un sujet pour le Parlement européen qui doit en débattre, qui doit porter ces idées. Et l'Europe doit parler d'une même voix pour avoir une chance de se faire entendre » (l. 172 à 176)

Nous comprenons alors que les dirigeants européens doivent s'impliquer davantage dans la gouvernance mondiale et surtout amener les idées et les propositions de l'Europe au devant de la scène politique. Nicolas Sarkozy met l'accent sur l'importance de créer un consensus auprès des dirigeants européens (« l'Europe doit parler d'une même voix ») dans le but de donner un certain poids aux propositions européennes (« pour avoir une chance de se faire entendre »). C'est donc à travers l'ensemble de ces déclarations que Nicolas Sarkozy semble montrer que l'Europe est désormais prête à affirmer ses idées et ses propositions au devant de la scène politique internationale.

Enfin, nous remarquons que le président de l'Union européenne souhaite que sa communauté se mesure aux autres grandes puissances mondiales. En effet, il déclare par exemple : « Cela veut dire que l'Europe doit poser une réponse unie et une réponse qui ne doit pas être naïve, face à la concurrence des autres grandes régions du monde » (l. 271 à 273). Il déclare aussi que « la crise appelle à ce que l'Europe puisse apporter une réponse aussi puissante et aussi rapide que tel autre ensemble mondial » (l. 281 à 283). Par ses propos, Nicolas Sarkozy place l'Europe au rang des grandes puissances mondiales. C'est une façon pour lui de montrer que l'Europe s'impose et existe au même titre que les autres grandes puissances.

Tout au long de cette troisième section de notre analyse nous avons cherché à mettre en évidence les caractéristiques de l'Europe qui participent à l'imposer comme une nouvelle puissance mondiale. Nous avons vu que Nicolas Sarkozy présente l'Europe comme une communauté puissante et pleine de qualités pour ensuite montrer comment cette nouvelle Europe peut s'affirmer. Cette section marque un

véritable tournant dans notre analyse car elle nous permet de comprendre toute l'importance de la mise en place des deux premières sections. En effet, il montre comment les deux situations de crise ont permis à l'Europe de se créer une nouvelle image aux yeux du monde. Nous allons maintenant analyser le dernier discours de notre corpus qui montre comment l'Europe s'impose face au nouveau monde qui est en train de se dessiner.

5.4 Cinquième discours : une Europe qui s'impose face au monde

Cette quatrième section présente l'analyse du dernier discours de notre corpus. C'est par l'étude de celui-ci que nous allons mettre en évidence la nouvelle place de l'Europe au sein de l'ordre politique mondial.

Ce discours est énoncé le 23 octobre 2008, soit deux jours après l'allocation précédente (troisième section). Cependant, celui-ci ne traite que d'un sujet principal : la crise financière et économique. En date du 23 octobre, le monde entier est ébranlé par cette crise, y compris l'Union européenne. Nicolas Sarkozy donne ce discours à Argonay, une ville française du département de la Haute-Savoie, dans le cadre d'une visite officielle présidentielle. Il s'adresse en premier lieu aux français, mais en tant que président de l'Union européenne, ses discours ont également un certain poids sur la politique européenne. Son discours vise essentiellement à informer l'ensemble des Français et du gouvernement de la situation économique actuelle et des mesures prises pour répondre à la crise. Cependant, une large partie de son discours vise également à présenter l'Europe, en relation avec la crise, comme une nouvelle puissance mondiale, prête à endosser cette place et à la mettre en action.

Ce discours présente trois parties distinctes. Dans la première, de la ligne 7 à la ligne 238, Nicolas Sarkozy fait l'introduction de son discours ; puis parle explicitement de la place de l'Europe et de son rôle dans la crise. La deuxième partie du discours, de la ligne 240 à 484, est beaucoup plus centrée sur les mesures concrètes qui seront mises en place en France pour réduire les conséquences néfastes de la crise. Après l'étude de ce discours, notre analyse nous amène à dire que les propos présents au sein de cette seconde partie sont beaucoup moins pertinents dans le cadre de la problématique étudiée. La fin du discours (l. 486 à 546) fera partie de notre analyse car plusieurs références à l'Europe y sont présentes.

Dans cette section, nous allons donc étudier les procédés rhétoriques qui participent à mettre en place les nouveaux attributs de l'Europe et voir comment Nicolas Sarkozy l'impose face au reste du monde.

5.4.1 L'affirmation de la métamorphose européenne

Dans ce cinquième discours, Nicolas Sarkozy montre les conséquences de la crise sur le système organisationnel mondial, et plus particulièrement sur l'Europe. Plus particulièrement, il se sert de cette crise pour montrer que le changement est inévitable tant au niveau mondial qu'europpéen. Nicolas Sarkozy utilise donc de nombreux procédés qui participent à affirmer la métamorphose de l'Europe en tant que nouvelle puissance mondiale.

Cette métamorphose se traduit dans un premier temps par une forte présence du thème du changement tout au long du discours. En effet, nous pouvons relever une utilisation très marquée du champ lexical du changement : « change » (l. 113, l. 154, l. 156, l. 161, l. 518) ; « changements » (l. 287) ; « nouvel » (l. 86, l. 114, l. 176, l.

183) ; « nouvelle(s) » (l. 115, l. 119, l. 127, l. 128, l. 524) ; « nouveau(x) » (l. 104, l. 113, l. 115, l. 119, l. 120, l. , l. 181, l. 528) ; « désormais » (l. 80, l. 85, l. 93, l. 236) ; « commencement » (l. 112). L'orateur emploie ce lexique de façon répétitive et condensée. Nous constatons d'ailleurs que le champ lexical du changement n'intervient qu'au moment où il parle de l'Europe. Ceci a pour effet de cadrer la situation : un véritable changement est en train de s'opérer dans le développement de l'Europe.

Nicolas Sarkozy est d'ailleurs très clair à ce propos, alors qu'il déclare : « Le monde change : il n'a pas fallu plus de quelques semaines pour que cette idée s'impose alors qu'il y a un mois, c'était encore impensable. Mais dans ce monde qui change, l'Europe change, enfin » (l. 154 à 156). Le terme « enfin » évoque clairement que cet événement se produit après avoir été attendu longtemps et avec impatience. Cette Europe qui change serait donc une nouvelle qui était espérée et attendue depuis un long moment. Cette vision est renforcée lorsque Nicolas Sarkozy déclare :

« L'Europe technocratique, l'Europe où il n'y avait plus de politique, l'Europe qui ne débattait pas, l'Europe qui ne décidait pas, l'Europe qui n'agissait plus, cette Europe-là elle est en passe de céder la place à une Europe politique, qui décide, qui agit, qui réfléchit. Parfois on me dit que je vais trop vite, mais le monde change vite » (l. 156 à 161)

Cette déclaration marque un véritable tournant pour l'Europe. En effet, selon Nicolas Sarkozy, nous sommes en présence de deux Europe totalement opposées, dont l'une est en train de « céder la place » à l'autre. La première Europe est présentée dans un sens péjoratif : une Europe « technocratique », dépourvue de politique, qui « ne débattait pas », qui « ne décidait pas » et qui « n'agissait pas ». Il dresse donc un portrait sombre de cette ancienne Europe pour y opposer une nouvelle Europe. En

effet, nous comprenons que ce portrait décrit les traits d'une Europe qui n'existe plus puisque Nicolas Sarkozy utilise des verbes conjugués à l'imparfait (« avait », « débattait », « décidait », « agissait »). L'imparfait est utilisé ici pour marquer le caractère passé d'une action qui perdurait dans le temps. Nous remarquons que ce temps est opposé au présent, utilisé dans la deuxième partie du propos. Dans cette deuxième partie, il présente un deuxième portrait de l'Europe, une Europe qui s'oppose littéralement à la première puisque celle-ci « décide », « agit » et « réfléchit ». Cette fois-ci, il parle de sa communauté d'une façon positive. Nous sommes en présence d'une véritable transformation. L'orateur expose clairement la situation lorsqu'il déclare : « Cette Europe-là elle est en passe de céder la place à une Europe politique ». Il réitère l'idée de changement dans la dernière partie de sa déclaration en affirmant : « Parfois je vais trop vite, mais le monde change vite ». Il utilise ce propos à la fin de la déclaration afin de justifier cette rapide métamorphose de l'Europe : le monde change vite donc l'Europe devait en faire de même.

La transformation évoquée par Nicolas Sarkozy dans ce discours s'opère sur plusieurs niveaux. Elle concerne la classe dirigeante tout autant que les principes mêmes qui régissent le système international. En effet, nous lisons dans un premier temps :

« Mesdames et Messieurs, il y a eu des dérives, il y a eu des erreurs, il y a eu des fautes dans la gestion des institutions financières. Il faut en tirer les conséquences. Il faut établir des responsabilités. Ceux qui ont fauté doivent partir, être sanctionnés, être changés » (l. 59 à 62)

Par cette déclaration, nous comprenons que Nicolas Sarkozy parle de la nécessité de changer certains dirigeants, responsables de la situation.

Ce changement intervient également au niveau du système international :

« Cette crise marquera sans doute pour l'histoire le commencement véritable du XXI^e siècle, le moment où tout le monde aura compris qu'il était temps de changer, temps de donner un nouveau visage à la mondialisation, temps de construire un nouvel ordre mondial, politique, économique, social, assis sur de nouveaux principes et de nouvelles règles » (l. 111 à 115)

Par cette déclaration, Nicolas Sarkozy montre l'ampleur du changement qui est en train de s'opérer. En effet, nous remarquons dans un premier temps qu'il parle du « commencement véritable du XXI^e siècle ». En ce sens, l'orateur inscrit la métamorphose de l'Europe dans un processus de changement mondial beaucoup plus ambitieux puisque c'est « le commencement véritable » de notre siècle. Au-delà de la métamorphose de l'Europe, c'est une nouvelle vie pour le monde qui commence ! Il énumère ensuite les nouvelles mesures qui doivent être déployées en faisant une utilisation répétitive de l'expression « il est temps de » (« il était temps de changer », « temps de donner » et « temps de construire »). Ceci a pour effet d'établir l'urgence de la situation, de montrer que ces actions étaient attendues et nécessaires. Nous remarquons également que Nicolas Sarkozy emploie plusieurs fois le lexique de la nouveauté dans cette déclaration (« nouveau(x) », « nouvel(les) »). Il renforce ainsi l'idée de changement qui, nous l'avons vu, traverse son discours.

Ainsi, selon Nicolas Sarkozy, ce changement implique une restructuration à plusieurs niveaux. En effet, il affirme qu'il doit s'opérer au niveau de la mondialisation (« un nouveau visage à la mondialisation ») ainsi qu'au niveau de « l'ordre mondial, politique, économique [et] social ». Il évoque également le changement des « principes » et des « règles » au sein de cet ordre mondial. Autrement dit, Nicolas Sarkozy dresse le portrait d'un changement radical du système mondial.

Il poursuit d'ailleurs son discours en déclarant :

« Au nom de l'Europe, en tant que président de l'Union européenne, j'ai proposé que se tienne d'ici à la fin de l'année, un sommet mondial pour que soient discutés et décidés ces nouveaux principes, ces nouvelles règles » (l. 117 à 119)

Par ce propos, il présente l'Europe comme l'initiateur de ce mouvement. La nouvelle place de l'Europe au sein de l'ordre mondial s'en trouve donc affirmée. L'Europe, assurant son rôle de puissance mondiale, guidera le développement d'un nouvel ordre mondial. Nous remarquons que la métamorphose de l'Europe prend davantage forme dans la suite de son discours. En effet, Nicolas Sarkozy déclare : « Voilà donc une Europe qui se met à exister parce qu'elle se montre capable de parler d'une seule voix, pour faire valoir ses idées, ses valeurs, ses convictions, ses intérêts » (l. 169-171). En d'autres termes, l'Europe commence à vivre et à se développer. C'est donc une nouvelle nation qui naît de ces crises passées. Puis il associe cette nouvelle existence à la capacité d'être unie et de se faire entendre (« parce qu'elle se montre capable de parler d'une seule voix, pour faire valoir ses idées, ses valeurs, ses convictions, ses intérêts »). Nous comprenons alors que la force de l'Europe réside dans son union, dans sa capacité à agir en unissant tous les Européens. C'est également par ce propos que Nicolas Sarkozy montre les véritables changements qui interviennent au sein même de l'Europe : désormais, c'est une communauté qui prend les devants et qui saura se faire entendre et respecter au sein du nouvel ordre mondial.

Nous comprenons également que l'Europe doit savoir faire face à ce changement lorsque l'orateur déclare : « Il faut que l'Europe se donne les moyens de jouer le rôle qui doit être le sien dans le monde nouveau qui est en train de naître » (l. 180 à 181). Jusqu'ici l'Europe n'avait occupé qu'une place secondaire dans la

gouvernance mondiale. Par ce propos, Nicolas Sarkozy tente de faire réagir l'auditoire en montrant que ce changement mondial est plus qu'une occasion pour l'Europe d'adopter une nouvelle posture et de s'impliquer au maximum dans sa mission, il s'agit d'un impératif : « Il faut que l'Europe se donne les moyens de jouer le rôle qui doit être le sien ». De plus, en parlant de « jouer le rôle qui doit être le sien », il ajoute l'idée que l'Europe a l'obligation de répondre à cet impératif.

Dans la conclusion de son discours, Nicolas Sarkozy dresse le portrait d'une Europe prête à mettre en action cette métamorphose. En effet, il déclare que « l'Europe retrouvera une ambition industrielle et elle se remettra à agir dans l'économie mondiale au lieu de toujours subir » (l. 488-490). L'Europe redevient donc active et engagée dans le nouveau monde économique qui se dessine. Il montre que sa communauté est prête à changer, à prouver au reste du monde qu'elle retrouvera ses ambitions et sa force « au lieu de toujours subir » (référence à l'ancienne Europe). Autrement dit, cette métamorphose permet à l'Europe de devenir plus active face au nouveau monde qui est en train de se dessiner afin d'avoir un poids plus important au sein de la gouvernance mondiale.

Puis, dans les dernières lignes de son discours, l'orateur se montre lui-même actif et engagé pour sa nation. En effet, il déclare « Le volontarisme d'un État investisseur, entrepreneur, protecteur, voilà ce que je propose comme modèle à l'Europe » (l. 497 à 498). Il nomme alors les bases qu'il propose à la nouvelle Europe : un état volontaire, « investisseur, entrepreneur et protecteur ». Il parle d'un « modèle pour l'Europe » dont il énumère les qualités qu'elle doit développer. En suivant ce modèle, l'Europe montre qu'elle est prête à occuper sa nouvelle position dans le nouveau monde qui est en train de se former. Cependant, nous allons

maintenant voir que Nicolas Sarkozy occupe un rôle de protecteur de l'Europe dans ce processus.

5.4.2 Une Europe soutenue et encadrée

Dans ce discours, la place de l'orateur est particulièrement renforcée. En effet, le président de l'Union européenne, l'orateur, ainsi que l'ensemble des dirigeants qui composent l'Europe apparaissent comme les piliers de l'Europe, l'aidant à s'imposer dans son nouveau rôle. Nous allons voir que Nicolas Sarkozy confère une place majeure aux dirigeants européens dans le processus qui vise à faire de l'Europe une puissance mondiale.

Dans un premier temps, concentrons-nous sur l'introduction de son discours. En effet, celle-ci vise en premier lieu à établir l'honnêteté et la crédibilité de l'orateur. Nous lisons par exemple : « Dans la crise de confiance qui frappe l'économie mondiale nous avons plus que jamais besoin de vérité. Le doute est le principal ennemi que nous ayons à combattre » (l. 12 à 14). Dans cette déclaration, l'orateur suggère déjà son intention de dire la « vérité » concernant la situation. Il utilise également le terme « doute » qu'il associe avec « le principal ennemi ». Nous comprenons alors que Nicolas Sarkozy tente d'établir sa volonté d'être totalement honnête envers ses citoyens. Il renforce ses propos quelques lignes plus loin, alors qu'il explique :

« Dire la vérité, c'est peut-être risqué. Mais, à mes yeux, c'est moins risqué que le mensonge. Dire la vérité, c'est nécessaire si l'on veut que les Français puissent avoir confiance, si l'on veut que la parole de l'État soit crédible » (l. 20 à 23)

Le lexique de l'honnêteté qui est utilisé dans cette déclaration est significatif : « vérité », « mensonge », « confiance », « crédible ». La « vérité » apparaît être l'élément déterminant dans cette introduction. En effet, Nicolas Sarkozy répète à plusieurs reprises que son but est de « dire la vérité ». De plus, il déclare également « c'est moins risqué que le mensonge », ce qui suggère que le mensonge sera effectivement absent de son discours. Nicolas Sarkozy s'assure ainsi que ses propos qui suivront auront une certaine crédibilité aux yeux de l'auditoire. L'auditoire est donc mis en confiance et plus encore, il comprend que l'orateur souhaite agir pour son bien.

Après avoir instauré un climat de confiance dès l'introduction de son discours, Nicolas Sarkozy se place en protecteur de l'Europe tout au long de son discours. En effet, à plusieurs reprises, il semble donner des conseils à l'Europe :

« Il faut que l'Europe se prépare. Il ne faut pas qu'elle soit la variable d'ajustement du nouvel ordre mondial. Il ne faut pas qu'elle soit naïve, il ne faut pas qu'elle laisse ses entreprises à la merci de tous les prédateurs, il ne faut pas qu'elle soit la seule au monde à ne pas défendre ses intérêts, à ne pas protéger ses citoyens. Il faut que l'Europe tire les leçons de ce qui s'est passé » (l. 182 à 186)

Il est intéressant de noter que l'orateur parle de l'Europe comme d'un acteur extérieur à la situation (« il ne faut pas qu'elle soit naïve », « il ne faut pas qu'elle soit la seule au monde à ne pas défendre ses intérêts »). Dans chacune de ses phrases il utilise le verbe « falloir », suggérant le caractère obligatoire des actions qu'il propose. C'est comme si, pour réussir, l'Europe se devait de suivre les conseils présentés par l'orateur.

Dans l'ensemble, cette déclaration a pour effet de placer l'orateur comme le protecteur de l'Europe. En effet, il apparaît soucieux du bien-être de l'Europe et il

souhaite qu'elle parvienne à faire face à la situation en adoptant ses conseils. Il renforce cette idée dans les lignes qui suivent :

« Dans le monde qui vient, elle [l'Europe] aura besoin d'un plus grand volontarisme que par le passé. Elle aura besoin d'une politique commerciale pour répondre aux dumpings de toutes sortes. Elle aura besoin de politiques industrielles. Elle aura besoin de politiques économiques. L'Europe ne peut pas être la seule au monde à ne pas en avoir. Elle ne peut pas être la seule à faire de la concurrence une fin en soi quand toutes les autres régions du monde ne se servent de la concurrence que comme d'un moyen » (l. 188 à 194)

Nous comprenons dans un premier temps que l'Europe doit faire face à une situation nouvelle (« Dans le monde qui vient »). Une fois encore, Nicolas Sarkozy se place en protecteur de l'Europe en définissant les besoins et les devoirs de l'Europe. Cependant, dans ces propos, il ne s'adresse pas à l'Europe en tant que telle, mais plutôt aux personnes qui l'entourent et la composent. En effet, l'ensemble des éléments qu'il recommande doit être mis en place par des personnes physiques (une politique commerciale, industrielle et économique). Nous pouvons d'ailleurs noter que, contrairement à la déclaration précédente, ses phrases débutent par « elle aura besoin » au lieu de « il faut que l'Europe ». Autrement dit, dans la déclaration précédente Nicolas Sarkozy s'adresse à l'Europe en lui prodiguant des conseils essentiels pour son avenir, alors que dans cette seconde déclaration il s'adresse plus directement aux acteurs qui peuvent répondre à ses besoins. Il tente alors de faire prendre conscience aux dirigeants européens de l'importance de leur contribution dans le développement de l'Europe.

L'importance du rôle des dirigeants européens dans l'essor de leur nation apparaît une nouvelle fois dans son discours lorsqu'il déclare :

« Il y a aujourd'hui dans le monde une exigence de moralisation, de transparence, de protection, d'équité, de régulation à laquelle il faut que les responsables politiques de la planète répondent. C'est notre

responsabilité. Nous devons l'assumer, maintenant, pas dans six mois. (l. 138 à 141)

Dans cette déclaration, Nicolas Sarkozy ne fait pas directement référence aux dirigeants européens. Cependant, il parle des « responsables politiques de la planète » et utilise le « nous ». Autrement dit, ces « responsables politiques » incluent naturellement les responsables politiques de l'Union européenne. De plus, l'évocation du « nous » a pour effet d'englober l'ensemble des dirigeants politiques, y compris Nicolas Sarkozy qui est le représentant officiel de l'Europe à ce moment précis. Par ces propos, l'orateur montre que ces dirigeants politiques se doivent de « répondre » à certaines « exigences » mondiales qui sont nées avec la crise (la « transparence », la « protection », l'« équité » et la « régulation »). C'est donc un devoir pour les dirigeants de la planète, y compris ceux de l'Union européenne. Il renforce la place de ces dirigeants en déclarant : « C'est notre responsabilité » et « nous devons l'assumer ». En effet, il les place comme responsables de leur nation et leur fait comprendre qu'ils se doivent d'assumer leur rôle.

Par l'ensemble des déclarations présentées ci-dessus, nous comprenons que Nicolas Sarkozy se place en protecteur de l'Europe en lui donnant des conseils précieux pour assurer sa nouvelle place dans la gouvernance mondiale. De plus, nous comprenons également que l'orateur souhaite montrer que sa communauté est encadrée et soutenue par les dirigeants européens qui sont prêts à assumer pleinement leurs fonctions dans la nouvelle gouvernance politique qui se dessine.

5.4.3 *Une Europe qui sort grandie des crises*

Ce cinquième discours est l'occasion pour Nicolas Sarkozy de montrer que l'Europe tire bénéfice des crises qu'elle a eu à gérer et qu'elle ne perçoit pas la gestion de crises comme un fardeau, mais plutôt comme une chance de sortir « grandie » des crises. En effet, tout au long de ce discours, nous comprenons que Nicolas Sarkozy instaure une nouvelle façon de percevoir les crises : elles sont une chance pour l'Europe. De plus, nous allons voir que l'orateur met également en évidence les atouts de la crise en montrant les nouvelles facettes de l'Europe qui sont nées grâce à la gestion de la crise.

Dans un premier temps, nous constatons que Nicolas Sarkozy met l'emphase sur les conséquences positives de la crise. En effet, nous lisons : « Je vous le dis : cette crise marquera sans doute pour l'histoire le commencement véritable du XXI^e siècle, le moment où tout le monde aura compris qu'il était temps de changer » (l. 111-113). La crise constitue alors un bouleversement positif qui permet à l'ensemble de la population mondiale de prendre conscience de la nécessité de « changer ». Cette opinion est plutôt surprenante dans le sens où la plupart des économistes, et même des chefs gouvernementaux, évoquent plutôt la crise dans un sens négatif (en parlant de chômage, de récession, de baisse du pouvoir d'achat, etc.). Nicolas Sarkozy en fait, pour sa part, un événement positif : le commencement d'une nouvelle ère.

Il développe cette vision quelques lignes plus loin lorsqu'il déclare que « nous aurons une chance que de cette crise sorte un monde meilleur que celui d'avant » (l. 128-129) ainsi que « il a fallu attendre cette crise pour que cette réunion ait lieu » (l. 223-224). L'orateur utilise dans un premier temps le terme « chance » en rapport avec la crise économique. Puis, il évoque l'apparition d'« un monde

meilleur » qui serait une conséquence directe de cette crise. En d'autres termes, il utilise un vocabulaire très positif pour faire référence à la crise. De plus, il déclare : « Il a fallu attendre cette crise » suivi d'un événement positif. La crise est donc décrite comme le déclencheur d'actions positives. Nicolas Sarkozy déclare également : « Nous n'avons pas le droit d'échouer parce que l'échec signifierait que ce qui sortira de la crise sera pire qu'avant » (l. 130-131). Il se donne donc comme mission de parvenir à créer un monde meilleur que celui qui existait avant la crise. Cette crise semble représenter autant un tremplin qu'un défi aux yeux du président.

En somme, nous constatons que Nicolas Sarkozy présente la crise économique non pas comme un fardeau mais comme une chance. Il développe ensuite cette vision en montrant de quelle façon la crise a permis à l'Europe de s'affirmer :

« On disait que l'Europe était en panne, qu'elle était paralysée et voilà qu'elle a su trouver son unité face à la crise, au point, mes chers compatriotes, que l'Europe est devenue la principale force d'initiative et que c'est maintenant autour de ses idées et de ses propositions que le débat s'organise. Qui l'eût dit, qui l'eût cru, il y a encore quelques semaines ? » (l. 163 à 168)

Plusieurs éléments sont à relever dans cette déclaration. Dans un premier temps, nous remarquons le rôle essentiel joué par la crise dans l'essor de l'Europe. En effet, Nicolas Sarkozy oppose l'Europe d'avant la crise (« on disait que l'Europe était en panne, qu'elle était paralysée ») à l'Europe de l'après crise (« l'Europe est devenue la principale force d'initiative »). D'une Europe paralysée à une Europe décidée, il s'agit d'un changement de fond survenu, selon lui, en très peu de temps.

L'idée que la crise a permis à l'Europe de s'imposer rapidement comme une puissance est surtout mise de l'avant dans la dernière partie de sa déclaration lorsque l'orateur affirme : « Qui l'eût dit, qui l'eût cru, il y a encore quelques semaines ? ».

Par cette forme interrogative, Nicolas Sarkozy montre clairement à son auditoire que l'Europe a connu un bouleversement, dont personne n'aurait soupçonné l'avènement (« qui l'eût dit, qui l'eût cru »), dans les dernières semaines. Or, ces « quelques semaines » correspondent au moment où l'Europe s'est fortement impliquée pour trouver des solutions à la crise financière. Une fois de plus, l'orateur fait prendre conscience à l'auditoire des conséquences positives de la crise sur le devenir de l'Europe.

Quelques lignes plus loin, l'orateur présente les différentes solutions de la crise en annonçant pour chacune d'elle la place fondamentale qu'a jouée l'Europe :

« La réponse la plus forte à la crise financière, c'est l'Europe qui l'a donnée. Le sommet mondial pour refonder le capitalisme, c'est l'Europe qui l'a proposé. Le nouvel ordre mondial, c'est autour des propositions de l'Europe qu'il se construira. Mais l'Europe ne doit pas s'arrêter là. Le mouvement est lancé, il faut le poursuivre » (l. 173 à 180)

Cette déclaration est construite de façon à mettre en évidence la place fondamentale de l'Europe dans la gestion de la crise. En effet, après avoir annoncé les principales mesures mises en place pour enrayer la crise, Nicolas Sarkozy attribue directement chacune des mesures à l'Europe (« c'est l'Europe qui l'a donné », « c'est l'Europe qui l'a proposé », « c'est autour des propositions de l'Europe qu'il se construira »). Nous comprenons alors que l'Europe a une place capitale dans la réorganisation du système international. En effet, c'est elle qui est à l'origine de l'ensemble des mesures adoptées. Cette déclaration montre donc que l'Europe est fortement impliquée sur tous les niveaux et qu'elle représente un moteur de relance pour le monde. De plus, nous pouvons relever les deux dernières phrases de son propos : « Mais l'Europe ne doit pas s'arrêter là. Le mouvement est lancé, il faut le poursuivre ». Autrement dit, la crise a permis d'affirmer la puissance européenne et

Nicolas Sarkozy souhaite faire que cet essor se poursuive. Il confère alors une certaine mission à l'Europe : elle doit continuer de s'impliquer et montrer qu'elle parvient à maintenir son statut de puissance mondiale.

Par l'étude de ce dernier discours, nous avons montré que, grâce à la crise économique, Nicolas Sarkozy dresse le portrait d'une Europe en pleine métamorphose et qui peut maintenant prétendre à la place de puissance mondiale. Il montre tout son soutien à l'Europe en se plaçant en protecteur de sa nation mais également en prouvant au reste du monde la légitimité de l'Europe à occuper une place majeure dans la nouvelle gouvernance mondiale qui se dessine.

Cette dernière section clôt notre analyse. Au cours de celle-ci, nous avons relevé plusieurs étapes dans le processus de développement de l'Europe. En effet, dans un premier temps, Nicolas Sarkozy présentait l'Europe comme une communauté s'impliquant dans un conflit qui n'était pas le sien : celui de la guerre en Géorgie et en Russie. Le président de l'Union européenne a alors fait endosser le rôle de médiateur à l'Europe dont le but était de résoudre une situation catastrophique au Caucase. Nicolas Sarkozy a non seulement su faire accepter cette ingérence, mais plus encore, il a prouvé au reste du monde que l'Europe a géré très efficacement son rôle.

Parallèlement à cela, la crise financière fut également une situation de crise à laquelle l'Europe a dû faire face. Grâce à une implication réussie de l'Europe dans la résolution de cette crise, Nicolas Sarkozy a prouvé une seconde fois que sa nation était capable de gérer des crises d'une grande envergure, et surtout qu'elle les gérait

très efficacement. Après avoir démontré les succès de l'Europe dans ses différents rôles, Nicolas Sarkozy a présenté la nouvelle image de l'Europe : une communauté devenant de plus en plus puissante et indispensable dans la gouvernance mondiale.

Tout en présentant les changements radicaux qui s'opéraient au sein de la gouvernance mondiale, Nicolas Sarkozy a imposé la nouvelle place de l'Europe : une nation qui s'affirme comme l'un des piliers du monde. Il rend cette position légitime grâce aux actions menées par l'Europe au cours des différentes gestions de crises. Dans le chapitre qui va suivre, nous allons discuter plusieurs des résultats de cette analyse en lien avec la littérature sur la rhétorique présidentielle en temps de crise.

6 DISCUSSION ET CONCLUSION

Ce chapitre a pour objectif de mettre en relief les principaux résultats de notre analyse et d'en tirer des conclusions pertinentes pour notre sujet d'étude. Plusieurs éléments intéressants sont ressortis de l'analyse des cinq discours, mais nous souhaitons mettre l'emphase sur trois d'entre eux, qui ont particulièrement retenu notre attention.

6.1 Les étapes de la stratégie argumentative

Le premier élément qui mérite d'être discuté dans ce chapitre concerne la stratégie argumentative identifiée dans cette analyse. En effet, nous avons remarqué une certaine cohérence et une progression dans les stratégies rhétoriques employées par Nicolas Sarkozy au cours de ses cinq discours. En lisant l'article de D. Zarefski (2007) intitulé « Making the case for war : Colin Powell at the United Nations », nous avons remarqué une certaine similitude entre la façon dont Zarefski aborde les stratégies rhétoriques employées par C. Powell et notre propre analyse rhétorique. Dans son article, Zarefski (2007) traite des arguments utilisés par C. Powell pour justifier l'attaque des États-Unis contre l'Irak. Il explique que C. Powell a fait usage de trois principales lignes argumentatives autour desquelles l'ensemble de son argumentation était basé. Pour expliquer plus précisément le fond de sa pensée, il propose un diagramme retraçant les arguments rhétoriques présents dans le discours de Powell. Il met ainsi l'emphase sur la progression du discours et les étapes qui permettent de passer d'un argument à l'autre. Il résume ainsi la portée de ce diagramme: « Each step in the argument depends on the preceding steps, and every

step must be established in order to sustain the ultimate claim (the conclusion) » (Zarefski, 2007, p. 284).

Nous nous sommes inspirés du raisonnement de Zarefski pour traiter les résultats de notre propre analyse. Nous avons réalisé un diagramme retraçant les différentes étapes rhétoriques présentes dans les discours de Nicolas Sarkozy (figure 1). Ce diagramme présente les bases de notre argumentation et montre comment chaque procédé rhétorique participe à créer une étape suivante :

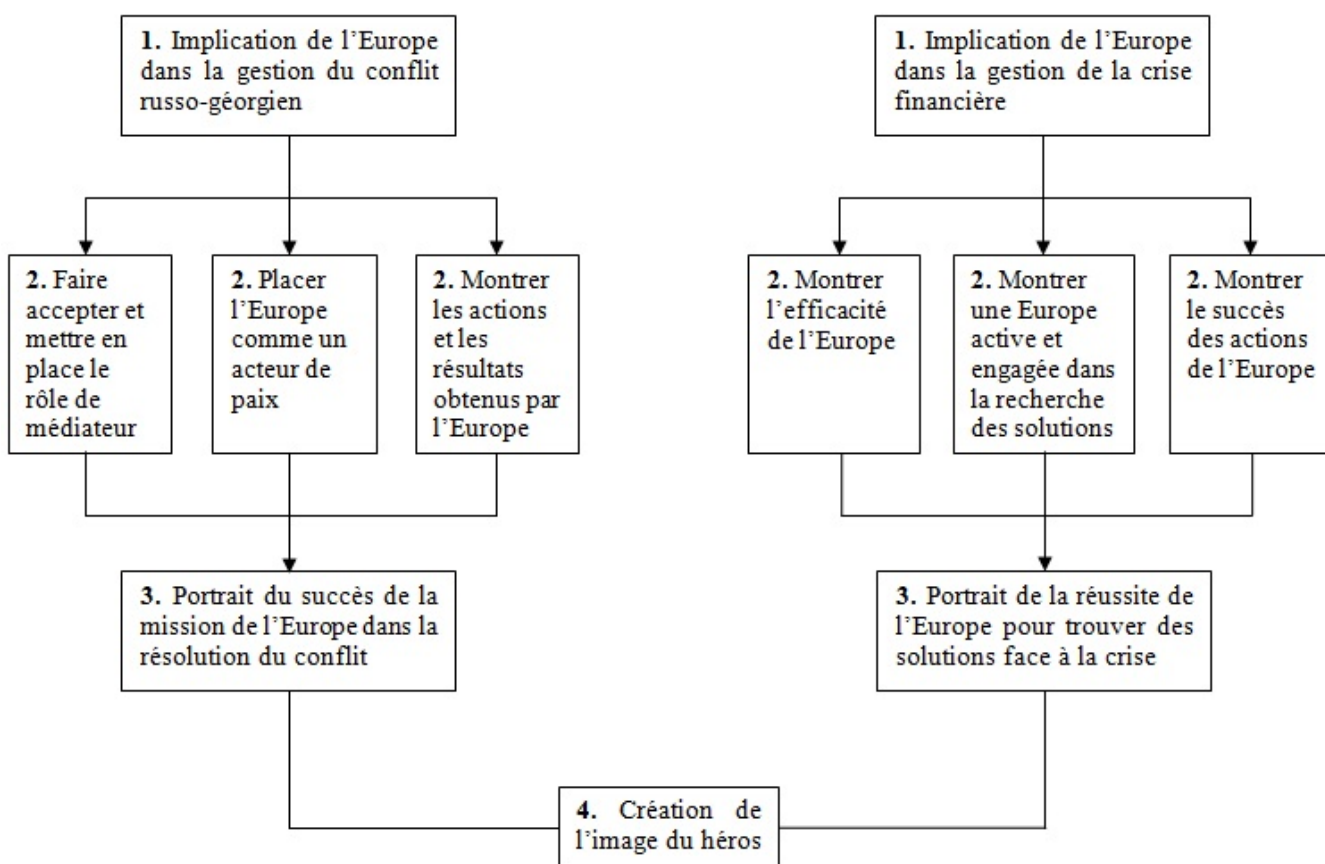


Figure 1: Les étapes de l'argumentation de Nicolas Sarkozy identifiées dans notre corpus.

Ce diagramme est à lire de haut en bas et est constitué de quatre phases distinctes. La première, identifiée par le numéro (1) correspond aux fondements de l'analyse. Plus

précisément, les deux éléments évoqués (l'implication de l'Europe dans la gestion du conflit russo-géorgien et dans la crise financière) sont les bases de l'argumentation utilisée par Nicolas Sarkozy dans les cinq discours. C'est autour de ces deux axes que le président français appuie l'ensemble de son argumentation. En somme, c'est grâce à l'implication de l'Europe dans ces deux crises que Nicolas Sarkozy peut justifier la suite de son argumentation. Ceci correspond donc au premier palier de notre diagramme. Nous voyons ensuite plusieurs éléments qui constituent la seconde phase du diagramme (2). Cette deuxième ligne correspond aux actions identifiées dans les discours permettant de répondre à l'implication de l'Europe dans les deux crises. Chaque élément est un outil de justification et apporte des précisions sur les actions et sur les rôles qu'a tenus l'Europe au cours de la résolution des crises. Cependant, nous lisons sur le diagramme que chacun des deux fondements (1) détient ses propres lignes argumentatives (2). En effet, Nicolas Sarkozy utilise des outils argumentatifs distincts, destinés à faire le portrait de chacune des situations. Ce faisant, il crée deux situations différentes mais répondant au même critère : valoriser les implications de l'Europe. Il élabore donc une double crédibilité dans l'étape qui suit. En effet, nous voyons sur le diagramme que la troisième ligne (3) correspond au produit de son argumentation définie par les éléments de la seconde ligne du diagramme. Autrement dit, il s'agit ici du résultat de la combinaison des lignes (1) et (2) qui permet d'affirmer les succès des missions de l'Europe dans la résolution des deux crises. Nous pouvons ensuite associer le dernier palier du diagramme (4) comme étant la conséquence de la mise en commun des deux résultats obtenus au palier précédent (3). En effet, le fait de présenter les succès de l'Europe dans la gestion des deux crises a pour effet d'instaurer une certaine image de héros à l'Europe. Tout au long de son

argumentation, Nicolas Sarkozy a montré que l'Europe était capable de s'ingérer efficacement dans des crises d'envergure mondiale, tout en affirmant sa capacité à trouver des solutions face à des situations où les autres pays se trouvaient sans réponse. L'Europe est donc perçue comme la communauté ayant été capable de ramener la paix au sein d'une région du monde instable et de trouver des solutions face à la crise financière.

Les dernières étapes du diagramme mettent en évidence les principaux résultats qui ressortent de l'ensemble de l'analyse. Nous observons ainsi que l'implication de l'Europe dans les deux crises constitue le ciment de l'argumentation. Nicolas Sarkozy fait donc usage de deux lignes argumentatives distinctes (1) pour appuyer l'ensemble de son argumentation. Chaque argument est indispensable pour permettre la justification de l'argument suivant.

Nous avons terminé ce diagramme au niveau (4) mais nous pourrions relever que la création de l'image de l'Europe sous l'angle du héros ajoute de nouveaux éléments dans le processus de justification élaboré par Nicolas Sarkozy. En effet, c'est également un moyen pour lui de montrer que sa nation acquiert de plus en plus de puissance au sein de l'ordre politique mondial et qu'elle peut prétendre à s'imposer comme l'un des principaux piliers du monde. C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'inscrit la réponse à notre problématique. Rappelons que nous avons cherché à identifier les procédés rhétoriques par lesquels Nicolas Sarkozy tente de raviver l'intérêt des Français pour l'Europe. En présentant l'Europe comme la communauté devenant l'une des principales puissances du monde, Nicolas Sarkozy montre aux Français toute l'importance qu'il faut accorder à cette nation qui est en train de renaître. C'est l'occasion pour lui de créer un engouement auprès des

Français à l'égard de l'Europe en leur exposant les atouts insoupçonnés de leur communauté.

Il nous semble très intéressant de voir comment tous les éléments présents dans une justification sont reliés les uns aux autres pour créer une certaine cohérence et progression au sein d'une argumentation. La présentation de l'analyse sous forme de diagramme permet d'avoir une vue plus globale du fonctionnement des discours de Nicolas Sarkozy. Cependant, il existe une différence majeure entre l'étude de Zarefski et la nôtre. Elle concerne le corpus en lui-même. En effet, Zarefski se base sur un texte unique énoncé par le secrétaire d'État Colin Powell, le 5 février 2003. Pour notre part, notre corpus est plus large et prend en considération cinq discours de Nicolas Sarkozy. La structure du diagramme présente donc une stratégie argumentative globale qui regroupe l'étude de plusieurs discours, contrairement à celui de Zarefski. Nous pensons que cette distinction est un atout pour notre sujet d'étude. En effet, concernant le cas de notre sujet, il aurait été impossible de se rendre compte de cette progression en prenant en compte un seul discours. Nous constatons que ce travail argumentatif peut se faire au cours d'un seul discours mais également au cours d'un ensemble de textes répartis sur une période plus ou moins longue. Nous pensons donc que Nicolas Sarkozy a procédé de façon plus parsemée, et de ce fait plus discrète, pour mettre en place cette structure argumentative.

6.2 La progression dans la définition de l'Europe : l'Europe devient un héros

Tout au long de l'analyse des cinq discours, nous avons vu que Nicolas Sarkozy mettait principalement l'emphase sur les exploits de l'Europe dans la gestion

des crises. Nous nous souvenons d'ailleurs que, dès le premier discours, il personnifie l'Europe et la présente comme une entité capable d'agir, de réfléchir et de poser un jugement. De plus, dans ce même discours, il établit la crédibilité de l'Europe et prouve à la population sa volonté d'agir et de trouver des solutions aux différents problèmes que rencontre le monde. Cette première définition de l'Europe laisse penser que Nicolas Sarkozy souhaite qu'elle incarne le courage et la diligence. Puis, dans les discours qui suivent, il souligne fortement la présence de l'Europe sur les fronts les plus délicats du monde diplomatique et montre qu'elle parvient à gérer des situations de crise très efficacement. On se souviendra d'ailleurs qu'il va même jusqu'à qualifier l'Europe d'« acteur de paix ». En somme, l'ensemble de ses discours montre les compétences et les aptitudes de l'Europe à gérer parfaitement les situations de crise.

Nicolas Sarkozy dresse ainsi le portrait d'une Europe capable d'assurer la stabilité du monde politique et économique contemporain. Ce faisant, il dresse le portrait d'une Europe de plus en plus héroïque. En effet, nous avons vu qu'à plusieurs reprises dans ses discours, Nicolas Sarkozy met l'Europe au-devant de la scène en montrant les exploits et les succès de ses missions. Le rôle de l'Europe n'est donc plus seulement d'être le médiateur d'un conflit ou encore d'être la nation capable de trouver des solutions face à la crise financière ; son rôle s'apparente à celui du héros qui accomplit des exploits dans sa quête d'une cause noble. La cause noble dont il est ici question s'impose lors du cinquième discours alors que Nicolas Sarkozy affirme qu'il souhaite développer un nouvel ordre politique mondial.

Cependant, un élément retient particulièrement notre attention. En effet, dans la littérature que nous avons étudiée, le héros est toujours assimilé à une personne

physique. Nous connaissons tous les héros de guerre, de films, d'évènements ponctuels, ou encore de dessins animés. Nous retrouvons d'ailleurs cette image du héros qui prend forme physique dans l'article de M. J. Hyde (2005) dans lequel l'auteur associe l'orateur au héros. Plus précisément, Hyde étudie la relation entre l'héroïsme et l'orateur dans une situation de crise, telle que celle des attentats du 11 septembre. Son étude révèle plusieurs éléments, dont celui de percevoir le héros (ou l'orateur) comme la personne ayant la faculté de rassurer, de donner un sens à la situation et de permettre à la population de se sentir portée et protégée. Dans tous les cas, Hyde associe le héros à une personne physique, en l'occurrence un orateur. Le héros qui prend forme dans notre analyse est différent. En effet, tel qu'expliqué ultérieurement, c'est une entité politique abstraite, l'Europe, qui est placée au rang de héros. En aucun cas dans ses discours, Nicolas Sarkozy ne tente de se positionner lui-même comme le héros de la situation. Ainsi, parvenir à conférer ce rôle de héros à une nation et non pas à une personne physique, nous paraît être l'un des principaux accomplissements rhétoriques de Nicolas Sarkozy dans ses discours en temps de crise. En effet, l'Europe n'avait, au départ, aucune prédisposition à occuper ce rôle. C'est par le fruit d'une argumentation réfléchie et cohérente que Nicolas Sarkozy a su mettre l'Europe au-devant de la scène politique en l'imposant comme une réelle force politique.

6.3 Raviver l'intérêt des Français pour l'Europe en stimulant leur sentiment d'appartenance à la communauté européenne.

Tout au long de l'analyse, nous avons mis en relief les procédés rhétoriques participant à l'essor de l'Europe. Il apparaît clairement que les crises ont servi de tremplin pour consolider l'image d'une Europe en pleine transformation. Cette transformation se caractérise par un changement radical de comportement de l'Europe et par la volonté de Nicolas Sarkozy de l'affirmer comme l'une des principales puissances mondiales. Nous avons expliqué, lors de notre présentation du contexte de ce mémoire, que les Français se désintéressaient de plus en plus de l'Europe. Cette tendance est un danger pour Nicolas Sarkozy car il doit avoir le soutien de sa population pour mener à bien son programme politique. En ce sens, nous avons expliqué que l'un des défis de Nicolas Sarkozy était de raviver l'intérêt des Français pour la communauté européenne. Pour conclure, nous résumons et nous expliquons les principaux procédés rhétoriques par lesquels Nicolas Sarkozy a tenté de relever ce défi.

Le premier d'entre eux concerne l'utilisation intensive du thème de l'unification tout au long des cinq discours. Nous avons surtout mis l'accent sur ce thème lors du premier discours car c'est dans celui-ci que le thème de l'unification est le plus prononcé, mais il se trouve également présent dans les quatre autres discours. Son utilisation est essentiellement la même : des références à l'importance de l'unité au sein de la population. Nous avons vu au cours de notre revue de la littérature que l'unification est un élément essentiel dans l'affirmation de la force d'une nation et dans la légitimité du pouvoir présidentiel (Murphy, 2003 & Jamieson, 2007). Cette idée est en parfait accord avec les résultats de notre analyse. Cependant, il nous

semble que l'unification de l'auditoire est également un élément indispensable dans le renforcement du sentiment d'appartenance à la nation. En effet, en cherchant à unir l'ensemble des citoyens dans la cause du développement européen, Nicolas Sarkozy tente de créer un engouement pour l'Europe. Cet engouement suppose une population investie et prête à soutenir sa communauté dans les choix politiques qu'elle entreprend. Nous croyons donc que cette omniprésence du thème de l'unification dans les discours revêt plusieurs facettes qui concourent toutes à établir des bases solides pour l'Europe et pour les choix politiques de ses dirigeants.

La création du sentiment d'appartenance passe également par une valorisation excessive de la communauté européenne visant à raviver l'intérêt des Français pour l'Europe. Au cours de notre revue de la littérature, nous avons vu que les auteurs faisaient ressortir deux facettes différentes du rôle de politicien en temps de crise : celle du politicien qui doit justifier ses décisions et celle du politicien qui bâtit la nation en la valorisant. Dans le cadre de notre analyse, il apparaît clairement que ces deux facettes sont étroitement liées. Notre analyse identifie les pratiques rhétoriques concrètes par lesquelles ces deux facettes cohabitent dans les discours. Elle montre que Nicolas Sarkozy fait usage de la justification pour expliquer certaines actions ou certaines décisions tout en cherchant à développer la valorisation de la communauté européenne. Prenons un exemple présent dans les discours qui nous permet d'expliquer plus précisément cette caractéristique de notre analyse. Dans le quatrième discours, Nicolas Sarkozy déclare :

« L'Europe a fait la paix. L'Europe a obtenu le retrait d'une armée d'occupation et l'Europe a voulu les discussions internationales. Cela faisait longtemps, me semble t-il, que l'Europe n'avait pas joué un tel rôle dans un conflit de cette nature. Je vois naturellement toutes les ambiguïtés, toutes les insuffisances,

tous les compromis qu'il a fallu faire. Mais en conscience j'estime que nous avons obtenu le maximum de ce qu'il était possible et surtout, Monsieur le Président du Parlement européen, que si L'Europe n'avait pas fait entendre la voix du dialogue et la voix de la raison, qui l'aurait fait ? » (Quatrième discours, l. 69 à 76)

Cette déclaration prend clairement la double fonction de justification et de valorisation. La justification est présente à deux reprises. Une première fois lorsque Nicolas Sarkozy affirme les succès de l'Europe (obtention du retrait de l'armée d'occupation et ouverture des discussions internationales) qui justifient l'ingérence de l'Europe dans ce conflit. Cette ingérence est également justifiée dans la dernière partie de la déclaration quant le président affirme que seule l'Europe était disposée à occuper ce rôle au sein d'un conflit qui n'était pas le sien. La seconde justification présente dans cette déclaration intervient au moment où le président reconnaît que la situation n'est pas réglée dans son intégralité mais affirme tout de même être parvenu à obtenir le maximum de ce qu'il était possible. Ainsi, Nicolas Sarkozy justifie les insuffisances des résultats obtenus suite à la gestion du conflit.

Intéressons-nous maintenant aux éléments contribuant à la valorisation de la nation. A plusieurs reprises, Nicolas Sarkozy fait usage de procédés destinés à valoriser et à bâtir l'Europe. En effet, dans un premier temps, il positionne l'Europe comme la nation « qui fait la paix ». Il nomme les résultats qu'elle a obtenus et insiste sur le renouveau de cette situation pour l'Europe (« Cela faisait longtemps, me semble t-il, que l'Europe n'avait pas joué un tel rôle dans un conflit de cette nature »). En somme, l'Europe occupe une place qu'elle avait longtemps mise de côté et montre qu'elle est totalement capable de prendre en charge la situation. Nicolas Sarkozy valorise également l'implication de l'Europe en précisant qu'elle était la seule à avoir pris l'initiative d'occuper le rôle de médiateur, et d'y être parvenue avec succès (faire

« entendre la voix du dialogue » et de la « raison »). Ce faisant, Nicolas Sarkozy utilise des procédés visant à valoriser l'Europe et à lui forger une image de nation héroïque.

Les deux facettes du politicien sont en étroite relation tout au long de notre analyse. En effet, la présence de la justification dans une partie du texte renferme souvent l'idée de valorisation de la nation, et vice-versa. Cette caractéristique de notre analyse montre que Nicolas Sarkozy se place tant dans l'intérêt de justifier ses actions et décisions dans la gestion des deux crises, que dans celui de bâtir la communauté européenne et lui redonner de l'attrait envers la population française.

6.4 Le « climat » européen propice à la stratégie argumentative de Nicolas Sarkozy

Les résultats de notre analyse montrent clairement comment Nicolas Sarkozy parvient à remodeler l'image de l'Europe en la rendant plus forte et puissante. Cette métamorphose de l'Europe est possible grâce au succès de l'Europe dans la gestion des deux crises. En effet, il est beaucoup plus facile de dresser le portrait d'une nation prospère et puissante lorsque celle-ci occupe le rôle de la nation qui parvient à résoudre efficacement des crises d'envergure mondiale. Nous pensons donc que, même si Nicolas Sarkozy a très bien su gérer sa stratégie argumentative dans ses discours, le « climat » qui a entouré sa présidence à la tête de l'Union européenne lui a été grandement favorable. Il a su, en l'espace de six mois, donner une impulsion à l'Europe et amorcer ce que l'on pourrait appeler « la renaissance européenne ». Rappelons que ces discours datent de l'année 2008. Que s'est-il passé depuis ?

Nous n'allons pas passer en revue les événements européens depuis deux ans, mais nous voudrions seulement nous arrêter un instant sur la situation actuelle en Europe. Nous le savons, l'Europe connaît depuis quelques mois une crise économique et sociale sans précédent. En effet, la monnaie unique, l'euro, semble être un gouffre financier pour plusieurs pays européens qui sont au bord de la faillite. Des plans budgétaires drastiques sont en train d'être mis en place dans plusieurs pays européens et une tension sociale se fait de plus en plus sentir au sein de la population européenne. En somme, l'Europe connaît de grosses difficultés économiques et sociales qu'elle ne parvient pas à surmonter depuis plusieurs mois.

L'Europe a donc connu plusieurs crises très importantes depuis les discours de notre corpus. Il n'est plus question aujourd'hui de parler de « renaissance de l'Europe » mais plutôt de « sauvetage de l'Europe ». Son image de nation puissante et héroïque en a été sans aucun doute quelque peu altérée. Une analyse rhétorique de discours plus récents nous permettrait sans aucun doute de comprendre les termes précis de cette redéfinition. Alors que Nicolas Sarkozy semble avoir bénéficié d'un climat propice à la formulation d'une rhétorique proclamant la puissance et l'essor de l'Europe, il serait intéressant de voir comment un politicien aborderait aujourd'hui cette même question, alors que le climat est défavorable à la proclamation de la puissance européenne.

BIBLIOGRAPHIE

- Bostdorff, D. (2002). The evolution of a diplomatic surprise: Richard M. Nixon's rhetoric on China, 1952-July 15. *Rhetoric and public affairs*, 5(1), 31-56.
- Browne, S. H. (2009). Close Textual Analysis: Approaches and Applications. In J. A. Kuypers (Ed.), *Rhetorical Criticism: Perspectives in Action* (pp. 63-76) Lanham: Lexington books.
- Campbell, K., & Jamieson, K. (1990). *Deeds done in words*. Chicago: University of Chicago Press.
- Cassen, B. (décembre 2007). A Lisbonne, dans le dos des peuples : Résurrection de la « Constitution » européenne. *Le Monde Diplomatique*. Page consultée le 17 septembre 2009. Accessible à partir du site : <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/12/CASSEN/15442>
- Chaillan, P. (12 août 2008). Russie-Géorgie : un plan de paix sur fond d'hostilités. *L'Humanité*. Page consultée le 26 octobre 2009. Accessible à partir du site : <http://www.humanite.fr/Moscou-confirme-l-arret-de-son-offensive-en-Georgie>
- Charland, M. (2003). Le langage politique. In A. M. Gingras (Ed.), *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives* (pp. 67-91) Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Cornudet, C. (9 juin 2009). L'éviction européenne *Les Échos*. Page consultée le 17 septembre 2009. Accessible à partir du site : <http://www.lesechos.fr/info/analyses/4872611-l-eviction-europeenne.htm>
- Foss, S. K., Foss, K. A., & Trapp, R. (1991). *Contemporary perspectives on rhetoric*. Prospect Heights, Illinois: Waveland.
- Hariman, R. (1995). *Political style: the artistry of power*. Chicago: The University of Chicago press.
- Hyde, M. (2005). The rhetor as hero and the pursuit of truth: the case of 9/11. *Rhetoric and public affairs*, 8(1), 1-30.
- Jamieson, K. (2007). Justifying the war in Iraq: What the Bush administration's uses of evidence reveal. *Rhetoric and public affairs*, 10(2), 249-274.
- M., R. (20 mars 2007). Le candidat UMP rêve d'une revanche du « oui ». *L'Humanité*. Page consultée le 22 septembre 2009. Accessible à partir du

site : http://www.humanite.fr/2007-03-20_Politique_Le-candidat-UMP-reve-d-une-revanche-du-oui

Mardirossian, F. (15 août 2008). Géorgie-Russie, les enjeux de la crise. *Le Monde diplomatique*. Page consultée le 24 octobre 2009. Accessible à partir du site : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-08-15-Georgie>

Murphy, J. (2003). "Our mission and our moment": Bush and September 2001. *Rhetoric and public affairs*, 6(4), 607-632.

Stuckey, M. (2005). One nation (pretty darn) divisible: national identity in the 2004 conventions. *Rhetoric and public affairs*, 8(4), 639-656.

Stuckey, M. (2006). Establishing the rhetorical presidency through presidential rhetoric: Theodore Roosevelt and the Brownsville raid. *Quarterly journal of speech*, 92(3), 287-309.

Zarefski, D. (2007). Making the case for war: Colin Powell at the United Nations. *Rhetoric and public affairs*, 10(2), 275-302.

"François Mitterrand, extrait du discours prononcé au Parlement européen le 17 janvier 1995". Page consultée le 20 avril 2009. Accessible à partir du site : <http://www.lours.org/default.asp?pid=375>

"Jacques Chirac, discours prononcé devant le Bundestag le 27 juin 2000". Page consultée le 20 avril 2009. Accessible à partir du site : <http://www.bundestag.de/geschichte/gastredner/chirac/chirac2.html>

"Jacques Chirac, discours prononcé lors des "Rencontres pour l'Europe de la culture" le 2 mai 2005". Page consultée le 21 avril 2009. Accessible à partir du site : http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais_archives/interventions/discours_et_declarations/2005/mai/discours_du_president_de_la_republique_lors_des_rencontres_pour_l_europe_de_la_culture.29663.html

"Nicolas Sarkozy, discours prononcé devant le Parlement européen le 13 novembre 2007". Page consultée le 18 avril 2009. Accessible à partir du site : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/europe_828/avenir-europe_14204/traitelisbonne_18255/discours-m.-nicolas-sarkozy-devant-parlement-europeen-strasbourg-13-novembre-2007_56337.html

"Robert Schuman, Déclaration du 9 mai 1950". Page consultée le 20 avril 2009. Accessible à partir du site : <http://www.robert-schuman.com/fr/pg-europe/9mai50.htm>

Crise dans le Caucase : mise en œuvre du plan du 12 août 2008 (9 septembre 2008). *France diplomatie*. Page consultée le 17 septembre 2009. Accessible à partir du site :

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/editorial/actual/ael2/bulletin.asp?liste=20080909.html#Chapitre1>

Quel statut pour l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie? (13 août 2008). *L'Express*. Page consultée le 26 octobre 2009. Accessible à partir du site: http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/quel-statut-pour-l-ossetie-du-sud-et-l-abkhazie_549717.html

La Russie doit se retirer sans délai de Géorgie. (17 août 2008). *Le Figaro*. Page consultée le 11 octobre 2009. Accessible à partir du site : <http://www.lefigaro.fr/politique/2008/08/17/01002-20080817ARTFIG00202-la-russie-doit-se-retirer-sans-delai-de-georgie-.php>

Russie-Géorgie: les enjeux du conflit en 7 points. (22 août 2008). *L'Express*. Page consultée le 26 octobre 2009. Accessible à partir du site : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/russie-georgie-les-enjeux-du-conflit-en-7-points_553120.html

ANNEXES

Annexe 1 : transcription du premier discours

1 *Conférence de presse de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, à*
2 *l'issue du Conseil européen extraordinaire de Bruxelles.*

3

4 *Lundi 1^{er} septembre 2008*

5

6 « Mesdames et Messieurs,

7

8 La convocation d'un Conseil européen extraordinaire n'est pas une mesure
9 habituelle. Si j'en ai pris l'initiative avec le soutien de tous les pays de l'Union,
10 c'est que l'Europe considère que la crise en Géorgie est d'une extrême gravité
11 et que l'Europe veut assumer ses responsabilités.

12

13 C'est un message d'unité très fort que l'Europe envoie au-delà des sensibilités
14 diverses qui naturellement s'expriment entre ses membres. Vous vous souvenez
15 certainement que le dernier conseil extraordinaire était en 2003, à propos de
16 l'Irak, que l'Europe en était sortie désunie donc impuissante et inaudible.
17 L'Europe est aujourd'hui unie autour de propositions que la Présidence a
18 présentées au conseil.

19

20 Chacun est d'accord pour consolider le cessez-le-feu obtenu lors de la visite à
21 Moscou et Tbilissi de Bernard Kouchner et de moi-même le 12 août dernier.
22 Chacun en Europe demande la mise en œuvre intégrale du plan en 6 points qui
23 a été signé par toutes les parties au plus haut niveau. J'observe d'ailleurs que ce
24 plan en 6 points est le seul document reconnu par toutes les parties en présence.
25 L'Europe considère que toute solution pacifique et durable au conflit géorgien
26 doit être fondée sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de
27 l'intégrité territoriale de la Géorgie et non sur des faits accomplis ou des
28 mesures unilatérales qui sont contraires au droit international. L'Europe va
29 continuer à s'impliquer pleinement pour la résolution de cette crise. D'ailleurs,
30 si l'Europe ne le faisait pas, qui le ferait à sa place?

31 Nous allons donc nous impliquer dans le domaine politique en poursuivant la
32 médiation entre les parties et, en accord avec tous les membres de l'Union, nous
33 nous rendrons à nouveau à Moscou et à Tbilissi en compagnie du Président
34 Barroso que je veux remercier une nouvelle fois pour la très grande proximité
35 de notre travail, de Javier Solana, le haut représentant et, bien sûr, de Bernard
36 Kouchner. Nous demanderons à la Russie l'application scrupuleuse du plan en
37 6 points.

38

39 L'Europe s'impliquera pleinement pour la reconstruction de la Géorgie où nous
40 prolongerons notre assistance humanitaire et nous prendrons l'initiative de
41 réunir à brefs délais une Conférence Internationale sur la reconstruction de la
42 Géorgie. Nous allons également examiner- ce sera tout le travail de la
43 commission et je remercie le Président Barroso -, le renforcement de la relation
44 entre la Géorgie et l'Europe.

45
46 Enfin, l'Union Européenne va accélérer la mise en place d'un mécanisme
47 international d'observation pour vérifier que les parties respectent
48 scrupuleusement leurs engagements.

49
50 Je retiens de notre réunion l'unité de tous les Européens. Je veux préciser que
51 cette réunion n'était pas dirigée contre la Russie mais il est aussi clair que le
52 comportement de la Russie au cours des dernières semaines, avec sa réaction
53 militaire disproportionnée, avec la reconnaissance des indépendances
54 autoproclamées des deux entités et avec le maintien des troupes russes en
55 territoire géorgien, a fait naître une profonde préoccupation en Europe et au-
56 delà. Que veut la Russie ? La confiance et la coopération, ou la défiance et la
57 montée des tensions ?

58
59 L'Union européenne souhaite un véritable partenariat avec la Russie,
60 partenariat qui est l'intérêt de tous, mais pour bâtir un partenariat il faut être
61 deux. L'Union européenne continuera donc d'examiner les implications de cette
62 crise sur sa relation avec la Russie. Il va de soi que le rendez-vous du 8
63 septembre est extrêmement important pour la suite des relations entre l'Europe
64 et la Russie.

65
66 L'unité des Européens mérite donc d'être soulignée, le retour des sphères
67 d'influences n'est pas acceptable Yalta, c'est fini.

68
69 C'était une séance qui nous a occupés plusieurs heures et, parlant sous le
70 contrôle de Javier SOLANA, du Président BARROSO, de Bernard
71 KOUCHNER, je peux dire que le consensus a été relativement facile à obtenir.
72 Nous condamnons sans ambiguïté la réaction disproportionnée des Russes et
73 nous sommes conscients, nous l'Europe, de notre responsabilité dans le
74 maintien du dialogue avec nos voisins russes. Nous sommes également
75 conscients de l'attente de la Géorgie à l'endroit de l'Union européenne. Cette
76 attente ne sera pas déçue avec le soutien financier, humanitaire et économique.

77
78 **José-Manuel BARROSO** : Tout d'abord je voudrais saluer l'initiative prise
79 par le Président Sarkozy d'organiser ce Conseil européen extraordinaire. La
80 Présidence française et le Président Sarkozy ont fait preuve d'une grande
81 détermination et de rapidité dans la gestion de cette crise. La Présidence
82 française a promu et mis en avant de façon utile l'unité européenne, une unité
83 qui est de plus en plus importante devant une situation extrêmement complexe.
84 La négociation d'un cessez-le-feu et l'envoi rapide d'aide humanitaire
85 montrerait une Union européenne efficace et au premier rang de la réponse
86 internationale.

87 Aujourd'hui, l'Union européenne réagit collectivement et apporte des réponses
88 de commun accord. Et je crois pouvoir vous dire que nous envoyons des
89 messages clairs à la Russie, à la Géorgie et aussi au reste du monde, car c'était
90 possible, comme l'a dit le Président Sarkozy pendant le Conseil européen de
91 montrer que nous sommes unis dans la défense de nos valeurs et aussi que nous

92 voulons travailler ensemble sur cette question, sur la Russie, sur la Géorgie.
93 Les événements dramatiques les dernières semaines ont soulevé des questions
94 sérieuses sur l'état des relations entre la Russie et l'Union Européenne. Nous
95 voulons un partenariat moderne tenant compte des intérêts fondamentaux
96 mutuels, un partenariat que nous pensons dans l'intérêt commun de la Russie et
97 de l'Union européenne.

98 Mais il est clair qu'à la lumière des événements récents, nous ne pouvons pas
99 continuer comme si rien ne s'était passé. C'est pourquoi le Président Sarkozy,
100 moi-même, Javier Solana, nous irons à Moscou et à Tbilissi lundi prochain. Ce
101 sera l'occasion de faire un nouveau point de la situation. En particulier, ce sera
102 le moment de vérifier l'état de mise en œuvre des 6 points de l'accord de
103 cessez-le-feu. Et nous avons décidé aujourd'hui que la Commission va passer
104 en revue l'ensemble des nouvelles initiatives visant à approfondir nos relations,
105 aussi le Conseil pourra tirer des conclusions en amont du Sommet de Nice au
106 mois de novembre. A ce stade et dans l'attente de ces conclusions, nous avons
107 conclu et je cite le point 10 des conclusions du Conseil : « Le Conseil européen
108 donne mandat à son Président de poursuivre les discussions en vue d'une
109 application intégrale de l'accord en six points. Dans ce but, le Président du
110 Conseil européen se rendra à Moscou le 8 septembre, accompagné du Président
111 de la Commission et du Haut représentant. Tant que le retrait des troupes sur
112 leurs positions intérieures au 7 août n'aura pas été réalisé, les réunions en vue
113 de la négociation de l'accord de partenariat sont reportées ». En même temps,
114 nous voulons dire à la Russie que nous travaillons effectivement pour un
115 partenariat constructif et responsable.

116
117 Sur la Géorgie, nous travaillons ensemble et nous avons reçu aujourd'hui
118 encore un mandat renforcé pour préparer certaines initiatives par rapport à la
119 Géorgie. Vous le savez sans doute, la Commission a mis à disposition de la
120 Géorgie 6 millions d'euros pour faire face aux besoins immédiats de l'ensemble
121 des populations civiles affectées par le conflit. Si on ajoute à ces 6 millions les
122 presque 9 millions mis à disposition par les États membres ainsi que l'action de
123 protection civile coordonnée par les États membres, on voit que la contribution
124 européenne n'était pas simplement une contribution rhétorique, c'était une
125 contribution concrète sur le terrain. Mais il y a du travail à faire. Le souci
126 majeur reste le sort des 20 mille personnes déplacées par le conflit. Nos experts
127 ont été sur place et poursuivront les évaluations dans les jours qui viennent.
128 Nous sommes prêts à faire face aux impératifs, y compris à travers une
129 conférence de donateurs très prochainement. Et nous avons convenu que
130 l'Union européenne est déterminée à approfondir les relations politiques et
131 économiques. Notre perspective est la création d'une zone libre-échange, la
132 facilitation des visas de courte durée et un accord de réadmission. Il incombe
133 bien sûr aussi à la Géorgie de s'engager avec conviction à poursuivre ces
134 objectifs.

135 Donc, je pourrai vous dire qu'à part ces conclusions très importantes sur le plan
136 immédiat en ce qui concerne notre rapport avec la Géorgie et la Russie, le
137 Conseil européen s'est penché aussi sur des questions plus à long terme qui sont
138 d'ailleurs reflétées dans les conclusions. Je ne vais pas y revenir pour l'instant

139 mais elles portent sur le besoin de renforcer la politique d'énergie commune en
140 Europe, notamment en matière de solidarité. C'est une conclusion du Conseil
141 européen de travailler avec encore plus d'urgence dans ce domaine et aussi de
142 renforcer notre partenariat oriental. C'est aussi quelque chose à mettre dans
143 l'agenda immédiat de l'Union européenne.

144 Et je tiens à dire que je suis témoin de la façon dont a été possible, sous la
145 Présidence de Nicolas Sarkozy, d'avoir, sur une question extrêmement sensible
146 que sont les rapports avec la Russie et la crise en Géorgie, d'avoir un consensus
147 qui renforce l'Europe et que je crois être une source d'espoir pour les semaines
148 et les mois à venir.

149

150 **QUESTION** – Quand vous parlez d'un consensus facile, Monsieur le
151 Président, est-ce que les discussions ont porté notamment sur le partenariat
152 stratégique et donc énergétique avec la Russie ? Est-ce que l'Europe n'est pas
153 trop dépendante de l'énergie russe pour que l'on en discute ou qu'on le mette
154 sur la table prochainement ?

155

156 **LE PRESIDENT** – Vous le verrez dans les conclusions. Il y a la décision de
157 l'Europe de tout faire pour diversifier ses ressources d'énergie. Nous avons
158 décidé que nous reportions toutes les discussions sur le nouveau partenariat
159 stratégique en attente de la visite que nous ferons à Moscou et à Tbilissi le 8
160 septembre et des résultats concrets que nous en attendons dont l'application
161 intégrale, immédiate de l'accord en 6 points qui a d'ailleurs fait l'objet d'une
162 longue conversation hier soir, que j'ai eue avec le Président Medvedev. Et qui
163 inclut notamment la question du retour des réfugiés, les discussions
164 internationales sur la stabilité, la sécurité en Abkhazie et en Ossétie et le
165 remplacement des troupes russes par une force internationale sur la forme de
166 laquelle nous avons un accord de l'Union pour que l'Europe y participe et ce
167 sera toute la mission de Javier Solana de voir dans quelles conditions entre
168 l'OSCE, l'Union européenne, on met en place cette force. J'ajoute, suivant ce
169 qu'a dit excellemment le Président Barroso que j'ai bien l'intention avec la
170 France Présidente de l'Union, de pousser les feux sur le paquet énergie –
171 climat, car la meilleure réponse à ceux qui me disent que l'on est trop
172 dépendant du pétrole et du gaz russe, c'est de faire un effort en matière
173 d'économie d'énergie, c'est de diversifier les sources d'énergie qui ne sont pas
174 simplement des diversifications géographiques mais c'est aussi l'énergie
175 renouvelable et le nucléaire. Et enfin, de ne pas laisser tomber la question
176 institutionnelle, le problème irlandais, parce que la crise montre que l'Europe a
177 besoin d'institutions fortes et stables. Donc, cette crise doit être une occasion
178 d'aller en avant pour l'Europe et je crois que tous, on vous dira qu'on est quand
179 même assez heureux que l'Europe affiche une volonté politique et que ce soit
180 l'Europe qui soit en première ligne pour éviter la guerre. Et l'Europe a parlé
181 d'une seule voix, tout le monde est d'accord sur l'application du plan en six
182 points, sur le déplacement le 8 septembre et sur les conséquences à en tirer.

183

184 **QUESTION** – Monsieur le Président, au regard de ce qui s'est passé par la
185 suite, est-ce que vous ne regrettez pas de ne pas avoir fait figurer l'intégrité

186 territoriale de la Géorgie dans le plan dont vous avez été l'artisan ?

187

188 **LE PRESIDENT** – Vous savez, des regrets, on peut en avoir beaucoup. Mais
 189 j'observe simplement, Madame Schneider, que les Russes sont entrés en
 190 Géorgie à la suite des événements que vous connaissez le 7 août, que le cessez-
 191 le-feu a été obtenu le 10, trois jours après. Il n'y a pas beaucoup de regrets à
 192 avoir de ce point de vue-là. Et que si le 8 septembre nous obtenons le retrait des
 193 forces russes, cela voudrait dire qu'en un mois, l'Union européenne aura évité
 194 la guerre. Alors, je suis sûr qu'il y a des tas de choses que l'on aurait dû faire
 195 bien mieux mais j'observe quand même que ce qui a été fait, cela a permis
 196 d'arrêter les hostilités. Pour le reste, Madame Schneider, j'espère que vous ne
 197 découvrez pas que le problème de l'Ossétie et de l'Abkhazie a commencé le 7
 198 août puisque cela fait l'objet de résolutions des Nations Unies depuis 1992.
 199 J'ajoute que le retrait des troupes russes, c'est sur les lignes d'avant le 7 août.
 200 Pourquoi, Madame Schneider ? Parce qu'il y avait des troupes russes qui étaient
 201 prévues et autorisées dans le cadre des forces de maintien de la paix par une
 202 décision des Nations Unies. J'imagine donc que l'intégrité territoriale de la
 203 Géorgie ne se posait pas avant le 16 août. Elle ne doit pas se poser plus
 204 maintenant. Il y a des principes, ce sont ces principes-là que nous avons
 205 retenus.

206

207 J'ajoute enfin, quand nous arrivons avec Bernard Kouchner, le 10 août, qu'est-
 208 ce - que disent les Américains ? Qu'est-ce-que dit le monde entier ? Que les
 209 forces russes sont en direction de Tbilissi. Et quand nous partons le 10 au soir,
 210 les forces russes s'arrêtent, un cessez-le-feu est annoncé et nous commençons
 211 alors la négociation pour le retrait.

212

213 J'admets que l'on n'a pas tout réussi, mais enfin, on n'a jamais vu l'Europe en
 214 position si volontaire et si réactive pour mettre un terme à une crise très grave.
 215 Maintenant, le Conseil a rappelé les principes : respect de l'intégrité, de la
 216 souveraineté et de l'indépendance.

217

218 Je voudrais d'ailleurs dire qu'à l'époque - je parle du 10 août - la volonté très
 219 clairement exprimée des dirigeants russes, c'était de renverser le régime de M.
 220 Saakachvili. Dès le premier contact, j'ai clairement indiqué que c'était
 221 inacceptable. Ce n'était pas aux Russes de désigner le gouvernement légitime
 222 de la Géorgie. D'ailleurs, c'est le Président géorgien lui-même qui a cosigné,
 223 avec M. Medvedev et moi, le plan en six points. Y penser à ce moment-là,
 224 c'était la meilleure, peut-être même la seule solution pour éviter de nouveaux
 225 morts.

226

227 **QUESTION** – Pour le Président Sarkozy. J'ai du mal à comprendre, dans le
 228 paragraphe 3 des conclusions, la phrase en ce qui concerne chaque Etat en
 229 Europe. J'ai devant moi également votre texte du 17 août dans Le Figaro où
 230 vous dites que la Géorgie se trouve sur le sol européen. Est-ce que cela signifie
 231 que la Géorgie, selon vous, a la vocation de devenir, bientôt ou à terme,
 232 membre de l'Union européenne ? Est-ce l'élargissement en sourdine, ici ?

233

234 **LE PRESIDENT** – Qu'est-ce que signifie le point 3 ? C'est très simple. Face à
235 l'inquiétude qui a été exprimée par un certain nombre de pays, membres de
236 l'Union ou voisins de l'Union, inquiétude sur ce que signifiait la politique
237 russe, nous avons bien voulu souligner que le principe d'intégrité,
238 d'indépendance et de souveraineté ne valait naturellement pas que pour la
239 Géorgie, qu'il valait pour tous les pays qu'ils soient, d'ailleurs, Monsieur, sur le
240 territoire européen ou pas.

241

242 Quant au problème de l'élargissement, j'ai eu l'occasion de m'en expliquer,
243 notamment sur l'adoption du Traité de Lisbonne. Je voudrais rappeler que seul
244 Lisbonne permet l'élargissement. Que le Traité de Nice - je n'y étais pas, je ne
245 l'ai pas négocié - prévoit une Europe à 27. J'ajoute que je n'ai pas été mandaté
246 pour commenter la perspective d'adhésion de tel ou tel pays. Le travail de
247 reconstruction de la Géorgie, la conférence que nous allons organiser, c'est la
248 demande des Géorgiens. Cette demande n'est pas d'adhérer de façon précipitée
249 à l'Union européenne. Et donc, cela ne se fera pas de façon dissimulée.

250

251 **QUESTION** – Pour rebondir sur la question de mon confrère, une question de
252 géographie, toujours. Si la Géorgie est en Europe, j'aimerais bien comprendre,
253 si on trace une ligne médiane, pourquoi la Turquie, selon vous, ne s'y trouve
254 pas, puisqu'a priori la Géorgie est beaucoup plus à l'Est, je dirais, que la
255 Turquie ?

256 Une deuxième question, si vous me le permettez, concernant l'Ukraine. Dans
257 les circonstances actuelles, faut-il répondre positivement à la demande de
258 l'Ukraine de lui ouvrir clairement une perspective d'adhésion à l'Union
259 européenne ?

260

261 **LE PRESIDENT** – Concernant l'Ukraine, avec le Président Barroso, nous
262 aurons l'occasion de présider le Sommet entre l'Union européenne et l'Ukraine,
263 pays de plus de 40 millions d'habitants. Nous avons beaucoup de choses à faire
264 pour renforcer nos rapports avec l'Ukraine et nos relations avec l'Ukraine avant
265 une éventuelle adhésion. Je dois dire, d'ailleurs, que l'Ukraine n'en a même pas
266 formulé la demande explicite, premier élément.

267

268 Deuxième élément, c'est un débat éternel. Est-ce que l'Europe, c'est une idée ?
269 Est-ce que l'Europe, c'est une géographie ? Chacun peut avoir sa conception
270 des choses. Je n'ai pas dit que la Géorgie était en Europe, j'ai dit que ce conflit
271 entre la Russie et la Géorgie concernait au premier chef l'Europe. Chacun le
272 comprend bien. D'ailleurs, heureusement que nous n'avons été cherché
273 personne pour essayer de régler ce conflit, puisque seule l'Europe était en
274 situation d'y apporter une réponse. Vous verrez que, dans le texte, nous avons
275 rajouté une phrase pour dire toute l'importance que nous attachons au
276 renforcement des relations avec l'Ukraine et à la définition d'un partenariat
277 oriental qui doit permettre, entre l'indifférence et l'adhésion, de trouver les
278 voies d'un juste milieu ambitieux.

279

280 **QUESTION** – Je voudrais savoir si cette crise ne montre pas l’insuffisance
281 dramatique de la défense européenne, parce qu’aujourd’hui, l’Union européenne
282 a tout d’un tigre de papier, puisqu’elle ne dispose absolument pas d’instruments
283 à l’appui de ses demandes, à la différence des Américains, par exemple.

284

285 **LE PRESIDENT** – Monsieur Quatremer, je voudrais dire que, pour une fois, je
286 ne partage pas totalement votre opinion. Enfin,...

287

288 **M. QUATREMER** - ... Enfin, quand même pas mal.

289

290 **LE PRESIDENT** – ... Mais que l’Europe manque d’une politique de défense,
291 qu’elle devrait avoir une politique de défense plus ambitieuse, nous défendons
292 cette idée avec constance. Mais, je voudrais dire que la solution de la crise entre
293 l’Europe et la Russie n’est pas militaire. Enfin, écoutez, on n’a pas vu
294 l’effondrement du mur de Berlin, on n’a pas vu la fin de la dictature
295 communiste, on n’a pas vu la fin du Pacte de Varsovie, pour ré embrayer sur
296 une nouvelle guerre froide où l’on affirmerait que les relations entre la Russie et
297 l’Europe ne peuvent se traduire que par une confrontation militaire.

298 J’appelle chacun à garder son sang-froid.

299

300 Souvenez-vous, vous écrivez, Monsieur Quatremer ! Vous me dites que c’est un
301 tigre de papier mais alors qu’est-ce que cela serait si l’on était un tigre tout court
302 parce qu’un tigre de papier qui obtient- je parle de l’Europe - le cessez-le-feu, le
303 retrait fût-il partiel, le tout en moins d’un mois et qui est aujourd’hui - je parle
304 de l’Union européenne - la seule entité capable de discuter pour résoudre le
305 problème de la Géorgie ? Est-ce que le problème de la Géorgie se résoudra
306 mieux avec des bateaux envoyés en Mer noire ou par une discussion
307 diplomatique, politique, économique comme nous sommes mandatés Monsieur
308 Barroso, Monsieur Solana, Monsieur Kouchner et moi pour l’engager ?

309

310 On me dit : "oui, mais la Russie c’est très important pour l’Europe". Eh bien,
311 l’Europe c’est très important pour la Russie. D’ailleurs, si ce n’était pas le cas, je
312 ne vois pas pourquoi pratiquement tous les jours de ce mois d’août, j’aurais été
313 amené à avoir, en tant que Président de l’Union, du Conseil, un contact avec M.
314 Medvedev ou M. Poutine. C’est sûr, l’Europe a moins de divisions que les Etats-
315 Unis dans la solution de cette crise. Qui aujourd’hui est le plus efficace pour
316 aider la Géorgie ? Est-ce-que cela se compte en nombre de bateaux ? Je veux
317 d’ailleurs dire que les Etats-Unis d’Amérique ont été d’une grande loyauté dans
318 la gestion de la crise avec l’Europe. Ils avaient une position plus dure sur le
319 fond que celle que nous avons exprimée mais nous avons essayé d’avoir une
320 position complémentaire et j’ai été très sensible au fait que Madame Rice soit
321 venue à la demande du Président Bush en France pour bien comprendre l’esprit
322 du plan en six points. Je rappelle que c’est Madame Rice qui a apporté le plan
323 en six points à Monsieur Saakachvili et qui a poussé pour que la Géorgie
324 l’adopte. C’est donc qu’il y avait une action complémentaire et d’ailleurs je crois
325 que cela a rassuré beaucoup de monde en Europe de voir certes une position
326 indépendante de l’Europe par rapport aux Etats-Unis mais sans qu’il y ait

327 d'opposition. Je ne pense pas que la réponse à cette crise soit une réponse
328 militaire, voire même une réponse de l'OTAN. C'est une réponse politique, c'est
329 un choix que doivent faire les dirigeants russes.

330 Qu'est-ce qu'ils veulent dans les rapports avec l'Europe ? Nous, nous voulons le
331 partenariat, nous voulons la paix mais nous voulons le respect d'un certain
332 nombre de principes. La Géorgie est un pays indépendant, ce n'est pas à son
333 grand voisin de fixer ses frontières. Comment on obtient cela ? Par le dialogue,
334 par la discussion et j'ai bon espoir que nous allons y arriver. Évidemment, ce
335 n'est pas simple, ce n'est simple pour personne et le Président Saakachvili et la
336 Géorgie savent parfaitement que l'Europe les soutiendra politiquement et
337 économiquement. En même temps, ne lançons pas la guerre froide comme cela,
338 ne tendons pas les relations, ne montrons pas les biceps, les démonstrations de
339 force, les rodomontades, les sanctions, les contre-sanctions. Pour quel bénéfice
340 et qui en sortira gagnant ? Personne. Si un jour, il faut arriver là, le moment
341 venu, chacun prendra ses responsabilités et je les prendrai moi-même mais ce
342 moment-là n'est pas venu et s'il doit venir, cela sera d'autant plus efficace que
343 nous aurons su garder notre sang-froid au moment où il fallait privilégier le
344 dialogue. Il y a un rendez-vous le 8 septembre, il y a un plan, que le dialogue et
345 la diplomatie fassent leur œuvre. Si cela marche, l'Union aura prouvé son
346 efficacité, si cela ne marche pas, on est parfaitement tous d'accord les 27 et
347 toutes les institutions, on se réunira alors et on prendra d'autres décisions mais il
348 faut graduer les choses et les contacts que j'ai avec le Président Medvedev
349 m'amènent à penser qu'en l'état actuel des choses ce que l'on fait, c'est ce qu'il
350 fallait faire sans insulter l'avenir et sans se précipiter.

351 Tout de suite arriver à l'excès et comment on en sort après ? Le monde a
352 suffisamment de conflits pour que l'on n'en rajoute pas un sans s'être donné
353 toutes les chances d'apaiser.

354

355 **QUESTION** - Vous répétez à plusieurs reprises qu'il faut respecter le plan, des
356 six points, c'est le plus important mais comme la Russie reconnaît déjà
357 officiellement les deux petits pays sur le territoire de la Géorgie, comment
358 voulez-vous qu'il se retire de sa décision ou il y a d'autres moyens de les
359 persuader ?

360

361 **LE PRESIDENT** - La Russie a exprimé une décision politique que nous avons
362 condamnée sans ambiguïté mais c'est le droit de la Russie d'exprimer ce qu'elle
363 souhaite exprimer. A ma connaissance, les délibérations des Nations Unies,
364 c'est que l'Abkhasie et l'Ossétie, c'est la Géorgie. Dans le plan en six points, il
365 est prévu que des discussions internationales s'engageront sur la question de la
366 stabilité et de la sécurité en Abkhasie et en Ossétie. Moi, ce que je souhaite, ce
367 que souhaite le Président Barroso, ce que souhaite Monsieur Javier Solana, ce
368 que souhaite Bernard Kouchner, c'est que ces discussions s'engagent. Alors on
369 me dit : "mais il y a eu le précédent du Kosovo..." mais pardon, avant que nous
370 reconnaissons, nous, l'indépendance du Kosovo, il y a eu des années de
371 discussions dans les enceintes internationales, il y a eu une médiation des
372 Nations Unies et j'ai d'ailleurs rappelé au Président
373 Medvedev que lorsque l'Europe a reconnu le Kosovo, la Russie avait condamné

374 la décision de l'Europe. Ils ne doivent pas s'étonner que nous condamnions la
375 décision de la Russie. Que des discussions s'engagent et elles aboutiront à quoi?
376 Nous verrons bien. J'ajoute qu'il était très important que le Président Medvedev
377 accepte le principe de la discussion sur le retour des réfugiés, pas simplement
378 les réfugiés depuis le 7 août, les réfugiés depuis le début des années 90 parce
379 qu'il ne saurait y avoir de solution, parce que quitte à parler du Kosovo, alors on
380 ne peut pas parler, on ne peut pas accepter ce que l'on a appelé le nettoyage
381 ethnique d'un côté ou de l'autre et chacun devra être cohérent aussi. S'il veut
382 l'auto-détermination des peuples, c'est un principe auquel je suis très attaché
383 mais ce principe appliqué aux partenaires de la Russie, il peut servir à d'autres.
384 Nous, ce que nous voulons, c'est que des discussions internationales
385 s'organisent autour des décisions qui ont déjà été prises par l'ONU, c'est-à-dire
386 c'est la Géorgie. Voilà, dans son intégrité territoriale.
387 Merci. »

Annexe 2 : transcription du second discours

1 *Conférence de presse conjointe de M. Nicolas SARKOZY, Président de la*
2 *République Française, et de M. Dimitri MEDVEDEV, Président de la*
3 *Fédération de Russie.*

4

5 *Moscou – Lundi 8 septembre 2008*

6

7

8

9 **M. DIMITRI MEDVEDEV** - « Mesdames et Messieurs, chers collègues, je
10 voudrais vous dire quelques mots. Aujourd’hui, ensemble, le Président
11 SARKOZY avec d’autres collègues européens, nous avons eu un entretien très
12 important. D’abord, comme régulièrement, ces entretiens durent assez
13 longtemps. Nous avons abordé des questions plus difficiles et plus épineuses,
14 d’actualité. Certes, nous avons passé beaucoup de temps à discuter des
15 conséquences de la récente crise au Caucase qui a été provoquée par la Géorgie
16 contre l’Ossétie du sud.

17

18 Dès le début, je tiens à souligner que notre pays apprécie les efforts médiatiques
19 de l’Union européenne de la Présidence française et de mon collègue M.
20 SARKOZY, personnellement. Dès le début, le Président français s’est engagé
21 dans cette problématique. Nous sommes souvent en contact et apparemment
22 cela porte ses fruits. Aujourd’hui, nos collègues ont confirmé que l’Union
23 européenne était prête à continuer à contribuer au revirement du conflit, y
24 compris par le lancement de mécanismes internationaux, visant à assurer la
25 sécurité dans les zones adjacentes à l’Abkhazie et à l’Ossétie du sud. En plus,
26 nous avons examiné en détails les questions de l’implication de la participation
27 de l’Union européenne, ensemble avec l’OSCE, pour le règlement de ce conflit.

28

29 Certes, il y a des sujets où nos opinions divergent, notamment la reconnaissance
30 de l’indépendance de l’Ossétie du sud et de l’Abkhazie. Vous savez que
31 l’Union européenne a condamné cette décision mais nous en avons déjà parlé.
32 Je tiens à souligner que pour nous c’était le seul moyen de préserver les vies, le
33 seul moyen de sauvegarder l’existence des peuples abkhazes et de l’Ossétie du
34 sud. Je tiens à dire que nous nous sommes penchés sur la mise en œuvre du plan
35 que nous avons élaboré ensemble. A mon avis, la Russie le respecte sur tous les
36 points. En même temps, je ne peux pas dire la même chose au sujet de la partie
37 géorgienne. La Géorgie essaye de rétablir son potentiel militaire avec
38 l’existence active de certains de nos partenaires notamment les Etats-Unis. Je
39 crois que, dans l’avenir, la décision prise sera tout à fait claire pour la majorité
40 des pays et d’autres pays vont suivre notre exemple. Les pays pour lesquels les
41 droits de l’Homme et la volonté démocratique, le peuple sont des mots qui ne
42 sont pas privés de sens. Ce qui compte aujourd’hui c’est de continuer le
43 dialogue avec SOUKOUMI et TSKHINVALI. Un dialogue est possible sur les
44 sujets de droit international.

45
46 Pour nous, l'Union européenne, c'est notre partenaire naturel, notre partenaire
47 clé. C'est pour cette raison que nous avons mis ensemble les mesures visant à la
48 mise en œuvre le plan du 12 août 2008 et je voudrais vous faire part de ce
49 document. Je vais le faire en russe et mon collègue Nicolas va le faire en
50 français.

51 La mise en œuvre du plan du 12 août 2008, la réaffirmation de l'engagement de
52 toutes les parties à mettre en œuvre dans leur intégralité toutes les dispositions
53 du plan Medvedev-Sarkozy en 6 points du 12 août 2008.

54 1. Retrait des forces. Retrait de toutes les forces russes de paix des 5 postes
55 d'observation sur les lignes de Poti à Sénaki dans un délai maximum de 7 jours,
56 compte tenu de la signature
57 le 8 septembre des documents juridiquement contraignants et garantissant le
58 non-recours à la force contre l'Abkhazie.

59 Retrait complet des forces de paix russes hors des zones adjacentes à l'Ossétie
60 du Sud et à l'Abkhazie sur leurs positions antérieures au début des hostilités. Ce
61 retrait se déroulera dans les 10 jours du déploiement dans ces zones des
62 mécanismes internationaux, y compris au moins 200 observateurs de l'Union
63 européenne, qui devra intervenir au plus tard le 1er octobre 2008, compte tenu
64 de l'existence des documents juridiquement contraignants qui garantissent le
65 non-recours à la force contre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Je tiens à
66 souligner que ces documents en question ont déjà été reçus par la partie russe.

67 Achèvement du retour des forces armées géorgiennes dans leurs lieux de
68 cantonnement d'ici le 1er octobre 2008.

69 2. Mécanismes internationaux d'observation. Les observateurs internationaux
70 des missions d'observateurs des Nations unies en Géorgie continueront
71 d'exercer leur mandat dans leurs zones de responsabilité en conformité avec
72 leurs effectifs et le schéma de déploiement tel qu'il était le 7 août 2008, sans
73 préjudice d'ajustements futurs sur décision du Conseil de sécurité des Nations
74 unies.

75 Les observateurs internationaux de l'OSCE continueront d'exercer leur mandat
76 dans leurs zones de responsabilité en conformité avec leurs effectifs et le
77 schéma de déploiement tel qu'il était le 7 août 2008, sans préjudice
78 d'ajustements futurs sur décision du Conseil permanent de l'OSCE.

79 Les préparatifs seront accélérés pour permettre le déploiement d'observateurs
80 supplémentaires dans les zones adjacentes à l'Ossétie du Sud et à l'Abkhazie en
81 nombre suffisant pour remplacer les forces de paix russes d'ici le 1er octobre
82 2008 dont au moins 200 observateurs de l'Union européenne.

83 L'Union européenne en tant que garante du principe de non-recours à la force,
84 prépare activement le déploiement d'une mission d'observation en complément
85 des mécanismes d'observation existants.

86 3. Discussions internationales

87 Les discussions internationales prévues au point 6 du plan Medvedev-Sarkozy
88 du 12 août 2008 débiteront le 15 octobre 2008 à Genève. Les conversations
89 préparatoires débiteront en septembre, année en cours.

90 Ces discussions porteront notamment : sur les modalités de sécurité et de
91 stabilité dans la région ; sur la question des réfugiés et déplacés sur la base des

92 principes reconnus au niveau international et de la pratique de règlement post-
93 conflictuel ; sur tout autre sujet, d'un commun accord entre les parties.

94

95 Voilà, le document que nous avons mis au point tout à l'heure.

96

97 Je tiens à souligner qu'il entre en vigueur immédiatement, notamment compte-
98 tenu du fait que la Russie a eu des garanties de la part de l'Union européenne,
99 de la part de la France qui assume la présidence de l'Union européenne,
100 notamment sur le non-recours à la force par la partie géorgienne.

101 Je passe la parole à mon collègue, Nicolas.

102

103 **LE PRÉSIDENT** – Merci, Monsieur le Président. Je prendrai la parole au nom
104 du Président BARROSO comme au mien, en associant Javier SOLANA et
105 Bernard KOUCHNER, naturellement, puisque c'est ensemble que nous avons
106 discuté avec nos partenaires russes de l'accord que je ne vais pas relire, puisque
107 Dimitri MEDVEDEV l'a fait, mais que je pourrais résumer de la façon
108 suivante: nous ne pensons pas résoudre en 4 heures de discussions la totalité des
109 questions qui préoccupent le Caucase depuis des années. Mais la volonté de
110 l'Union européenne est de servir les intérêts de la paix.

111 Depuis le 12 août, nous œuvrons, Monsieur BARROSO, moi-même et la
112 diplomatie française, Bernard KOUCHNER, au service de la paix. Ce que nous
113 avons décidé avec le Président MEDVEDEV signifie concrètement dans une
114 semaine maximum la levée des check-points entre Poti et Senaki. Je remercie la
115 partie russe d'avoir accepté de mettre des délais précis. Dans une semaine, dans
116 un mois, le retrait complet des forces militaires russes du territoire géorgien
117 hors Ossétie et Abkhazie, un mois. La confirmation de la présence des
118 observateurs internationaux de la MONUG et de l'OSCE dans leurs mandats
119 actuels, c'est-à-dire que ces observateurs seront au-delà des limites
120 administratives de l'Abkhazie et de l'Ossétie. L'engagement de l'Union
121 européenne de déployer avant le 1er octobre 2008 observateurs de l'Union
122 européenne, nous verrons avec Javier SOLANA si on peut déployer plus dans
123 les semaines qui suivront le 1er octobre.

124

125 Le Président MEDVEDEV l'a indiqué je le confirme, le Président BARROSO
126 et le Haut Représentant SOLANA ont signé une lettre garantissant le soutien de
127 l'Union européenne au principe de non recours à la force. J'ai moi-même remis
128 au Président MEDVEDEV une lettre du Président SAAKASHVILLI
129 s'engageant à ne pas recourir à la force en Abkhazie ; le même engagement
130 pour l'Ossétie étant recouvert par l'accord du 12 août.

131

132 Enfin , l'engagement de discussions internationales à Genève à compter du 15
133 octobre, étant entendu que nous allons nous mettre au travail tout de suite avec
134 le Président BARROSO et l'ensemble de la diplomatie représenté par le haut
135 représentant et par Bernard KOUCHNER, pour voir quels contours auront ces
136 discussions, quelle composition occuperont ces discussions internationales.
137 Mais vous avez certainement noté que le Président MEDVEDEV a indiqué que
138 la question des réfugiés serait au cœur de ces discussions.

139

140 Je crois pouvoir dire que la négociation qui nous a occupés ces dernières heures
141 a été fructueuse. Nous allons nous envoler maintenant pour la Géorgie, pour
142 expliquer ce que nous avons signé et pour faire en sorte que chacune des parties
143 s'engage au service de la paix. Dans une semaine les check-points démantelés,
144 dans un mois les forces militaires russes en dehors du territoire géorgien, à
145 l'exception naturellement de l'Ossétie et de l'Abkhazie.

146 Je veux d'ailleurs dire, de ce point de vue, que la discussion que nous avons eue
147 avec le Président MEDVEDEV, comme il l'a très bien dit, ne veut pas dire que
148 nous sommes d'accord sur tout. L'Union européenne a condamné la
149 reconnaissance unilatérale de l'Ossétie et de l'Abkhazie, leur indépendance par
150 la Russie.

151

152 Le Président MEDVEDEV a rappelé sa position, mais nous n'étions pas là pour
153 négocier sur l'avenir, nous étions là pour mettre en œuvre le plan du 12 août. Je
154 crois pouvoir dire honnêtement que ce que nous avons signé aujourd'hui, ce
155 que nous vous disons aujourd'hui représente parfaitement l'état d'esprit qui a
156 prévalu au moment du cessez-le-feu.

157

158 Je voudrais dire un dernier mot pour que les choses soient claires, si tout ceci se
159 passe comme nous l'avons indiqué et croyez-bien que pour le Président
160 BARROSO, comme pour moi-même, Javier SOLANA ou Bernard
161 KOUCHNER, c'est une fameuse discussion, une forte négociation. Cela
162 voudrait dire quand même qu'en un peu plus d'un mois, un conflit qui aurait pu
163 être beaucoup plus, avec des conséquences humaines beaucoup plus graves, se
164 serait arrêté. Je veux dire que les armes ne parleront plus et j'appelle chacun à
165 bien réfléchir à cela. Si l'Union européenne ne s'était pas engagée puissamment
166 pour obtenir le cessez-le-feu et sur la base du cessez-le-feu pour créer les
167 conditions de la confiance entre les différents protagonistes, pour obtenir le
168 retrait des forces russes. Alors, naturellement, il restera des discussions
169 importantes à Genève sur la sécurité et la stabilité, les conditions de l'Abkhazie
170 et de l'Ossétie. Mais enfin, cette question-là ne se posait pas depuis le 7 août,
171 puisqu'elle occupait un certain nombre de résolutions. Donc je crois dire que
172 cet accord est un accord qui représente le maximum de ce que l'on pouvait
173 faire. Et si tous les conflits à travers le monde se trouvaient ainsi sur la voie de
174 la résolution, le monde serait plus stable.

175

176 Et, enfin, je voudrais dire que ça été pour moi une grande chance de pouvoir
177 compter sur le Président de la Commission et sur le Haut Représentant, parce
178 que comme l'on dit en France, nos montres ont marqué constamment la même
179 heure, au service de l'unité européenne et de la volonté, Monsieur le Président
180 MEDVEDEV, que le monde ne retrouve pas une guerre froide dont nous
181 n'avons pas besoin. Il y a suffisamment de foyers de guerre, d'incompréhension
182 et d'opposition pour que l'on ne se lance pas dans des aventures de cette nature
183 sans réfléchir et sans tout faire pour essayer de faire prévaloir la paix. C'est ce
184 que nous avons essayé de faire. J'admets bien volontiers que tout n'est pas
185 résolu, mais ce qui a été résolu aujourd'hui est assez considérable.

186

187 **QUESTION** – à Monsieur MEDVEDEV : Monsieur le Président, comment
188 appréciez-vous la position de l'Union européenne concernant la situation autour
189 de la Géorgie ? Question au Président SARKOZY : pourquoi les Européens
190 préfèrent ne pas parler de l'agression de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud ? Et
191 la question au deux présidents : quelles sont les perspectives du sommet
192 Russie/Union européenne à Nice qui va avoir lieu prochainement et quelles sont
193 les perspectives de l'accord de coopération et de partenariat ?

194

195 **M. DMITRI DVEDEV** – En ce qui concerne la position de l'Union
196 européenne à propos de la Géorgie, j'ai déjà présenté mon opinion, quand j'ai
197 donné des interviews à plusieurs chaînes européennes. Je crois que la position
198 de l'Union européenne a deux nuances. Premièrement, c'est basé sur la
199 compréhension pas tout à fait complète des circonstances de l'agression de la
200 Géorgie contre l'Ossétie du Sud, compte tenu du fait que ces circonstances ne
201 sont pas traitées exactement. On ne comprend pas pourquoi nous avons reconnu
202 l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et là, je vois des
203 ressources supplémentaires pour continuer à travailler ensemble et expliquer
204 nos motifs aux collègues européens.

205 En ce qui concerne l'autre nuance, il me semble que la décision de l'Union
206 européenne concernant la situation de l'Ossétie du Sud, en général, est assez
207 équilibrée si on prend en considération l'existence des points de vue exotiques
208 et je dirais même extrémistes qui appellent aux sanctions contre la Russie. Je
209 disais plusieurs fois que c'est non productif et non intéressant pour l'Union
210 européenne et, alors, cette position du conseil de l'Union européenne du 1er
211 septembre dernier est compréhensible. Voilà en ce qui concerne notre
212 appréciation de cette position. Concernant les perspectives de notre sommet à
213 Nice et les perspectives de l'accord, je crois que, dans cette situation, la balle
214 est chez nos partenaires européens. Nous ne voulons pas la détérioration des
215 relations, nous ne croyons pas seulement aux suspensions des discussions
216 concernant le nouvel accord. Mais si les collègues européens ne le veulent pas,
217 il n'y a pas de problème. Durant la dernière année, on n'a pas discuté de cette
218 question mais nos relations se sont améliorées encore plus, les investissements
219 ont continué, les échanges aussi. La suspension du travail sur l'accord n'est pas
220 vraiment une décision qui pourrait porter un coup aux intérêts russes. En ce qui
221 concerne les perspectives du Sommet, je crois que nous devons nous rencontrer,
222 nous devons nous parler. Nous avons un petit peu parlé de cette question. Il
223 faudrait effectivement se rencontrer et parler plus largement des relations entre
224 l'Europe et la Russie et Nice est une bonne plateforme pour ceci. Nous allons
225 nous préparer à cet événement d'une façon bien détaillée.

226

227 **LE PRESIDENT** – Ecoutez, c'est très simple. D'abord je pense que l'Union
228 européenne a eu une réaction parfaitement équilibrée parce que si vous relisez
229 le texte de la décision unanime du Conseil européen extraordinaire, il condamne
230 la réaction disproportionnée des Russes. Si nous parlons de réaction, c'est parce
231 qu'il y a eu action. Les mots ont un sens. Et j'estime qu'en agissant ainsi, nous
232 avons agi de façon équilibrée. Deuxième point de désaccord, nous considérons

233 que ce n'était pas à la Russie de reconnaître unilatéralement l'indépendance de
 234 l'Abkhazie et de l'Ossétie. Il y a des règles internationales, celles-ci doivent
 235 être respectées. Ce sont les deux points qui ont posé problème entre nous.
 236 Troisième élément, si le document que nous avons signé aujourd'hui, que nous
 237 présentons aujourd'hui le Président MEDVEDEV et moi-même, si ce document
 238 rentre en vigueur, en accord avec le Président BARROSO, je puis vous dire
 239 qu'il n'y a aucune raison pour que les réunions entre la Russie et l'Europe, qui
 240 ont été reportées pour le mois de septembre, ne reprennent pas dès le mois
 241 d'octobre. Les choses sont parfaitement claires. Nous voulons un partenariat et
 242 nous voulons la paix mais qui peut imaginer que cela arrangerait les affaires du
 243 monde qu'il y ait une opposition entre l'Union européenne et la Russie ?
 244 Vraiment, a-t-on besoin de cela ? Les discussions ont été reportées, les mots ont
 245 un sens, en attendant du document que nous avons négocié le Président
 246 BARROSO et moi-même avec le Président MEDVEDEV. Ce document
 247 rentrant en vigueur, il n'y a aucune raison, à ce moment-là, que les réunions sur
 248 la définition d'un partenariat stratégique entre l'Europe et la Russie soient
 249 reportées.

250

251 **QUESTION** – La France est venue ici avec trois objectifs qui, il me semble,
 252 ont été plus ou moins satisfaits: le retrait des troupes, les dates pour ces
 253 négociations et éventuellement les observateurs. Monsieur le Président russe, je
 254 voudrais vous demander, par rapport à ce qu'on a donné du côté européen pour
 255 vous satisfaire, est-ce-que vous avez eu des signes du côté européen qu'on était
 256 en train d'accepter l'idée d'une Ossétie du sud et d'une Abkhazie indépendante
 257 ? Est-ce-que vous avez fait des progrès en ce sens ?

258

259 **M. DMITRI MEDVEDEV** – Naturellement, il faudrait poser cette question
 260 plutôt à mes collègues qu'à moi. De toute façon, nous n'avions pas pour
 261 objectif de discuter avec nos collègues de l'Union européenne, avec le Président
 262 français, des questions de la reconnaissance de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Nous
 263 avons fait notre choix et je l'ai dit ouvertement lors de nos conversations
 264 téléphoniques, avec Nicolas et avec d'autres collègues. Ce choix est final et
 265 sans retour. Notre décision est sans retour. L'acte de reconnaissance a eu lieu
 266 du point de vue du droit international, en ce qui concerne la théorie de
 267 l'apparition des états, deux nouveaux états sont apparus, le reste est lié au
 268 moment où cette décision prend effet. Le processus de reconnaissance a
 269 commencé et je suis convaincu que ce processus va s'accélérer. A quel moment
 270 les pays de l'Union européenne vont y accéder ? Cela dépend de leur position et
 271 il n'existe pas de décision éternelle. Nous comprenons que tout change dans ce
 272 monde, y compris les positions concernant la non-reconnaissance d'un état.
 273 C'est la réalité dont il faudra tenir compte, y compris nos partenaires de l'Union
 274 européenne. Je suis convaincu que ceci est compris de cette façon mais la
 275 décision concrète et les dates de reconnaissance n'ont pas du tout été discutées
 276 aujourd'hui. Mais nos collègues sont prêts à le faire aujourd'hui et maintenant,
 277 nous n'y voyons pas d'inconvénient.

278

279 **LE PRESIDENT** – Je remercie le Président MEDVEDEV de sa candidature

280 pour être le porte-parole des positions européennes. Je ne serai moi-même pas
 281 le porte-parole des positions russes. Nous avons quatre objectifs : le retrait des
 282 forces militaires russes et un calendrier précis. C'est fait. Le déploiement
 283 d'observateurs internationaux. C'est accepté. Faire rentrer la question des
 284 réfugiés, parce que, Monsieur, permettez-moi de vous le dire, cela ne se traduit
 285 pas simplement par une question d'indépendance ou pas, la question des
 286 réfugiés est très importante. Et enfin, réponse à votre question, des discussions
 287 internationales. Si les discussions internationales s'ouvrent à Genève, c'est bien
 288 qu'il y a matière à discuter. C'est ma réponse.

289

290 **M. DMITRI MEDVEDEV** – Cela nous encourage.

291

292 **QUESTION** – Question aux deux Présidents. Que pensez-vous de la nécessité
 293 d'élaborer une nouvelle conception de la sécurité internationale ? Ne croyez-
 294 vous pas qu'après l'Irak, le Kosovo, l'Ossétie du sud et tout ce qui existait dans
 295 cette sphère avant, tout s'est écroulé ?

296

297 **M. DMITRI MEDVEDEV** – Je crois que les exemples que vous avez cités
 298 démontrent avec évidence que les anciennes approches, la garantie de la
 299 sécurité internationale ont démontré leurs faiblesses. Il n'y a pas longtemps j'ai
 300 traité de cette question lorsque j'ai parlé du principe sur la base duquel va être
 301 construite la politique extérieure russe. Le deuxième principe important était le
 302 refus d'unipolarité et l'impossibilité de domination d'un état dans l'arène
 303 internationale. Les tentatives de résoudre telle ou telle question pour la
 304 communauté internationale ne dépendent pas des états. Même les plus grands
 305 états, même les Etats-Unis ne peuvent pas déterminer les règles du jeu, il y a
 306 des institutions pour cela : les Nations unies, les organisations régionales. Et
 307 c'est à elles de faire leurs apports en ce qui concerne la non-efficacité. Ceci est
 308 lié au fait que dans les situations de crise, cette situation n'a pas toujours
 309 marché. Parce que cela est lié avec l'unipolarité, la volonté de résoudre les
 310 crises par des décisions forcées, des décisions qui ont été présentées par un état.
 311 Par exemple, nombre a voulu s'armer, il s'est bien armé, il a une bonne force, il
 312 a voulu résoudre un vieux problème qui a des racines historiques en un seul
 313 moment par la force militaire. Il a été béni par un seul état. Je ne parle pas
 314 comment cela a été fait, par le consentement tacite ou par la solution directe.
 315 Une démarche idiote a été faite, les gens ont péri. Toute la Géorgie paie
 316 maintenant. Ceci est un exemple de décisions basées sur le monde unipolaire.
 317 Quand il y a la certitude que quelqu'un est derrière toi, qui va t'aider à résoudre
 318 tes problèmes, non, il ne t'aidera pas. Il faut se conduire bien dans le cadre du
 319 droit international alors tout marchera bien. Voilà pourquoi je crois qu'il est
 320 nécessaire d'élaborer de nouvelles approches à la sécurité internationale.

321

322 **LE PRESIDENT** - Ecoutez, juste un mot. Dans cette crise, on a vu
 323 l'émergence d'un acteur de poids, l'Union européenne pour essayer de trouver
 324 les voies de l'apaisement dans une guerre au Caucase. Au regard du droit
 325 international, l'Ossétie et l'Abkhazie sont géorgiennes. Il y a eu action, réaction,
 326 des forces armées se sont affrontées, il fallait trouver une solution pour obtenir

327 un cessez-le-feu puis un retrait, puis l'ouverture de discussions. Cela montre
328 bien que quand l'Europe veut et c'est ce que nous sommes venus incarner,
329 Monsieur BARROSO, Monsieur SOLANA, Monsieur KOUCHNER et moi
330 même, quand l'Europe veut, elle peut être un facteur de paix. Elle peut jouer un
331 rôle y compris dans des régions qu'on n'imaginait pas qu'elle puisse jouer ce
332 rôle. Pour jouer ce rôle, il faut la confiance de tout le monde. Ce n'est pas
333 simple. Ce n'est pas très simple. Je dis aussi à ceux qui nous poussaient à
334 prendre des positions extrêmes que, quand on prend des positions extrêmes, on
335 ne discute plus qu'avec une seule partie. Et, à ce moment-là, on n'est plus un
336 acteur de paix. Je crois qu'il a fallu garder chaque moment le contact au plus
337 haut niveau avec les autorités russes. Ne pas perdre à chaque moment le contact
338 avec les autorités géorgiennes pour essayer d'apporter cet apaisement et ne pas
339 céder à la tentation de tout emporter au moment de la crise. Il fallait résonner
340 étape par étape : le cessez-le-feu, le retrait, les discussions internationales. Je
341 crois que c'est la seule position sage dans le monde instable qui est le nôtre.
342 C'est ce que peut apporter l'Union européenne au monde. Évidemment, je
343 m'apprête à recevoir beaucoup de conseils sur ce qu'il aurait fallu faire et ne pas
344 faire, sur ce qu'il aurait fallu faire au mieux. Le résultat, c'est l'Union
345 européenne qui a obtenu le cessez-le-feu, c'est l'Union européenne qui discute
346 avec le Président MEDVEDEV les conditions du retrait des militaires russes et
347 c'est l'Union européenne qui va engager les discussions internationales à
348 Genève qui sont bien nécessaires et peut-être que parce qu'on n'a pas assez
349 discuté dans le passé, on s'est retrouvés avec des situations dont, à force de ne
350 pas en parler, elles empirent, comme on l'a bien vu ces dernières semaines. Peut
351 être une dernière question parce qu'on a encore de la route à faire avec le
532 Président BARROSO et Monsieur SOLANA !

353

354 **QUESTION** - Nous sommes dix jours après la reconnaissance unilatérale par
355 la Russie de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Il semble que cet aspect n'ait même
356 pas été un vrai sujet de discussion aujourd'hui et il n'est pas à l'ordre du jour non
357 plus, énoncé par Monsieur MEDVEDEV, des discussions à Genève. Est-ce que
358 cela veut dire que vous en tirerez d'une certaine manière le nouveau dessin
359 russe des frontières géorgiennes ? Est-ce que l'Union européenne va devoir
360 développer un nouveau discours pour accepter ce fait accompli ?

361

362 **LE PRESIDENT** - Excusez-moi Madame, je crois avoir dit strictement
363 l'inverse de ce que vous venez de dire. Je ne veux pas vous contrarier mais j'ai
364 dit que l'Union européenne condamnait la reconnaissance unilatérale. J'ai même
365 précisé que ce n'était pas à la Russie de définir ce qu'étaient les frontières de la
366 Géorgie. J'ajoute que dans le point 3 du document que nous venons de négocier
367 avec Monsieur BARROSO, Monsieur SOLANA et Monsieur KOUCHNER, il
368 est marqué : les discussions internationales, prévues au point 6 du plan du 12
369 août 2008, débiteront le 15 octobre 2008 à Genève.

370 Ce n'est peut être pas aussi tout à fait un hasard si, par exemple, le mot statut ne
371 s'y trouve pas. Je ne suis pas en charge de définir la position russe. Les Russes
372 disent ce qu'ils souhaitent dire. Ce n'est pas à moi d'être le porte-parole russe. Je
373 parle avec Monsieur BARROSO, au nom de l'Union européenne.

374 Nous avons condamné. J'ai un mandat et ce mandat; c'était l'application stricte
375 de l'accord du 12 août qui prévoyait l'ouverture de discussions internationales.
376 Je sais que vous êtes passionnée par cette question mais comment pouvez-vous
377 dire que cela n'a pas été évoqué ? J'ai même dit, Monsieur MEDVEDEV l'a dit :
378 c'est un point de désaccord entre nous. Nous n'étions pas chargés Monsieur
379 BARROSO et moi de négocier en une après-midi un sujet qui est pendant
380 depuis une petite vingtaine d'années. Pour les événements les plus récents, nous
381 étions ici pour que les discussions s'engagent et bien qu'elles s'engagent.

382

383 **QUESTION** - Donc ce sera à l'ordre du jour des négociations à Genève ?

384

385 **LE PRESIDENT** - Les discussions prévoient les modalités de sécurité et de
386 stabilité dans la région. Naturellement que cela engage la question de la stabilité
387 et de la sécurité en Abkhazie et en Ossétie. La position du Président
388 MEDVEDEV, il l'a expliqué, celle de l'Union, je vous la confirme.

389

390 **QUESTION** - Est-ce que les frontières de la Géorgie sont les seules que vous
391 voulez modifier en Europe ou est-ce que vous comptez ensuite encore modifier
392 d'autres frontières en Europe, par exemple en Russie ou dans d'autres pays ?

393

394 **M. DMITRI MEDVEDEV** - Vous savez nous ne changeons pas de frontière,
395 ce n'est pas à nous de le faire. Mais je voudrais dire deux mots en ce qui
396 concerne vos propos. Ce n'est pas seulement dix jours après la reconnaissance,
397 le mois du début de l'agression, c'est une date lugubre. Malheureusement, il
398 tiendra sa place dans les manuels d'histoire comme la date de
399 l'agression contre le peuple ossète et de laquelle on peut commencer à élaborer
400 de nouvelles approches à la sécurité dans le monde. J'en ai déjà parlé. En ce qui
401 concerne la reconnaissance pour nous, la question est close. Du point de vue du
402 droit international, deux nouveaux états ont émergé. Nous avons déjà préparé
403 des textes d'accords correspondant y compris les relations diplomatiques. Il va y
404 avoir d'autres accords d'après lesquels nous allons leur prêter assistance
405 humanitaire, matérielle et militaire. Là vous pouvez en être sûrs.

406 Mais ceci est une autre situation. Le reste, ce ne sont que des commérages. Je
407 parlais de leurs fantômes, de ceux qui essaient de voir en la Fédération de
408 Russie, l'Union soviétique mais la Russie a changé. Mais il faut tenir compte de
409 la Russie. La conférence de presse est terminée.

410 Je vous remercie. »

Annexe 3 : transcription du troisième discours

1 *Conférence de presse conjointe de M. Nicolas SARKOZY, Président de la*
2 *République Française et de M. Mikheil SAAKACHVILI, Président de*
3 *Géorgie.*

4

5 *Palais présidentiel (Tbilissi) – Lundi 8 septembre 2008*

6

7

8

9 **M. MIKHEIL SAAKACHVILI** – « Monsieur le Président de la République,
10 le Président de l'Union européenne, Monsieur le Président de la Commission,
11 Monsieur Javier SOLANA, Monsieur le ministre, Mesdames et Messieurs.

12

13 Tout d'abord, je voudrais saluer le Président français. Je voudrais redire à cette
14 occasion que, pour moi, la Géorgie toute entière est reconnaissante pour tous
15 vos efforts, pour votre intervention audacieuse - on peut dire historique - dans
16 ces négociations, dans ces pourparlers pour arrêter la guerre, l'invasion,
17 l'agression, pour établir la paix et essayer de protéger les droits de l'Homme
18 dans ce conflit brutal. Je crois que nous avons beaucoup de chance que la
19 France soit à la Présidence de l'Union, que la France ait un Président comme
20 lui, M. SARKOZY bien sûr, parce que c'est très important de faire les choses
21 très clairement, qu'elles soient fondées sur des principes. L'accord de cessez-le-
22 feu en six points, négocié par le Président SARKOZY et signé par les deux
23 parties du conflit doit être appliqué, pas seulement en théorie mais aussi en
24 pratique, dans les moindres détails. Je crois que, ce soir, un pas en avant a été
25 accompli. Un pas en avant sur la voie d'une mise en place entière des six points
26 négociés par le Président SARKOZY le 12 août 2008. La première étape est le
27 retrait annoncé à ce moment-là des lignes de position de contrôle qui sont
28 maintenant occupées par la force d'occupation. Je voudrais souligner que, pour
29 nous, il n'y a pas de force de maintien de paix. Ce sont des forces d'occupation
30 classiques qui sont maintenant en Géorgie. La chose importante est
31 qu'apparemment ils se retirent des lignes de position, hors des territoires de
32 conflit. C'est le premier pas en avant vers la mise en place du plan de M.
33 SARKOZY en six points. Je crois qu'il faut citer ces points. Les forces
34 militaires russes devront se retirer sous les lignes antérieures au déclenchement
35 des hostilités. Pour la France, c'est la deuxième étape, il faut bien sûr continuer
36 d'avoir un contact sur ces sujets-là, le retrait de tous les hommes par rapport
37 aux lignes intérieures et, à la fin, le retrait complet.

38 Et, comme cela a été signée, l'arrivée par les forces européennes. C'est quelque
39 chose qui reste notre priorité, notre but. Nous sommes, bien sûr, parfaitement
40 d'accord sur ce sujet. Nous avons aussi parlé de ce sommet important qu'il faut
41 organiser ici, à Tbilissi, dans le mois qui vient. Peut-être que Monsieur le
42 Président, va annoncer cela plus en détail. Nous avons aussi parlé de toute
43 l'assistance que la Géorgie doit recevoir. Il faut également continuer à négocier
44 sur les réfugiés, chose principale, car un nettoyage ethnique a été fait en

45 Géorgie pendant ces semaines-là. Il faut absolument stopper le nettoyage
46 ethnique et les crimes horribles. Il y a des victimes, il y a des victimes qui sont
47 encore vivantes et il faut les aider. Monsieur le Président, encore une fois, je
48 suis vraiment plein d'émotion pour ce rôle que vous avez joué. Je voudrais vous
49 remercier, je voudrais remercier tous vos collaborateurs, M. KOUCHNER, je
50 voudrais remercier M. BARROSO, bien sûr, M. SOLANA. Mais nous ne
51 sommes qu'au début de ce grand travail et, bien sûr, ce n'est pas fini. Il faut
52 absolument adhérer au principe des six points et continuer après cela pour
53 appliquer les principes européens en vue d'une solution finale, de la
54 restauration de l'intégrité de la Géorgie ainsi que le principe de la justice dans
55 notre pays et dans cette région. Merci beaucoup Monsieur le Président. C'est à
56 vous.

57

58 **LE PRESIDENT** – Monsieur le Président, merci. Je voudrais dire que le
59 travail que nous faisons, nous le faisons main dans la main avec le Président de
60 la Commission, M. BARROSO auquel je veux rendre hommage et le Haut
61 Représentant M. Javier SOLANA de même que M. Bernard KOUCHNER qui
62 préside le Conseil des ministres des Affaires étrangères. D'abord, je veux dire
63 que je suis parfaitement conscient qu'on n'est pas au bout du chemin. C'est une
64 réalité. Mais nous progressons étape par étape. La dernière fois que je suis venu
65 ici, c'était pour négocier un cessez-le-feu. Cette fois-ci c'est pour annoncer un
66 calendrier de retrait des forces russes sur les lignes d'avant le début des
67 hostilités. Il n'y a pas d'ambiguïté : c'est-à-dire les lignes d'avant le 7 août.
68 Bien sûr que ce n'est pas la fin, puisque dans l'accord nous prévoyons
69 l'ouverture de discussions internationales à partir du 15 octobre à Genève. Il y a
70 encore du travail sur la planche et, Monsieur le Président SAKASHVILI,
71 l'Union européenne sera aux côtés de la Géorgie tout au long du cheminement
72 de sa reconstruction pour garantir sa souveraineté, son indépendance et son
73 intégrité. Nous avons eu conscience avec le Président BARROSO, comme avec
74 M. SOLANA, avec M. KOUCHNER que, pour l'Europe, ce qui se passait en
75 Géorgie c'était très important, c'est très important parce que si l'Europe
76 n'arrive pas à être une force politique au service de la paix, personne ne
77 pourrait éviter l'engrenage de la guerre. Loin de moi l'idée de dire que le travail
78 que nous avons fait avec M. BARROSO, M. KOUCHNER et M. SOLANA est
79 parfait mais ce travail-là qui a permis d'arrêter une guerre en moins de 10 jours
80 et qui permet d'engager le retrait des forces militaires russes en un peu plus
81 d'un mois, aucune autre force politique que l'Union européenne n'aurait pu le
82 mettre en œuvre.

83 Troisième élément : c'est important ce qui se passe ici parce que cela met en
84 cause les principes qui ont présidé à la naissance de l'Union européenne. Ces
85 principes, les droits de l'homme, l'intégrité de la Géorgie, la résolution des
86 conflits par le dialogue, nous les faisons nôtres. Et ce n'a pas été rien, une petite
87 affaire que de maintenir l'unité de l'Europe. Qu'est-ce qu'elle a dit l'Europe
88 unanime ? Et nous sommes autorisés M. BARROSO et moi-même à le dire,
89 nous avons condamné, je l'ai dit à Moscou il y a quelques heures, la
90 reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du
91 Sud qui sont des territoires géorgiens. Aucun pays n'a le droit de remodeler

92 seul les frontières d'un voisin membre de l'ONU. Donc, Monsieur le Président
93 SAAKASHVILI il n'y a pas d'ambiguïté, il y a un désaccord entre l'Union
94 européenne et les Russes sur ce sujet.

95

96 Mais ce que nous avons évité, c'est aussi la renaissance de la guerre froide.
97 Dans cette région, vous avez connu les ravages de la guerre froide, de
98 l'affrontement entre deux camps. Ça ne vous a pas apporté la liberté et ça ne
99 vous a pas apporté la prospérité. Et nous avons privilégié le dialogue et la
100 fermeté. Ce n'est pas parce qu'on dialogue qu'on n'est pas fermes et que les
101 choses soient très claires de ce point de vue, nous continuerons à soutenir la
102 Géorgie et, bien sûr, nous préparerons l'organisation en Géorgie d'une
103 rencontre des principaux pays qui veulent soutenir économiquement la Géorgie
104 dans l'œuvre de redressement qui précèdera une conférence sans doute au
105 niveau des ministères des affaires étrangères. On verra où aura lieu cette
106 conférence pour mobiliser tous les donateurs après qu'une impulsion
107 économique et politique ait été donnée par les principaux chefs d'état.

108

109 Mesdames et messieurs, je ne vais pas répéter ce que j'ai dit à Moscou mais
110 l'Europe sera très vigilante sur la réalisation de l'accord que nous avons conclu
111 avec le Président MEDVEDEV et si cet accord est appliqué comme je l'espère
112 et comme je le crois, nous aurons évité des morts, des misères et des
113 souffrances. Nous n'avons pas tout résolu. Qui peut prétendre résoudre les
114 problèmes en un mois ? Mais nous aurons montré la volonté politique de
115 l'Union européenne au service de la paix et je maintiens cette idée que, pour
116 résoudre les problèmes que nous connaissons aujourd'hui ici en Géorgie, on
117 peut les résoudre par la diplomatie et par l'engagement politique et que la
118 solution militaire n'était pas la bonne solution. Et on ne peut pas d'ailleurs la
119 dénoncer chez les uns et la retenir pour les autres. Je crois pouvoir dire que cet
120 accord que nous avons obtenu à Moscou, c'était le mieux possible de ce qu'il
121 était possible d'obtenir. Ce n'est pas la fin de l'histoire. Mais, quand même, par
122 rapport à notre dernier voyage avec M. KOUCHNER ici, je veux dire que l'on
123 entrevoit un espoir et ce n'est pas rien parce qu'il y a un peu plus d'un mois et
124 demi, de l'espoir il n'y en avait plus beaucoup. Et vraiment, je veux remercier
125 et M. SOLANA et M. BARROSO de ce voyage et du travail que nous avons
126 fait ensemble pour le préparer, qui montre que l'Europe peut être forte quand
127 les différentes institutions en charge de l'Europe parlent le même langage. C'est
128 bien le cas.

129

130 Très brièvement, quelques mots très simples après ce que vient de dire au nom
131 de l'Union européenne, le Président SARKOZY, pour vous dire que la Géorgie
132 peut compter sur la solidarité et l'engagement déterminé de l'Union européenne
133 dans ces heures difficiles. L'Union européenne, ses 27 États membres, ses
134 institutions parlent et agissent d'une façon ferme, unie que ce soit la négociation
135 d'un cessez-le-feu, l'envoi rapide d'aide humanitaire ou la mise en œuvre
136 intégrale du plan en six points. Vous savez ce que la Commission a fait
137 immédiatement après cette crise en termes d'aide financière. Comme le
138 Président SARKOZY l'a dit, nous préparerons une conférence internationale

139 des donateurs. Au-delà de cela, je tiens à vous assurer que l'Union européenne
140 est aussi prête à approfondir les relations politiques et économiques avec la
141 Géorgie. Cela a été une conclusion de notre sommet, le 1^{er} septembre et nous
142 voulons renforcer les relations politiques, économiques avec la Géorgie
143 notamment, si toutes les conditions sont remplies, avec la création d'une zone
144 libre-échange, la facilitation d'attribution des visas de courte durée et aussi un
145 accord de réadmission.

146 Comme l'a dit le Président SARKOZY, suite à nos discussions aujourd'hui à
147 Moscou, nous nous attendons à ce que les actions sur le terrain confirment les
148 engagements pris le Président MEDVEDEV. Pour conclure, je voudrais
149 simplement dire aussi que le choix aujourd'hui à faire, c'est le choix à faire entre
150 une Europe du passé, l'Europe des blocs ou alors l'Europe du futur. Nous
151 voulons une Europe de partenaires, une Europe pour la paix, pour le
152 développement économique et social, pour la prospérité et pour la liberté.

153

154 **M. MIKHEIL SAAKACHVILI** - Tout d'abord j'aimerais soutenir ce qu'a dit
155 le Président SARKOZY et vous dire très clairement qu'effectivement nous
156 allons tenir un sommet, ici à Tbilissi en octobre avec l'engagement généreux du
157 Président lui-même. Cela a été son initiative que d'organiser une conférence de
158 donateurs. J'ai déjà l'accord de principe de la Chancelière MERKEL,
159 évidemment le Président de la Commission, le Président de la Banque
160 Mondiale ainsi que le Président du Fonds Monétaire International et le
161 Président américain et peut-être également d'autres dirigeants internationaux.
162 C'est une excellente initiative qui a été prise par le Président SARKOZY. Ce
163 sera le sommet qui ne montrera pas simplement le soutien économique qui est
164 accordé à la Géorgie mais la reconnaissance de l'importance de l'intégrité
165 territoriale de la Géorgie.

166 J'ai ici la lettre signée par le Président SARKOZY et le Président BARROSO
167 qui vous sera distribuée et qui dit, qu'ils condamnent tout acte visant à miner
168 l'intégrité territoriale dans la Géorgie, reprend le plan en six points et reconnaît
169 le droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers et fait mention des
170 observateurs de l'Union européenne qui seront déployés dans tout le territoire
171 géorgien y compris l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Il ne s'agit pas de parler de la
172 Géorgie hors Abkhazie et Ossétie du Sud et, comme l'a réitéré le Président
173 SARKOZY, il est important que les observateurs soient déployés sur tout le
174 territoire géorgien.

175 Je suis très reconnaissant aussi bien à l'Union européenne qu'à Bruxelles pour le
176 message très fort qui a été envoyé le 1er septembre et pour les initiatives visant
177 à organiser cette conférence au mois d'octobre. Je sais que les questions ont été
178 posées du style : qui a démarré les hostilités ? On sait pertinemment
179 maintenant, qu'il n'y a pas eu de génocide, il n'y a jamais eu de génocide, il n'y a
180 eu aucun droit de protéger des citoyens dont les droits auraient été violés et
181 bafoués. Troisièmement, aujourd'hui, j'ai donné au Président SARKOZY et au
182 Président BARROSO et à M. Javier SOLANA des preuves je crois très fortes,
183 très claires montrant que nous avons réagi à une invasion russe qui a eu lieu
184 avant le démarrage des hostilités et les provocations russes. Je pense que
185 l'histoire le démontrera.

186 Nous avons eu ces preuves tout-à-fait irréfutables et à partir de maintenant je
 187 pense qu'il n'y aura plus de spéculation, plus de questionnement sur qui a
 188 démarré les hostilités, ce sont eux qui ont démarré ces hostilités. Ce sont eux
 189 qui nous ont envahis exactement comme on a vu des invasions au XIXème, au
 190 XXème siècle, c'est une invasion du XXIème siècle. C'est exactement comme
 191 cela a été dit récemment, comme ce qui s'est passé avec les Sudètes donc je sais
 192 que nous pouvons le prouver maintenant grâce à Dieu. M. SARKOZY ?

193

194 **LE PRESIDENT** - Avec l'autorisation du Président SAAKACHVILI on va
 195 prendre une ou deux questions parce qu'avec le Président BARROSO, M.
 196 KOUCHNER et M. SOLANA nous avons le sommet avec l'Ukraine demain et
 197 quelques heures d'avion avant. La journée a commencé tôt et elle commencera
 198 assez tard demain donc si c'était possible une ou deux questions ?

199

200 **QUESTION** - Je voudrais poser la question à Monsieur SARKOZY. Est-ce
 201 que quelque chose vous garantit que la Russie respectera cet accord maintenant
 202 parce que la Russie dans le passé a fait preuve de la mauvaise volonté
 203 d'appliquer les accords signés. Il y a eu plusieurs fois la violation de l'espace
 204 aérien de la Géorgie, encore hier mais est-ce que vous pouvez concrétiser le
 205 retrait des forces russes, est-ce que vous pouvez concrétiser si les forces russes
 206 doivent quitter également la Haute Abkhazie, la région de l'Adjarie et là où
 207 elles se trouvent actuellement ?

208

209 **LE PRESIDENT** - Dans le texte, il y a un engagement, il y a une date, il y a
 210 des rendez-vous. En tant que l'un des négociateurs de ce texte, je ne peux vous
 211 dire qu'une seule chose, c'est qu'il est d'une précision toute scientifique. Le 15
 212 octobre, il ne doit plus y avoir un seul soldat russe qui soit sur des positions qui
 213 n'étaient pas celles où il se trouvait avant le 7 août. C'est clair et c'est simple.
 214 Soit c'est fait et, dans ce cas-là, chacun a respecté sa parole, soit ce n'est pas fait
 215 et alors, cinq jours plus tard, l'Europe en tirera les conséquences. Je suis d'un
 216 naturel optimiste, je ne vois pas comment les signataires de cet accord ne
 217 tiendraient pas leur parole et si je ne pensais pas que c'était possible, je ne vois
 218 pas pourquoi, avec mes collègues, nous aurions passé tant d'heures depuis le 8
 219 août sur cette question et sur ce dossier. J'ajoute, Madame que, franchement,
 220 par rapport à la situation de la première moitié du mois d'août, il n'y a pas de
 221 comparaison. Je vous rappelle que quand nous avons pris en main cette
 222 question, le monde entier était persuadé que les forces militaires russes se
 223 dirigeaient sur la capitale de la Géorgie. On n'en parle plus aujourd'hui, nous
 224 négocions un retrait, je ne doute pas que ce retrait sera effectif. S'il ne l'était
 225 pas, nous serons amenés à prendre nos responsabilités.

226 Même à cette heure là on peut arriver à comprendre la question qui m'a été
 227 posée ! Les forces russes doivent se retirer sur les positions avant le 7 août,
 228 avant le déclenchement des hostilités. Quant aux forces géorgiennes, elles
 229 doivent reprendre leur position dans leur casernement habituel. C'est ce qui est
 230 prévu. S'agissant de l'Ossétie et de l'Abkhazie, nous avons veillé à ce qu'il y ait
 231 plusieurs centaines d'observateurs internationaux parce qu'il ne nous semblait
 232 pas tout-à-fait approprié que des gens qui étaient en guerre il y a quelques jours,

233 soient face-à-face comme s'il ne s'était rien passé au mois d'août. Step by step a
234 dit le Président SAAKACHVILI.

235

236 **M. MIKHEIL SAAKACHVILI** - Ce que nous disons, c'est qu'il faut
237 absolument qu'ils sortent des territoires qu'ils contrôlent à l'heure actuelle. Ils
238 n'ont rien à y faire. Quelqu'un a décidé qu'il fallait qu'ils aillent en Ossétie du
239 Sud et ils y sont mais ils n'ont jamais été là. Les populations en ont été sorties et
240 donc, évidemment qu'il faut qu'ils se retirent des territoires qui n'ont jamais été
241 sous leur contrôle et ce que nous voulons absolument obtenir, c'est un mandat
242 international pour couvrir tous ces territoires, une force européenne qui, étape
243 par étape, reprenne tout le territoire et, bien évidemment, nous allons suivre les
244 solutions proposées par l'Union européenne plutôt que les solutions à la Sudète
245 qui sont des solutions du XIXème et XXème siècle. Oui, il nous faut du temps
246 pour y arriver. Oui, il nous faut persévérer. Je dois être très clair, la Géorgie ne
247 renoncera à aucun aspect de sa souveraineté, de son territoire et de son intégrité
248 territoriale et ne renoncera pas à son ambition de devenir un état moderne.
249 Soyons très clairs : nous ne croyons pas aux solutions militaires, nous n'y avons
250 jamais cru et nous avons démontré clairement que nous n'avons absolument pas
251 initié ces hostilités pas plus que nous les avons déclenchées mais nous n'allons
252 pas accepter de statu quo. Le fait que les Russes s'ils pensent que nous allons
253 simplement accepter le statu quo comme un fait accompli et qu'ils aient repris
254 une certaine partie de notre territoire eh bien, ils se trompent. Le Président
255 SARKOZY a des principes très clairs là-dessus. Je le sais parce qu'il me l'a dit
256 et je le sais par d'autres sources également. Il a été très ferme dans sa
257 condamnation. Évidemment, on traite avec des gens qui sont compliqués. Tout
258 le monde n'envahit pas un territoire voisin en essayant d'annexer une partie de
259 ce territoire mais, effectivement, nous allons suivre la voie préconisée par
260 l'Union européenne, la voie de la paix et de la négociation, mais nous n'allons
261 pas accepter le statu quo.

262 Pour ce qui est de l'Abkhazie, un certain nombre de dirigeants abkhazes ont dit :
263 "aucun Géorgien ne reviendra en Abkhazie, il n'y aura que des animaux pour
264 vivre sur ce territoire". Mais ce n'est absolument pas concevable. Moi, j'ai vu ce
265 qu'ont faits KARADZIC et d'autres et, même eux, n'ont jamais poussé les
266 choses aussi loin alors que sur notre propre territoire nous entendons ce type de
267 langage et ce type de discours. M. KOUCHNER était là lorsque les événements
268 se sont produits dans les Balkans. Il sait très bien ce dont je parle et je pense
269 que nous pouvons compter sur vos principes et vos positions de principe sur ces
270 questions.

271

272 **LE PRÉSIDENT** - J'ai bien noté des déclarations peu apaisantes pour dire les
273 choses, de beaucoup de côtés mais je sais ce que nous avons négocié au nom de
274 l'Union européenne. Je dois préciser deux choses : les observateurs
275 internationaux ne sont pas limités à la délimitation administrative de l'Ossétie et
276 de l'Abkhazie mais pourront pénétrer à l'intérieur, ce qui est la meilleure
277 garantie sur toutes les questions de nettoyage ethnique et, deuxièmement, nous
278 avons insisté sur la question des réfugiés et des déplacés qui ont le droit à
279 revenir chez eux et ce point, Monsieur le Président BARROSO, a été signé,

280 accepté par le Président MEDVEDEV. Je précise que ce sont les réfugiés et les
281 déplacés depuis le début des années 1990 et non pas depuis les événements du 7
282 août.

283

284 **M. MIKHEIL SAAKACHVILI** - Je voudrais vous garder indéfiniment si
285 vous voulez...

286

287 **LE PRESIDENT** - Mais c'est bien parti, honnêtement, deux visites en un mois
288 et une troisième bientôt annoncée, c'est un bon rythme.

289

290 **M. MIKHEIL SAAKACHVILI** - Maintenant, il faut avoir toutes les
291 rencontres de l'Union européenne ici à Tbilissi. C'est bon, le climat est bon !

292

293 **QUESTION** - Monsieur le Président, est-ce que les observateurs de l'Union
294 européenne qui sont prévus dans le texte d'aujourd'hui, les 200 observateurs ont
295 vocation à entrer à l'intérieur de l'Ossétie du Sud et dans quels délais ? Quelle
296 est votre interprétation de ce texte ?

297

298 **LE PRESIDENT** - En ce qui me concerne, je viens d'y répondre que ce soit
299 pour l'Ossétie comme l'Abkhazie c'est dans le cadre des mandats de l'OSCE et
300 de la MONUG. C'est M. SOLANA qui va s'en occuper. Dans un premier temps,
301 avant le 1er octobre, 200 observateurs. L'esprit du texte c'est qu'ils ont vocation
302 à entrer pour observer, pour raconter et pour éviter que les mêmes causes
303 produisent les mêmes effets. Voilà l'esprit dans lequel nous avons négocié cette
304 présence.

305

306 **QUESTION** - Dans quel délai ?

307

308 **LE PRESIDENT** - Madame, les choses sont claires, il y en a 140 de la
309 MONUG, sur l'OSCE de mémoire la décision a été prise de monter à 80, sur
310 l'Union européenne, avec M. SOLANA et M. BARROSO, on s'est engagés à
311 200 avant le 1er octobre ce qui ferait au total un peu moins de 500 et nous
312 pensons qu'après le 1er octobre, il faudra sans doute en envoyer encore. Est-ce
313 que j'ai été précis ?

314

315 **QUESTION** - Les 200 qui seront arrivés avant le 1er octobre seront-ils
316 déployés à l'intérieur de l'Ossétie du Sud ?

317

318 **LE PRESIDENT** - Les 200 ont vocation à éviter des heurts comme nous en
319 avons connus et ils ont vocation à rayonner sur l'ensemble de ces territoires
320 administratifs.

321 Monsieur le Président, merci de votre accueil. »

Annexe 4 : transcription du quatrième discours

1 *Allocution de M. Nicolas Sarkozy devant le Parlement Européen*

2

3 *Strasbourg – Mardi 21 octobre 2008*

4

5

6 « Monsieur le Président,
7 Mesdames et Messieurs,

8

9 C'est un honneur pour moi de venir une nouvelle fois devant le Parlement
10 européen rendre compte de l'action de la Présidence du Conseil à un moment
11 tellement important pour l'Europe. Si vous le voulez bien, j'essaierai de parler
12 très librement, comme il se doit dans cette enceinte qui est le cœur de l'Europe
13 démocratique que nous voulons.

14

15 Qu'est-ce que nous avons essayé de construire ? D'abord, la Présidence a voulu
16 que les institutions européennes soient unies dans toutes les crises que nous
17 avons eu à gérer. J'ai voulu que le Parlement européen soit associé à chaque
18 instant des grands événements que nous avons connus. Je veux remercier les
19 présidents de vos groupes politiques, toutes tendances confondues, qui ont joué
20 le jeu du dialogue et de l'unité avec la Présidence du Conseil. J'ai voulu
21 également qu'avec la Commission, et notamment son Président, nous
22 travaillions main dans la main, car quelles que soient les divergences ou les
23 différences entre tous ceux qui siègent ici, chacun sait bien que la division entre
24 les institutions de l'Europe, c'est un affaiblissement de l'Europe, et que le
25 devoir de ceux qui assument des responsabilités, c'est de travailler main dans la
26 main. On fera avancer l'Europe si le Parlement européen, si la Commission et si
27 le Conseil trouvent sur les grands sujets la voie du consensus pour faire
28 entendre la parole de l'Europe.

29 Cette Europe, nous avons voulu d'abord qu'elle soit unie - ce qui n'a pas été
30 simple -, qu'elle ait une pensée indépendante - parce que le monde a besoin de
31 la pensée de l'Europe -, et qu'elle soit volontariste. Si l'Europe a des choses à
32 dire, qu'elle ne se contente pas de les dire, qu'elle les fasse.

33

34 Nous avons d'abord eu la guerre avec la réaction disproportionnée des Russes
35 dans le cadre du conflit géorgien. Les mots ont un sens. J'emploie le mot
36 disproportionné parce qu'il est disproportionné, d'intervenir comme les Russes
37 sont intervenus en Géorgie. Mais j'emploie le mot réaction parce que si cette
38 réaction a été disproportionnée, c'est qu'il y a eu une action inappropriée avant.
39 L'Europe doit être juste et ne pas hésiter à sortir de schémas idéologiques pour
40 porter un message de paix.

41 Le 8 août, la crise s'est déclenchée. Le 12 août, avec Bernard KOUCHNER,
42 nous étions à Moscou pour obtenir le cessez-le-feu. Je ne dis pas que ce fut
43 parfait, je dis simplement qu'en quatre jours, l'Europe a obtenu un cessez-le-
44 feu. Et début septembre, l'Europe a obtenu l'engagement d'un retrait sur les

45 lignes d'avant le début de la crise du 8 août. En deux mois, l'Europe a obtenu la
46 fin d'une guerre et le retrait de troupes d'occupation. Il y avait plusieurs thèses.
47 Certains disaient - et ils avaient des raisons pour le dire - que le dialogue était
48 inutile et que la réponse à l'action militaire devait être militaire : folie !
49 L'Europe a vu la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre froide. L'Europe
50 ne doit pas être complice d'une nouvelle guerre froide, subie par le seul fait
51 d'un manque de sang-froid.

52 Ce fut un problème que nous avons surmonté avec nos alliés américains, qui
53 pensaient que le déplacement à Moscou n'était pas opportun. Malgré tout, nous
54 avons joué main dans la main avec nos alliés américains. Ils avaient une
55 position qui n'était pas la même que la nôtre. Nous avons essayé de construire
56 une collaboration plutôt qu'une opposition. Et franchement, vu l'état du monde
57 aujourd'hui, je ne pense pas qu'il ait besoin d'une crise entre l'Europe et la
58 Russie. Ce serait irresponsable. On peut donc défendre nos idées sur le respect
59 de la souveraineté, sur le respect de l'intégrité de la Géorgie, sur les droits de
60 l'Homme, sur les différences que nous avons avec ceux qui dirigent la Russie.
61 Mais il eût été irresponsable de créer les conditions d'un affrontement dont
62 nous n'avons nul besoin. Les discussions ont commencé à Genève sur le statut
63 futur de ces terres géorgiennes que sont l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. On me
64 dit qu'elles commencent dans la difficulté. Qui pourrait imaginer autre chose ?
65 Mais l'important, c'est qu'elles commencent. Je dois dire, d'ailleurs, que le
66 Président MEDVEDEV a tenu les engagements qu'il a pris devant la
67 Présidence de la Commission et la Présidence du Conseil européen lorsque
68 nous nous sommes rendus au début du mois de septembre à Moscou.

69 L'Europe a fait la paix. L'Europe a obtenu le retrait d'une armée d'occupation
70 et l'Europe a voulu les discussions internationales. Cela faisait longtemps, me
71 semble-t-il, que l'Europe n'avait pas joué un tel rôle dans un conflit de cette
72 nature. Je vois naturellement toutes les ambiguïtés, toutes les insuffisances, tous
73 les compromis qu'il a fallu faire. Mais en conscience j'estime que nous avons
74 obtenu le maximum de ce qui était possible et surtout, Monsieur le Président du
75 Parlement européen, que si l'Europe n'avait pas fait entendre la voix du
76 dialogue et la voix de la raison, qui l'aurait fait ?

77 Quand nous sommes partis avec Bernard KOUCHNER, le 12 août, à Moscou et
78 à Tbilissi, les Russes étaient à 40 km de Tbilissi, et l'objectif était de renverser
79 le régime de M. SAKACHVILI. C'était cela la réalité. On est passé à deux
80 doigts de la catastrophe ; mais grâce à l'Europe, une Europe déterminée, cette
81 catastrophe n'a pas eu lieu, même si, bien sûr, le chemin sera long pour que les
82 tensions s'apaisent dans cette région du monde.

83
84 Deuxième chose : la crise. La crise financière systémique incroyable,
85 invraisemblable, qui a commencé - disons les choses comme elles sont- le 15
86 septembre, pas le 7 août 2007. Le 7 août 2007, a commencé une crise grave,
87 préoccupante, mais - oserai-je dire - normale. Le 15 septembre 2008, nous
88 sommes rentrés dans une autre crise. Que s'est-t-il passé le 15 septembre 2008
89 ? C'est la faillite de Lehman Brothers. Et le monde stupéfait découvre le 15
90 septembre 2008 qu'une banque peut faire faillite. Il ne nous appartient pas - et il
91 ne m'appartient pas - de porter un jugement sur ce qu'a fait ou n'a pas fait le

92 gouvernement américain. Je dis simplement, et je l'affirme, que le 15 septembre
93 2008, la crise grave est devenue une crise systémique avec l'effondrement du
94 système financier américain, puis du système financier européen, puis petit à
95 petit d'autres places boursières et de systèmes financiers. A ce moment-là,
96 qu'est-ce que l'on a essayé de faire ? Il y a eu le plan Paulson I, qui n'a pas
97 fonctionné. Ce n'est pas critiquer que de le dire, c'est décrire une réalité. Et à ce
98 moment-là, avec le Président de la Commission, nous avons essayé de
99 construire une réponse commune européenne, d'abord dans la zone euro.
100 Monsieur le Président, vous en avez parlé : qu'on soit pour ou qu'on soit
101 contre, il n'en reste pas moins que, dans la zone, nous avons la même banque
102 centrale, la même monnaie donc un même devoir d'unité.
103 Obtenir une position commune n'était pas simple. Nous avons d'abord proposé
104 la réunion des quatre pays européens membres du G8. Ce n'est faire injure à
105 personne que de dire que l'influence, par exemple, du Royaume-Uni, sur le
106 système financier mondial est plus importante que celle d'autres pays parmi les
107 27. Je me suis dit que si on arrivait à mettre d'accord Anglais, Allemands,
108 Italiens et Français, cela ne se ferait pas contre les autres Européens mais au
109 service des autres Européens. Bien sûr, il y avait des analyses différentes, et qui
110 pourrait nous le reprocher ? Car dans les premiers jours de la crise, on n'a pas
111 tout de suite su quelle était la bonne réponse à apporter à une crise jamais vue
112 dans l'histoire économique, en tout cas du XXème siècle.
113 Je me suis dit après avoir réuni les quatre : il conviendrait de réunir les pays de
114 l'Eurogroupe plus la Slovaquie qui va nous rejoindre. Et cette semaine de plus
115 nous a permis, ensemble, de trouver la solution qui consistait à permettre aux
116 banques de faire à nouveau leur métier : prêter. Mais nous nous trouvions dans
117 une situation où les banques ne se prêtaient plus entre elles, n'avaient plus
118 d'argent à prêter et tout le système s'affaissait : des banques nationalisées au
119 Royaume-Uni, des banques en faillite en Belgique, un système hors d'Europe
120 mais si proche d'Europe, en Islande, qui s'effondrait, de très mauvaises
121 nouvelles en Suisse, et petit-à-petit, la contagion, l'Allemagne, la France, tous y
122 étaient emportés. Nous avons réussi, dans l'Eurogroupe, à nous mettre d'accord
123 sur un plan gigantesque, 1 800 milliards d'euros, pour permettre à nos
124 institutions financières de faire leur travail et pour rassurer les épargnants et les
125 entrepreneurs européens.
126 Puis, nous sommes partis au Conseil européen qui a adopté la même stratégie et
127 à partir de ce moment-là, on a pu réussir à calmer les marchés en Europe.
128 Bonne surprise : le plan Paulson II est arrivé, et chacun a pu observer que ce
129 plan Paulson II s'inspire très largement du plan européen. Il n'y a aucune
130 gloriole à en tirer. Il y a simplement à réfléchir : la crise est mondiale, la
131 réponse ne peut être que mondiale. La montre des Etats-Unis et celle de
132 l'Europe doivent marquer la même heure.
133
134 Mais tout ceci, c'est de la gestion de crise, Monsieur le Président. Ce n'est rien
135 d'autre que de la gestion de crise. Ce n'est pas plus. Si on ne l'avait pas fait,
136 qu'est-ce qui se serait passé ? Mais il reste à apporter les vraies réponses.
137 Comment tout ceci a-t-il pu être possible ? Comment éviter que tout ceci ne se
138 reproduise ? Est-ce que l'Europe a des idées à défendre ? Une politique à

139 proposer ? Et c'est dans ce cadre qu'au nom de l'Europe, à l'Assemblée
140 générale des Nations Unies, début septembre, j'ai proposé qu'on tienne un
141 sommet international pour porter les bases d'un nouveau Bretton Woods, par
142 référence à ce qui s'était passé au lendemain de la guerre mondiale, - la seconde
143 - pour porter un nouveau système financier mondial. Cette idée progresse. Quel
144 doit être l'objectif de l'Europe dans le cadre de ce sommet ? L'Europe doit
145 porter l'idée d'une refondation du capitalisme mondial. Ce qui s'est passé, c'est
146 la trahison des valeurs du capitalisme. Ce n'est pas la remise en cause de
147 l'économie de marché. Pas de règles, la récompense de spéculateurs au
148 détriment d'entrepreneurs... Nous devons porter l'idée d'une nouvelle
149 régulation. L'Europe doit proposer ses idées et elle les proposera.
150 D'abord, qu'aucune banque qui bénéficie de l'argent des Etats ne puisse
151 travailler avec des paradis fiscaux. Qu'aucune institution financière, Monsieur
152 le Président, ne puisse travailler sans être soumis à une régulation financière.
153 Que les « traders » voient leur système de rémunération calculé et organisé de
154 façon à ne pas pousser à la prise de risques inconsidérés, comme ce que nous
155 avons vu. Que les règles comptables de nos banques n'accusent pas la gravité
156 de la crise, mais au contraire permettent de l'accompagner. Que le système
157 monétaire soit repensé entre des taux de change fixes. On a tout essayé dans le
158 monde. Est-ce que le reste du monde peut continuer à porter les déficits de la
159 première puissance mondiale sans avoir un mot à dire ? La réponse est
160 clairement non. Il ne sert à rien, d'ailleurs, de désigner un coupable. Il sert
161 simplement de trouver les voix et les moyens pour que cela ne se reproduise
162 plus.

163
164 Et puis, il y aurait bien d'autres choses à dire, mais je voudrais surtout que
165 l'Europe porte un regard sur la gouvernance mondiale du XXIème siècle. Ne
166 nous étonnons pas que cela ne marche pas : nous sommes au XXIème siècle et
167 nous avons les institutions du XXème. Le Président des Etats-Unis et les
168 représentants de l'Europe ont donc proposé la tenue de plusieurs sommets à
169 partir de la mi-novembre, qui porteront sur une nouvelle régulation, une
170 nouvelle gouvernance mondiale. Je souhaite que l'Europe puisse en débattre.
171 J'aurai l'occasion de proposer à mes partenaires, chefs d'Etat et de
172 gouvernement, une réunion pour préparer ces sommets. Cette question de la
173 refondation de notre capitalisme et de notre système international est un sujet
174 pour le Parlement européen qui doit en débattre, qui doit porter ces idées. Et
175 l'Europe doit parler d'une même voix pour avoir une chance de se faire
176 entendre.

177 Qui participera à ce sommet ? Il y a beaucoup d'écoles. Le plus simple, c'est le
178 G8, qui est incontestable, avec naturellement les Russes, auxquels il convient
179 d'ajouter le G5, qui est également incontestable, qui permettra d'associer la
180 Chine et l'Inde notamment à ce débat essentiel. Ce sera tout l'objet, avec le
181 Président BARROSO, du déplacement que nous faisons en Chine pour
182 convaincre les puissances asiatiques de participer à cette refondation.

183
184 Monsieur le Président, il y a eu un troisième sujet durant cette Présidence, qui
185 est extrêmement difficile, c'est celui de l'avenir du paquet énergie-climat. Je

186 sais parfaitement que votre assemblée et certains de vos groupes sont partagés
187 sur la suite à donner. Qu'il me soit permis de dire ma conviction et la politique
188 que j'entends proposer. Le paquet énergie-climat, ambitieux, est fondé sur la
189 conviction que le monde va à la catastrophe s'il continue à produire dans les
190 mêmes conditions. Je ne vois pas un seul argument qui pourrait faire dire que le
191 monde va mieux du point de vue environnemental parce qu'il y a eu la crise
192 financière. Lorsque nous avons décidé de nous lancer dans le paquet énergie
193 climat, nous l'avons fait conscients de nos responsabilités vis-à-vis de nos
194 enfants et de l'avenir de la planète. C'est une politique structurelle. C'est une
195 politique historique. Il serait dramatique d'abandonner cette politique au
196 prétexte que la crise financière s'est produite.

197 Ce serait dramatique et ce serait irresponsable. Pourquoi irresponsable ? Parce
198 que l'Europe enverrait le signal qu'elle n'est pas décidée à faire les efforts
199 qu'elle a promis en la matière. Et si l'Europe ne fait pas ces efforts, nos chances
200 de convaincre le reste du monde qu'il faut préserver les équilibres de la planète
201 sont nulles. Il ne s'agirait donc pas simplement de la démission de l'Europe
202 pour elle-même, il s'agirait de la démission devant le rendez-vous
203 environnemental pour le monde entier. Parce que si l'Europe n'est pas
204 exemplaire, elle ne sera pas entendue, respectée, écoutée. Si l'Europe ne fait pas
205 ce travail, personne ne le fera à notre place. Nous aurons alors manqué le
206 rendez-vous de l'histoire.

207 Qu'est-ce que cela veut dire ne pas être au rendez-vous ? A mon sens cela veut
208 dire deux choses. La première, c'est revenir sur les objectifs du « 3 x 20 ». Et la
209 deuxième, c'est revenir sur le calendrier, c'est-à-dire la fin de l'année. Et je n'ai
210 évidemment nullement l'intention - d'ailleurs je n'en ai pas le pouvoir ni la
211 volonté - de remettre en cause en quoi que ce soit de la codécision. Mais dans
212 cette affaire, nous nous sommes battus avec le Président BARROSO au Conseil
213 européen pour imposer le respect des objectifs et imposer le respect du
214 calendrier. Ce ne fut pas facile.

215 Nous avons donc quelques semaines pour convaincre un certain nombre de nos
216 partenaires dont je comprends les préoccupations. On ne crée pas les conditions
217 du compromis sans essayer de comprendre ce que dit celui qui n'est pas
218 d'accord avec vous. Il y a certaines économies qui sont à 95% sur le charbon.
219 On ne peut pas leur demander des choses qui les mettraient à genoux alors que
220 déjà les difficultés sont immenses. Il va donc falloir trouver les voies et les
221 moyens de la flexibilité, en respectant les deux lignes rouges que j'ai proposées
222 au Conseil : respect des objectifs, respect du calendrier.

223 J'aurai l'occasion, Monsieur le Président, de m'en expliquer plus longuement,
224 mais je ne veux pas abuser de votre patience.

225 Un mot sur le quatrième sujet, le pacte d'immigration, pour dire que je crois
226 qu'il s'agit d'un bel exemple de démocratie européenne : malgré les différences
227 au départ, chacun a pu se mettre d'accord sur une politique d'immigration
228 choisie, concertée avec les pays d'émigration de façon à ce que nous tirions les
229 conséquences de Schengen, qui concerne les trois quart des pays européens. Il
230 est quand même raisonnable que les pays qui n'ont pas besoin de visas pour
231 passer de l'un à l'autre se dotent d'un même corpus de pensée pour une
232 politique d'immigration européenne.

233 Restent deux points et j'en aurai terminé.
234 Le premier, c'est que la crise financière nous amène une crise économique.
235 Cette crise économique, elle est là. Il est inutile de la prédire puisque nous la
236 vivons. Je veux dire, à titre personnel, connaissant parfaitement les désaccords
237 entre certains pays, que je ne peux pas imaginer que l'on m'explique que face à
238 la crise financière, il fallait une réponse uni européenne et que face à la crise
239 économique, il ne faut pas une même réponse uni européenne.
240
241 Un mot sur ce que signifie uni. Uni ne veut pas dire la même réponse. Pour la
242 crise financière, nous avons proposé une boîte à outils, une feuille de route, une
243 harmonisation, une coordination. Je pense que pour la politique économique il
244 faudra la même chose. Cela ne veut pas dire que l'on fera tous la même chose.
245 Mais cela veut dire au moins que nous avons l'obligation d'en parler,
246 l'obligation de nous informer, et sur certains sujets l'obligation de nous
247 concerter.
248 Il y a plusieurs pistes. Qu'il me soit permis d'évoquer une idée. Les bourses
249 sont à un niveau historiquement bas. Je n'aimerais pas que les citoyens
250 européens, dans quelques mois, se réveillent en découvrant que les sociétés
251 européennes appartiennent à des capitaux non européens, qui auraient acheté au
252 plus bas du cours de bourse, à vil prix, qui prendraient la propriété et les
253 citoyens européens demanderaient alors : qu'avez-vous fait ? Moi, je demande
254 que chacun d'entre nous nous réfléchissions à l'opportunité qu'il pourrait-y
255 avoir à créer, nous aussi, des fonds souverains dans chacun de nos pays et peut-
256 être que ces fonds souverains nationaux pourraient, de temps à autre, se
257 coordonner pour apporter une réponse industrielle à la crise ?
258 J'ajoute que j'ai regardé avec beaucoup d'intérêt le plan américain pour
259 l'industrie automobile. 25 milliards de dollars de taux d'intérêts à prix
260 imbattable pour sauver de la faillite les trois constructeurs américains
261 automobiles. Je voudrais que l'on s'arrête un instant sur ce sujet en Europe.
262 Nous demandons à nos constructeurs, et nous avons raison, de construire
263 maintenant des voitures propres, de changer complètement leur appareil de
264 production. A ce titre, grâce au bonus écologique, désormais 50 % des voitures
265 vendues dans mon pays sont des voitures propres. Peut-on laisser l'industrie
266 automobile européenne en situation de distorsion grave de concurrence avec ses
267 concurrents américains sans poser la question de la politique sectorielle
268 européenne pour défendre l'industrie européenne ? Cela ne veut pas dire qu'il
269 faut remettre en cause le marché unique. Cela ne veut pas dire qu'il faut
270 remettre en cause le principe de la concurrence. Cela ne veut pas dire qu'il faut
271 remettre en cause le principe des aides d'Etat. Cela veut dire que l'Europe doit
272 poser une réponse unie et une réponse qui ne doit pas être naïve, face à la
273 concurrence des autres grandes régions du monde.
274 Notre devoir, c'est qu'en Europe, on puisse continuer à construire des avions,
275 des bateaux, des trains, des automobiles parce que l'Europe a besoin d'une
276 industrie puissante. Sur cette politique-là, la Présidence se battra.
277
278 Enfin, dernier point : les institutions. Les institutions ne sont pas le seul sujet
279 européen ; on a eu tort de se consacrer trop exclusivement à cette question.

280 Mais les institutions sont un sujet. Je veux dire ma conviction que la crise
281 appelle à la réforme des institutions européennes. La crise appelle à ce que
282 l'Europe puisse apporter une réponse aussi puissante et aussi rapide que tel
283 autre ensemble mondial, comme les Etats-Unis ont pu le faire face au drame
284 qu'a représenté la crise financière.

285 Je suis de ceux qui pensent que ce serait une très grave erreur de ne pas faire la
286 réforme de nos institutions. Très grave, parce que pour suivre des questions
287 aussi compliquées que la Géorgie, la Russie, la crise financière, la crise
288 économique, il ne semble pas très raisonnable d'avoir une Présidence tournante
289 tous les six mois. Permettez-moi de vous dire que franchement, si l'on aime
290 l'Europe et si l'on veut que l'Europe parle d'une seule voix, il ne me semble
291 pas raisonnable de considérer que tous les six mois cela doit changer.

292 Donc nous aurons, avec le Président BARROSO, à construire une feuille de
293 route pour le mois de décembre, pour voir comment on apporte une réponse à la
294 question irlandaise. J'ai bien l'intention, avant de quitter la Présidence du
295 Conseil, de proposer cette feuille de route et d'indiquer de manière consensuelle
296 les voies et les moyens pour s'en sortir.

297 Je veux d'ailleurs dire une dernière chose : c'est qu'il n'est pas possible que la
298 zone euro continue sans un gouvernement économique clairement identifié. On
299 ne peut plus continuer comme cela. Je veux rendre hommage à l'action de la
300 BCE, je veux dire ma conviction que la BCE doit être indépendante mais pour
301 que l'action de la BCE trouve toute sa pleine mesure elle doit pouvoir discuter
302 avec un gouvernement économique. C'était cela, l'esprit du traité. L'esprit du
303 traité, c'est le dialogue, la démocratie et l'indépendance réciproque. Et dans
304 mon esprit d'ailleurs, le vrai gouvernement économique de l'Eurogroupe c'est
305 un Eurogroupe, qui se réunit au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Et
306 quelle ne fut pas ma stupéfaction, quand j'ai demandé cette réunion, de
307 constater que c'est la première fois depuis la création de l'Euro qu'elle a lieu.
308 Franchement : on fait une monnaie, on se dote d'une banque centrale, on a une
309 politique monétaire unique et on n'a pas un gouvernement économique digne
310 de ce nom.

311 L'effort qui a consisté, M. le Commissaire ALMUNIA, à élire un Président, des
312 ministres des Finances - j'ai participé à la décision, j'étais moi-même à
313 l'époque ministre des Finances - c'est un effort salutaire et je veux rendre
314 hommage d'ailleurs à l'action de Jean-Claude JUNCKER. Mais je veux dire
315 une chose : quand la crise prend les proportions que nous connaissons, la seule
316 réunion des ministres des Finances n'est pas à la hauteur de la gravité de la
317 crise. Et lorsqu'il a fallu mobiliser les sommes que nous avons mobilisées, il a
318 fallu mobiliser non pas les argentiers mais les chefs d'Etat et de gouvernement,
319 seuls disposant de la légitimité démocratique pour assumer des décisions aussi
320 lourdes.

321 Mesdames et Messieurs, il y aurait bien d'autres choses à dire. Je voudrais
322 simplement, en terminant, dire que pour le monde, il faut une Europe qui parle
323 d'une voix forte.

324 Cela repose sur vos épaules.

325 Cela repose sur les épaules de la Commission.

326 Cela repose sur les épaules du Conseil et je voudrais vous dire à tous combien il

327 a été utile pour la Présidence de sentir, au-delà des différences, la solidarité
328 d'un Parlement européen qui avait analysé dès le début la gravité de la crise et
329 qui était prêt - et hommage vous en soit rendu - à passer sur nos différences de
330 sensibilité pour créer les conditions de l'unité de l'Europe. Je voulais vous le
331 dire parce que je le pense très profondément.
332
333 Je vous remercie. »

Annexe 5 : transcription du cinquième discours

1

2 *Discours de M. le Président de la République, Nicolas Sarkozy*

3

4 *Argonay – Haute-Savoie – Jeudi 23 octobre 2008*

5

6

7 « Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, cher Bernard,

8 Madame et Messieurs les Ministres,

9 Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

10 Et si vous me le permettez, Chers amis,

11

12 Dans la crise de confiance qui frappe l'économie mondiale nous avons plus que
13 jamais besoin de vérité.14 Le doute est le principal ennemi que nous ayons à combattre et le doute
15 grandira si les Français ont le sentiment qu'on leur cache quelque chose. Je ne
16 crois pas du tout, bien au contraire, que l'on redonnera le moral aux Français,
17 qu'on leur rendra confiance dans l'avenir, en leur dissimulant l'ampleur de la
18 crise financière, en faisant semblant de croire qu'elle n'aura aucune
19 conséquence sur l'activité, sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat.20 Dire la vérité, c'est peut-être risqué. Mais, à mes yeux, c'est moins risqué que
21 le mensonge.22 Dire la vérité, c'est nécessaire si l'on veut que les Français puissent avoir
23 confiance, si l'on veut que la parole de l'État soit crédible.

24 Dire la vérité, c'est la ligne de conduite que je me suis fixée.

25 J'ai dit la vérité aux Français sur la gravité de la crise financière.

26

27 Cette crise, il fallait d'abord essayer de la maîtriser.

28 Il a fallu prendre des mesures pour rassurer les déposants que vous êtes sur la
29 solidité de notre système bancaire.30 Il a fallu trouver les moyens pour que les banques puissent se financer, pour
31 qu'elles recommencent de se prêter les unes aux autres.32 Il a fallu leur apporter des fonds propres pour leur permettre de continuer à
33 prêter pour financer l'économie.34 Il a fallu qu'avec le Premier ministre et le gouvernement nous sauvions une
35 Banque, Dexia, qui était au bord de la faillite.36 Alors que les marchés financiers ne fonctionnaient plus, que l'argent ne
37 circulait plus, que la confiance entre les banques n'existait plus, il a fallu que
38 l'État intervienne, il était le seul à être crédible pour le faire. Il a fallu que l'État
39 apporte sa garantie et son crédit à hauteur de 320 milliards d'euros pour la
40 liquidité des banques et de 40 milliards d'euros pour leurs fonds propres.41 Ce sont des engagements considérables dont l'ampleur même permettra de
42 rétablir la confiance pour que tout redémarré sans rien coûter aux contribuables.43 L'intelligence de notre plan réside dans le fait que les banques payeront pour
44 bénéficier de la garantie de l'État et des apports en fonds propres. J'ai dû

45 prendre la décision d'intervenir massivement pour que le système ne s'effondre
46 pas mais en posant comme condition que ces fonds soient rémunérés par ceux
47 qui les utiliseront.

48 A situation exceptionnelle, il a fallu un engagement exceptionnel. C'est ce que
49 l'État a fait. C'est ce que les banques centrales ont fait.

50 C'était indispensable pour sauver les économies des Français parce que les
51 banques reçoivent, partagent et utilisent l'argent des épargnants.

52 C'était indispensable pour que les entreprises et les ménages ne soient pas
53 privés de crédits, pour que toute l'activité économique ne se retrouve pas
54 paralysée. Et c'était indispensable pour éviter ce qui s'est passé dans les années
55 30 quand l'effondrement du système bancaire a plongé l'économie mondiale
56 dans ce qui est resté dans l'histoire comme la plus grande crise économique du
57 XXe siècle.

58

59 Mesdames et Messieurs, il y a eu des dérives, il y a eu des erreurs, il y a eu des
60 fautes dans la gestion des institutions financières. Il faut en tirer les
61 conséquences. Il faut établir des responsabilités. Ceux qui ont fauté doivent
62 partir, être sanctionnés, être changés. Ce n'est pas du tout désigner un bouc
63 émissaire, c'est assurer la logique de l'économie de marché. Il n'y a pas de
64 liberté sans responsabilité, il n'y a pas de droit sans devoir. Quand il s'agissait
65 de se répartir les bonus, les bénéficiaires étaient facile à identifier, quand il y a
66 des malus, l'adresse doit être la même ! Mais si l'État, chère Christine
67 LAGARDE, n'avait pas agi puissamment et si l'on avait laissé tomber les
68 banques, comme les Américains l'ont fait, hélas, avec Lehmann Brothers le 15
69 septembre 2008, ce sont les travailleurs, les retraités, les épargnants qui en
70 auraient payé le prix fort. Ce sont les PME qui n'auraient plus trouvé, cher
71 Jean-François ROUBAUD, à se financer. C'eut été une politique irresponsable.
72 Je ne l'ai pas voulue et j'ai assumé mes responsabilités avec le gouvernement.

73

74 Mais la crise n'est pas finie. Et elle aura des conséquences.

75 Cette crise n'est pas une crise française. Ce n'est pas une crise européenne.
76 C'est une crise mondiale.

77 Cette crise, ce n'est pas une crise conjoncturelle. Ce n'est pas un accident. C'est
78 une crise structurelle.

79 Cette crise n'est pas une parenthèse qui sera bientôt refermée.

80 Et je veux affirmer que désormais plus rien dans l'économie mondiale ne sera
81 comme avant. Vouloir continuer avec les mêmes idées, les mêmes habitudes,
82 les mêmes pratiques qu'auparavant serait une erreur fatale.

83 S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour de la
84 politique.

85 Cette crise dont il est clair désormais qu'elle ne peut se résoudre sans une
86 intervention massive des États, cette crise qui appelle d'urgence un nouvel
87 ordre économique, financier, monétaire, cette crise exprime au fond un besoin
88 profond de politique.

89

90 Le politique, on avait cru pouvoir s'en passer. On avait cru que tout allait
91 pouvoir être résolu par l'autorégulation, par les experts, par la libre concurrence

92 et par le marché.
93 Désormais, il y aura plus de politique. Parce que l'idéologie de la dictature des
94 marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière. Elle
95 avait d'ailleurs déjà été remise en cause par la prise de conscience de la montée
96 de la rareté, par le réchauffement climatique, par les catastrophes écologiques
97 que seuls les États peuvent essayer de conjurer.
98 La crise financière, la défaillance des marchés, les interventions des États pour
99 sauver les banques, les nationalisations totales ou partielles d'institutions
100 financières et de compagnies d'assurance, y compris en Grande-Bretagne, le
101 recours aux banques centrales et aux États pour faire l'intermédiation financière
102 que le système bancaire mondial ne parvenait plus à faire, tout concourt à ce
103 que nous nous interrogeons sur la redéfinition du rôle de l'État dans l'économie.
104 Et c'est au fond un nouveau rapport entre la démocratie et l'économie qui se
105 dessine.
106
107 C'est une révolution intellectuelle et morale qui est en train de s'opérer et qui
108 va continuer.
109 On ne pourra pas, après cette crise, continuer de gouverner le monde avec les
110 outils, les institutions, les idées du passé.
111 Je vous le dis : cette crise marquera sans doute pour l'histoire le
112 commencement véritable du XXI^e siècle, le moment où tout le monde aura
113 compris qu'il était temps de changer, temps de donner un nouveau visage à la
114 mondialisation, temps de construire un nouvel ordre mondial, politique,
115 économique, social, assis sur de nouveaux principes et de nouvelles règles.
116
117 Au nom de l'Europe, en tant que président de l'Union européenne, j'ai proposé
118 que se tienne d'ici à la fin de l'année, un sommet mondial pour que soient
119 discutés et décidés ces nouveaux principes, ces nouvelles règles. Une sorte de
120 nouveau Bretton Woods qui remettrait à plat l'organisation née après la
121 deuxième guerre mondiale qui n'est plus adaptée à notre époque. Qu'est-ce qui
122 ne va pas ? Le XXI^e siècle ne peut vivre avec les institutions du XX^e.
123 Ce sommet aura lieu aux États-Unis, le 15 Novembre.
124 Cette réunion, je vous le dis, mes chers compatriotes, ne doit pas être un
125 rendez-vous pour rien. Et je n'irai pas pour assister à un rendez-vous manqué.
126 Si nous réussissons ensemble, avec tous les responsables politiques des grands
127 pays industrialisés et des grands pays émergents, à définir ces nouvelles
128 institutions, ces nouvelles règles dont l'économie globale a besoin, alors nous
129 aurons une chance que de cette crise sorte un monde meilleur que celui d'avant.
130 Nous n'avons pas le droit d'échouer parce que l'échec signifierait que ce qui
131 sortira de la crise sera pire qu'avant.
132 Nous n'avons pas le droit d'échouer sinon nous risquons d'être confrontés
133 partout à la révolte des classes populaires et des classes moyennes qui
134 rejeteront une mondialisation qu'elles ne vivront plus comme une promesse
135 mais comme une menace, non plus comme une source d'espérance mais comme
136 une cause d'injustice.
137
138 Il y a aujourd'hui dans le monde une exigence de moralisation, de transparence,

139 de protection, d'équité, de régulation à laquelle il faut que les responsables
140 politiques de la planète répondent. C'est notre responsabilité. Nous devons
141 l'assumer, maintenant, pas dans six mois.
142 Nous avons une tâche immense à accomplir : refonder le capitalisme mondial
143 en redonnant le premier rôle à l'entrepreneur et au travailleur et non plus au
144 spéculateur, nous devons faire en sorte que la finance soit mise au service des
145 entreprises, de la production, de l'innovation, du développement économique et
146 non plus seulement au service d'elle-même.
147 Ce ne sont pas les experts qui le feront. D'ailleurs, ils sont plus discrets
148 aujourd'hui. Ce sont les responsables politiques qui le feront parce que ce n'est
149 pas un choix technique devant lequel je me trouve aujourd'hui. C'est un choix
150 politique et parce que ceux qui sont responsables de la situation actuelle ne
151 peuvent pas être ceux qui trouveront les solutions pour en sortir.
152
153
154 Le monde change : il n'a pas fallu plus de quelques semaines pour que cette
155 idée s'impose alors qu'il y a un mois c'était encore impensable.
156 Mais dans ce monde qui change, l'Europe change, enfin. L'Europe
157 technocratique, l'Europe où il n'y avait plus de politique, l'Europe qui ne
158 débattait pas, l'Europe qui ne décidait pas, l'Europe qui n'agissait plus, cette
159 Europe là elle est en passe de céder la place à une Europe politique, qui décide,
160 qui agit, qui réfléchit. Parfois on me dit que je vais trop vite, mais le monde
161 change vite.
162 Ce qui s'est passé en Europe depuis trois semaines montre que la volonté
163 politique, c'est ce qui est le plus important. On disait que l'Europe était en
164 panne, qu'elle était paralysée et voilà qu'elle a su trouver son unité face à la
165 crise, au point, mes chers compatriotes, que l'Europe est devenue la principale
166 force d'initiative et que c'est maintenant autour de ses idées et de ses
167 propositions que le débat s'organise. Qui l'eût dit, qui l'eût cru, il y a encore
168 quelques semaines ?
169 Voilà donc une Europe qui se met à exister parce qu'elle se montre capable de
170 parler d'une seule voix, pour faire valoir ses idées, ses valeurs, ses convictions,
171 ses intérêts.
172
173 La réponse la plus forte à la crise financière, c'est l'Europe qui l'a donnée.
174 Le sommet mondial pour refonder le capitalisme, c'est l'Europe qui l'a
175 proposé.
176 Le nouvel ordre mondial, c'est autour des propositions de l'Europe qu'il se
177 construira.
178
179 Mais l'Europe ne doit pas s'arrêter là. Le mouvement est lancé, il faut le
180 poursuivre. Il faut que l'Europe se donne les moyens de jouer le rôle qui doit
181 être le sien dans le monde nouveau qui est en train de naître.
182 Il faut que l'Europe se prépare. Il ne faut pas qu'elle soit la variable
183 d'ajustement du nouvel ordre mondial. Il ne faut pas qu'elle soit naïve, il ne
184 faut pas qu'elle laisse ses entreprises à la merci de tous les prédateurs, il ne faut
185 pas qu'elle soit la seule au monde à ne pas défendre ses intérêts, à ne pas

186 protéger ses citoyens. Il faut que l'Europe tire les leçons de ce qui s'est passé.

187

188 Dans le monde qui vient, elle aura besoin d'un plus grand volontarisme que par
189 le passé. Elle aura besoin d'une politique commerciale pour répondre aux
190 dumpings de toutes sortes. Elle aura besoin de politiques industrielles. Elle aura
191 besoin de politiques économiques. L'Europe ne peut pas être la seule au monde
192 à ne pas en avoir. Elle ne peut pas être la seule à faire de la concurrence une fin
193 en soi quand toutes les autres régions du monde ne se servent de la concurrence
194 que comme d'un moyen.

195 Elle ne peut pas être la seule à imposer des contraintes écologiques sans prendre
196 des mesures de compensation afin que nos entreprises ne soient pas pénalisées
197 par une concurrence déloyale venant de pays où on ne se préoccupe pas de la
198 défense de l'environnement, du dumping monétaire, fiscal, social. Nous
199 n'accepterons pas le dumping environnemental.

200 L'Europe ne peut pas être la seule à ouvrir ses marchés sans une condition de
201 réciprocité.

202 L'Europe ne peut pas avoir une monnaie unique et une absence totale de
203 politiques économiques.

204 La monnaie unique n'appelle pas à la disparition des politiques économiques
205 mais à leur coordination.

206 C'est encore plus vrai, tout le monde le sent bien, face à la crise économique
207 que nous connaissons.

208

209 Ce que l'Europe a fait face à la crise financière, elle doit le faire face à la crise
210 économique. Elle doit le faire en dehors même des crises pour éviter justement
211 qu'il y en ait d'autres.

212 Plus que jamais l'Europe prend conscience qu'elle a besoin d'un véritable
213 gouvernement économique dont elle vient d'expérimenter ce qu'il pourrait être
214 et l'utilité qu'il pourrait avoir. Ce gouvernement économique, c'est tout
215 naturellement l'Eurogroupe qui doit en être le cadre. Mais l'Eurogroupe non
216 pas comme aujourd'hui au seul niveau des ministres des Finances mais au
217 niveau politique le plus élevé, celui des Chefs d'État et de gouvernement qui
218 débattent et qui décident ensemble en prenant leur responsabilité face à la crise
219 économique comme ils l'ont fait le 12 octobre à Paris. Je veux vous dire ma
220 stupéfaction. Nous avons la même monnaie, la même banque, nous devons
221 donc réunir les chefs d'États et de gouvernement. On m'a dit : vous innovez et
222 cela ne se fait pas. Etrange ! En huit ans, les chefs d'État et de gouvernement de
223 la zone euro ne s'étaient pas réunis une seule fois. Il a fallu attendre cette crise
224 pour que cette réunion ait lieu.

225

226

227 Je veux dire la vérité aux Français sur la crise économique.

228 Cette crise est là.

229 Nous ne savons pas qu'elle en sera la durée, qu'elle en sera la profondeur mais
230 nous savons que le ralentissement de l'activité a déjà commencé et qu'il va se
231 poursuivre.

232

233 Face à cette crise qui monte, l'Europe ne peut pas rester inactive. Il faut
234 répondre par des mesures de soutien à l'activité.

235 Comme pour les banques, il a fallu un peu de temps pour que l'idée qu'il était
236 nécessaire d'agir finisse par s'imposer. Mais j'observe que désormais presque
237 tous les pays l'envisagent sérieusement. Je crois toujours que si la situation
238 devait continuer à se dégrader, il faudrait une initiative commune forte.
239

240 En attendant, il nous faut agir sans tarder davantage à notre échelle.

241 Puisque l'origine des difficultés économiques est dans la crise du crédit et de la
242 confiance, les premières mesures doivent d'abord essayer de résoudre celles-ci.

243 C'est ce que nous avons fait en recyclant au profit des PME à hauteur de 22
244 milliards d'euros les excédents de placements garantis.

245 C'est ce que nous avons fait en permettant à OSEO d'offrir davantage de
246 garanties pour les PME qui souhaitent emprunter.

247 C'est ce que nous venons de faire avec la première tranche de fonds propres
248 alloués aux banques pour un montant de 10 milliards et demi d'euros qui leur
249 permettra de distribuer, comme elles s'y sont engagées, 75 milliards d'euros de
250 crédits supplémentaires à l'économie.

251 C'est ce que nous allons faire en apportant les garanties nécessaires aux
252 assureurs de crédit pour qu'ils continuent d'offrir aux entreprises les assurances
253 dont elles ont besoin pour pouvoir obtenir les financements sans lesquels elles
254 ne pourront pas poursuivre leur activité. A cet effet, j'ai demandé à Christine
255 LAGARDE d'engager des discussions avec les assureurs crédits et la Caisse
256 centrale de réassurance pour définir les moyens qui lui permettront de porter ces
257 engagements sur son bilan.
258

259 Pour satisfaire leurs besoins de financements des entreprises, je souhaite que
260 l'on accélère le remboursement du crédit d'impôt recherche en mobilisant
261 auprès d'OSEO les créances fiscales correspondantes. Je te demande, chère
262 Christine de mettre en œuvre sans délai le dispositif de validation fiscale du
263 crédit d'impôt recherche prévu par la loi que tu as fait voter.
264

265 Pour résoudre les difficultés les plus criantes et assurer le dialogue nécessaire
266 entre les banques et leurs clients, dialogue que je veux d'égal à égal, j'ai décidé
267 de nommer un médiateur en la personne de René RICOL, Président d'honneur
268 de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes, dont la compétence
269 est reconnue par tous. Je veux que toute entreprise qui aurait un problème de
270 crédit auprès de sa banque puisse appeler le médiateur national et que les
271 financements que nous avons garantis et les fonds propres que nous avons mis à
272 la disposition des institutions financières et des banques se retrouvent dans le
273 financement des PME. Non pas dans les discours mais dans les faits. On fera un
274 travail méthodique, département par département, pour voir ce qu'il en est dans
275 la réalité. Je veux d'ailleurs mobiliser tous les moyens de l'État. Je réunirai la
276 semaine prochaine tous les Préfets et tous les trésoriers payeurs généraux pour
277 leur demander d'assurer un suivi précis de l'évolution du crédit dans leur
278 département, recenser les situations qui posent des problèmes et publier banque
279 par banque, département par département la politique de crédit des

280 établissements financiers. Je ne me contenterai pas de bonnes paroles. De
281 slogans ou de promesses qui ne seront pas tenues. Je veux sur le terrain vérifier
282 les choses.

283

284 Mais nous ne pouvons pas répondre aux difficultés actuelles que par des
285 mesures conjoncturelles.

286 Nous devons penser la sortie de la crise économique en fonction des
287 changements structurels qui sont en train de s'opérer. Notre stratégie
288 économique ne doit pas seulement nous permettre de passer au mieux un
289 moment difficile, de nous permettre de nous donner les meilleures chances
290 possibles de réussir dans le monde tel qu'il est en train de se réorganiser.

291 Dans ce monde, la concurrence ne sera pas plus douce mais sera plus dure. Pour
292 pouvoir vendre nos produits, attirer les investissements, garder nos entreprises
293 et nos emplois, faire progresser notre pouvoir d'achat, il faut être plus
294 compétitif. Il faut travailler plus. Il faut être plus créatif, plus innovant et plus
295 imaginatif.

296 C'est à dire que dans le souci de réguler, de protéger, de moraliser, il ne faudra
297 pas étouffer l'initiative, l'audace, le goût du risque.

298

299 Dans mon esprit, refonder le capitalisme c'est moins de spéculation, moins de
300 rente, mais davantage de liberté d'entreprendre, davantage de récompense de
301 l'effort et du travail.

302 C'est un État plus actif dans l'économie, qui doit assumer ses responsabilités,
303 qui doit entreprendre, qui doit investir. L'État doit se comporter comme force
304 d'innovation et de progrès. Et si nous voulons sortir au plus vite de la crise, si
305 nous voulons pouvoir profiter le mieux possible du rebond de la conjoncture
306 mondiale quand il se produira, et il se produira, il nous faut plus de souplesse,
307 plus de réactivité, plus de capacité d'innovation.

308 C'est tout le sens des réformes engagées pour améliorer l'efficacité de nos
309 services publics, pour réduire les effectifs de la fonction publique. J'ai grand
310 respect pour la démocratie. J'ai grand respect pour le droit de manifester. Mais
311 quand j'entends parfois les slogans des manifestants, je me demande si ceux-ci
312 se rendent compte de la gravité de la crise. Que des gens viennent de bonne foi
313 nous demander, en réponse à la crise, d'embaucher davantage de fonctionnaires
314 et davantage d'emplois publics, je me demande s'ils ont bien compris dans quel
315 monde nous vivons ?

316 La fiscalité doit être plus favorable au travail. Je pense à l'exonération des
317 heures supplémentaires.

318 J'ai vu qu'il y avait un original qui nous demandait de revenir là-dessus. Allez,
319 il faut être généreux.

320 Mais inutile de vous dire que les heures supplémentaires et les exonérations
321 fiscales et sociales sur les heures supplémentaires, c'est naturellement ce qu'il
322 fallait faire. Nous sommes le seul pays au monde à nous être dotés du carcan
323 des 35 heures, heureusement que le gouvernement de François FILLON nous
324 en a libéré. Aucun autre pays au monde n'a fait le choix de travailler moins.
325 Comment voulez vous que cela marche ? C'est l'esprit de la fusion entre
326 l'ANPE et l'UNEDIC, de la réforme des 35 heures, de la rénovation de la

327 démocratie sociale, de la réforme de la carte judiciaire, de celle de l'hôpital, de
328 celle de la recherche et de l'incitation donnée à l'emploi des séniors.

329

330 C'est également l'esprit du RSA, qui est une incitation à reprendre le travail, et
331 de la réforme que nous allons engager de la formation professionnelle qui est
332 essentielle pour améliorer la qualification et la mobilité de ceux qui travaillent.

333

334 Et c'est dans cet esprit que je demande au gouvernement que les contraintes
335 pesant sur l'ouverture des magasins le dimanche soient assouplies. La
336 possibilité de travailler sur la base du volontariat le dimanche, c'est un jour de
337 croissance et de travail en plus. C'est une occasion en plus de vendre ses
338 produits, sur la base du volontariat et par les salariés qui veulent travailler le
339 dimanche, une occasion d'être payés davantage. Cela sera bon pour le pouvoir
340 d'achat. On ne peut quand même pas, Mesdames et Messieurs, être le pays du
341 monde qui reçoit le plus de touristes et être le seul pays au monde où la quasi-
342 totalité de nos magasins, dans la totalité de nos régions, sont fermés le
343 dimanche.

344

345 Je souhaite également que pour les salariés soit créée une véritable sécurité
346 sociale professionnelle en sécurisant mieux les parcours professionnels.
347 Personne ne peut être assuré qu'il passera toute sa vie dans la même entreprise
348 et qu'il n'y aura pas de rupture dans son parcours professionnel. Si je parle de
349 sécurité sociale, c'est que nous avons le devoir de donner à chacun l'assurance
350 qu'il peut construire, préserver et améliorer ses compétences, son savoir-faire,
351 ses perspectives de carrière. Ce qui est intolérable, ce n'est pas la perte d'un
532 emploi, c'est le sentiment que si cet emploi est perdu, on n'a aucune chance
353 d'en retrouver un. Ce qui est intolérable, ce n'est pas de commencer sa carrière
354 en bas de l'échelle, c'est d'être condamné à y rester toute sa vie, quel que soient
355 ses mérites et son travail.

356 C'est dire à quel point les réformes structurelles engagées depuis l'élection
357 présidentielle ne sont pas rendues moins nécessaires, moins urgentes par la
358 conjoncture, je pense qu'au contraire ces réformes structurelles sont plus
359 nécessaires que jamais et qu'il va me falloir accélérer plutôt que ralentir.

360

361 Réformer c'est nécessaire mais ce n'est pas suffisant. Il faut soutenir l'activité.
362 Si nous voulons soutenir la consommation, nous ne devons pas le faire en
363 favorisant les importations ou en distribuant du pouvoir d'achat qui n'existe
364 pas. Nous devons le faire, par la baisse des prix. Déjà la baisse des prix des
365 matières premières et du pétrole, du fait des anticipations de récession,
366 constitue un facteur de soutien au moins temporaire à la demande et je veillerai
367 à ce que ces baisses soient bien répercutées dans le prix de vente pour le
368 consommateur. Je réunirai avec la ministre de l'Economie l'ensemble des
369 industriels du pétrole et des grandes surfaces pour voir si on est aussi diligent
370 dans la répercussion des baisses qu'on le fut dans la répercussion des hausses.

371

372 Je remercie les parlementaires d'avoir voté la loi qui a permis de rétablir la
373 liberté de négociation entre distributeurs et fournisseurs. Je souhaite que soit

374 ouverte au plus vite une nouvelle phase du chantier de l'urbanisme commercial.
375

376 Mais c'est du côté de l'investissement que va se jouer la partie la plus décisive.
377 Car l'investissement c'est en même temps le soutien à l'activité d'aujourd'hui
378 et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de demain.
379 L'investissement c'est de l'offre et de la demande. L'investissement c'est de la
380 capacité de production future et ce sont des biens d'équipement, ce sont des
381 machines, des bâtiments, des chantiers.
382 L'investissement c'est de l'activité, de l'emploi, des revenus pour aujourd'hui
383 et pour demain.
384 Force est de constater, mes chers compatriotes, que l'investissement a pris
385 beaucoup de retard en France au cours des 20 dernières années.
386 L'investissement ce sera donc la priorité budgétaire des trois prochaines années.
387 Enseignement supérieur, recherche, défense, mais aussi dans les milliers de
388 kilomètres de canaux, de voies ferrées, de transports en commun et dans les
389 énergies nouvelles du Grenelle de l'Environnement. En 3 ans, nous allons
390 mettre 175 milliards d'euros d'investissements directs de l'État dans l'activité
391 économique.
392 Sans compter les investissements des particuliers et des entreprises que l'État
393 va soutenir comme avec le prêt à taux zéro que chaque Français pourra
394 mobiliser pour mieux isoler sa maison et donc réduire ses consommations
395 d'énergie. Le budget de la France pour la période 2009-2011 sera d'abord un
396 budget d'investissement.
397 A côté de l'université, de la recherche et du Grenelle de l'Environnement, on va
398 investir, cher Eric BESSON, puissamment dans l'économie numérique qui sera
399 le moteur de la croissance future. Avec les technologies propres, le numérique
400 doit être au cœur de la nouvelle politique industrielle dont notre pays a besoin.
401 Le plan numérique que tu as présenté lundi dernier, c'est un effort
402 d'investissement massif dans les infrastructures de très haut débit de l'ordre de
403 30 milliards d'euros sur les dix prochaines années pour nous préparer à
404 l'économie du XXI^e siècle.
405

406 Mais au-delà de l'investissement public, l'État doit prendre dès maintenant des
407 mesures exceptionnelles pour encourager l'investissement des entreprises.
408 Je vous annonce une mesure très lourde que nous avons décidée de mettre en
409 œuvre dès aujourd'hui.
410 Jusqu'au 1^{er} janvier 2010, tous les investissements nouveaux des entreprises
411 seront totalement et définitivement exonérés de taxe professionnelle. Pour tous
412 les entrepreneurs de France, le message est clair : ce que vous déciderez comme
413 investissement nouveau à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 1^{er} janvier 2010, ne
414 sera pas taxé.
415 Ces investissements n'entreront tout simplement pas dans l'assiette de l'impôt.
416 L'État compensera aux collectivités locales, Monsieur le Président de
417 l'Assemblée nationale, le manque à gagner. C'est une incitation extrêmement
418 forte qui est ainsi donnée aux entreprises pour investir. Cette mesure sera
419 proposée au Parlement, chère Christine LAGARDE, dans la loi de finances
420 rectificative pour 2008.

421 Notre réponse à la crise économique, c'est l'investissement pour la
422 compétitivité de notre économie.

423 Au cours de l'année 2009 sera débattue et engagée la réforme de nos échelons
424 de collectivités locales.

425 J'ai demandé à Edouard Balladur de présider une commission pour y réfléchir
426 et me faire des propositions. La simplification de notre organisation territoriale
427 devrait permettre d'engager au-delà de 2009 une véritable réforme de la taxe
428 professionnelle qui prendra alors le relais des dispositions transitoires,
429 immédiatement applicables, que je viens d'annoncer. A partir du 1er janvier
430 2010, en fonction des conclusions présentées par le groupe présidé par le
431 Premier ministre, Edouard BALLADUR, nous prendrons une décision
432 définitive de réforme de la taxe professionnelle. C'est donc une mesure
433 extrêmement forte, mais ce n'est pas la seule que je veux vous annoncer.

434

435 Dans un monde où l'économie va sortir bouleversée par la crise, où les États
436 sont appelés à jouer partout un rôle plus actif, je souhaite que la France se dote
437 d'un grand fonds stratégique d'investissement national qui sera un puissant
438 levier de politique industrielle. Ce que les producteurs de pétrole font, ce que
439 les Chinois font, ce que les Russes font, il n'y a aucune raison que la France ne
440 le fasse pas au service d'une politique industrielle digne de ce nom.

441 Il ne s'agira pas, Mesdames et Messieurs, de soutenir ou de secourir des
442 activités périmées, il s'agira d'investir dans l'avenir, d'apporter des fonds
443 propres pour financer des projets industriels novateurs et audacieux.

444 Il ne s'agira pas de subventionner des entreprises à fonds perdus mais de
445 stabiliser le capital d'entreprises qui ont un avenir, qui disposent de savoir-faire
446 et de technologies clés et qui pourraient être des proies tentantes pour des
447 prédateurs qui voudraient profiter d'une sous-évaluation boursière momentanée
448 ou de la dispersion de l'actionnariat pour s'en emparer et les dépecer. On a déjà
449 vu l'action délétère des fonds qui achetaient à n'importe quel prix, n'importe
450 comment, sans tenir le moindre compte des problèmes humains de l'entreprise.
451 Je ne serai pas le Président de la République, qui dans six mois se réveillera, du
452 fait de la faiblesse des cours de bourse avec les grandes groupes industriels
453 français passés dans d'autres mains, tout simplement parce que nous serions
454 restés ballants devant la crise financière et ses conséquences économiques. Cela
455 ne fait pas partie de la politique que je souhaite mener dans notre pays.

456

457 Un tel fonds peut rendre beaucoup de services. Je pense au développement, cher
458 Jean-François ROUBAUD de très petites entreprises très innovantes. Je pense à
459 ce que nous avons fait avec Alstom ou avec les chantiers de l'Atlantique. Ce
460 fonds n'a vocation ni à perdre de l'argent, ni à rester indéfiniment au capital des
461 entreprises. Nous prendrons des participations temporaires et nous ferons des
462 plus-values en les revendant une fois que les cours de bourse seront revenus à
463 un niveau satisfaisant. Ce fonds a vocation à agir en fonction des intérêts
464 nationaux, en se comportant en investisseur avisé qui cherche à rentabiliser ses
465 investissements. Mais sur le moyen ou le long terme, ce fonds trouvera une
466 partie de ses ressources en empruntant sur les marchés. Il contribuera ainsi à
467 faire circuler l'argent et à l'orienter vers le développement industriel plutôt que

468 vers la spéculation purement financière. Lorsque les marchés auront remonté,
469 nous rembourserons nos emprunts et enregistrerons une plus value.
470 Ce que les autres font pour leur plus grand bénéfice, il n'y a aucune raison pour
471 que nous ne le fassions pas pour notre pays.
472 Cet endettement ne creusera pas les déficits. Puisque, comme je viens de le
473 dire, il aura pour contrepartie les actifs des entreprises au capital desquelles le
474 fonds sera entré. Il ne s'agit pas d'une dépense courante mais de
475 l'investissement. Il ne s'agira pas de spéculer avec l'argent public mais de faire
476 prévaloir une logique de long terme sur la logique délétère de court terme qui
477 depuis des années affaiblit, pour ne pas dire détruit, notre industrie.
478 La caisse des Dépôts en assurera la gestion sous la surveillance, Monsieur le
479 Président de l'Assemblée nationale. Elle devra en faire une priorité de sa
480 stratégie pour une gestion que je souhaite plus active, plus offensive, plus
481 mobile. Elle devra dégager des marges de manœuvre pour pouvoir saisir les
482 opportunités, être réactive.
483 Il faut aller vite. Eh bien, ce fonds stratégique d'investissement français sera
484 créé avant la fin de l'année.
485
486 Comme je l'ai dit avant-hier devant le Parlement européen, je proposerai à nos
487 partenaires de l'Union européenne de se doter eux aussi de fonds nationaux afin
488 que nous puissions coordonner nos politiques d'investissement. Alors l'Europe
489 retrouvera une ambition industrielle et elle se remettra à agir dans l'économie
490 mondiale au lieu de toujours subir.
491 Je veux le dire à nos partenaires, nous devons, dans les circonstances actuelles,
492 continuer d'être volontaristes. C'est le volontarisme qui sera le meilleur
493 antidote à la dangereuse tentation du protectionnisme, de l'anticapitalisme, du
494 dirigisme bureaucratique que les désordres actuels vont immanquablement
495 nourrir.
496
497 Le volontarisme d'un État investisseur, entrepreneur, protecteur, voilà ce que je
498 propose comme modèle à l'Europe pour empêcher que demain l'étatisme ne
499 revienne en force, que la liberté d'entreprendre, la propriété privée, l'ouverture
500 au monde ne soient les victimes du rejet d'un système où toutes les valeurs
501 fondamentales du capitalisme se trouvent pervertis et où les citoyens ne
502 supporteront plus longtemps d'entendre les responsables politiques qu'ils ont
503 élus leur répéter : « nous n'y pouvons rien ». Si vous n'y pouvez rien, ce n'était
504 pas la peine de se présenter aux élections !
505
506 Cette ambition nous oblige-t-elle à remettre en cause le budget pour 2009 qui
507 est en discussion au Parlement ?
508 La dégradation de la situation économique nous oblige-t-elle à reconstruire le
509 budget sur une hypothèse de croissance inférieure au 1% de croissance qui a
510 servi d'hypothèse de travail ?
511 Mais, mes chers amis, la croissance, nul ne peut dire aujourd'hui ce qu'elle
512 sera. De toutes les façons j'ai pris à Toulon l'engagement qu'il n'y aurait pas de
513 politique d'austérité, qu'il n'y aurait pas d'augmentation des impôts, qu'il n'y
514 aurait pas de remise en cause de la réduction des dépenses courantes.

515 Nous ferons une loi de finance rectificative quand nous y verrons plus clair sur
516 la croissance et son impact sur les dépenses et sur les recettes. Mais
517 franchement, se passionner pour savoir si l'année prochaine la croissance sera
518 de 0,5 ou de 1%, qu'est-ce que cela change à la vie quotidienne des Français ?
519 L'État fera face à ses dépenses. Ce qu'il faut, c'est une stratégie offensive pour
520 apporter une réponse à la crise économique, comme nous avons apporté une
521 réponse à la crise financière.

522

523 Pour l'heure la priorité est donc de soutenir l'activité et aucune des mesures
524 nouvelles que je viens d'annoncer n'aura de conséquences budgétaires pour
525 l'année 2009. La plupart d'entre elles n'entrent pas dans la comptabilité de la
526 dépense publique. Ainsi en va-t-il des garanties accordées par l'État ou des
527 moyens qui sont alloués au fonds d'investissement. Quant à l'exonération de la
528 taxe professionnelle pour les nouveaux investissements, elle aura un impact
529 budgétaire à partir de 2011.

530 D'ici là, la croissance et les recettes fiscales auront été réévaluées.

531

532 Alors, mes chers compatriotes, concentrons-nous sur l'essentiel.

533 Nous nous trouvons placés par le destin à un moment où il nous faut réinventer
534 le monde. Nous n'avons pas d'autres choix que d'être au rendez-vous que
535 l'histoire nous a fixé.

536 Il y faut de l'imagination, il faut du courage, il faut de la volonté, il faut de
537 l'audace. C'est ce qu'avec le gouvernement de François FILLON, je vous
538 propose de tenter. C'est la voie que la France propose à ses partenaires
539 européens parce que le pire des choix, c'est celui de l'immobilisme ou du
540 conservatisme, c'est celui qui consiste comme on l'a si souvent fait dans le
541 passé, à attendre. Attendre quoi ? Que cela s'aggrave ? Ce n'est pas l'idée que
542 je me fais de la France, de son rôle, de son histoire, de sa capacité d'influence.
543 Oui, mes chers compatriotes, c'est du fond du cœur que je veux vous le dire.

544

545 Vive la France !

546 Vive la République ! »